

Synthèse • Stat'

Numéro 23 • juillet 2017

L'enquête « Conditions de travail » auprès des employeurs : résultats détaillés

SELMA AMIRA, AURORE DESJONQUÈRES

L'enquête « Conditions de travail » auprès des employeurs : résultats détaillés

SELMA AMIRA, AURORE DESJONQUÈRES

Introduction

En 2013, l'enquête « Conditions de travail » comporte pour la première fois un volet « employeurs » en complément du volet « actifs occupés », dont la réalisation a été décidée en application des recommandations du rapport du Collège d'expertise sur le suivi statistique des risques psychosociaux au travail (« Mesurer les facteurs psychosociaux de risque pour les maîtriser », 2011).

Ce rapport recommandait la réalisation d'une enquête couplée salariés – employeurs : « sous réserve d'éviter toute charge statistique inutile et d'adapter le questionnement des TPE et des employeurs publics, une enquête auprès des entreprises doit être réalisée en complément de celle auprès des salariés », afin de « confronter le point de vue des représentants des entreprises et celui des salariés pour mieux mettre en évidence les contraintes pesant sur les entreprises, les marges de décision dont elles disposent et les conséquences de ces contraintes et de ces décisions » (p. 61).

Les recommandations du Collège d'expertise ont été mises en œuvre à partir de l'enquête Conditions de travail de 2013. Des actifs constituant un échantillon représentatif pour la France entière ont été interrogés chez eux en face-à-face par les enquêteurs Insee sur les horaires et l'organisation du temps de travail, l'organisation et les rythmes de travail, les risques, les pénibilités et leur prévention, les contraintes psychosociales, les relations avec le public, la violence au travail.

Le volet Employeurs a été réalisé auprès d'un échantillon national incluant les DOMs. L'unité économique enquêtée est l'établissement. Le champ de l'enquête concerne l'ensemble des établissements, qu'ils appartiennent au secteur marchand, non marchand ou à la fonction publique (1).

Deux échantillons distincts d'établissements ont été constitués :

- 17 200 établissements d'au moins 10 salariés, employeurs de salariés interrogés dans le cadre du volet « individus » qui ont accepté de donner le nom et l'adresse de leur employeur ;
- en complément, 7 000 établissements d'au moins un salarié, tirés dans le répertoire Sirene, afin d'assurer que l'échantillon soit représentatif de l'ensemble de l'économie.

Certains établissements ayant été tirés deux fois, le nombre d'établissements distincts sélectionnés est au total de 23 930.

Le volet « Employeurs » a été mené par voie postale à la suite du volet « Actifs occupés » dans un délai aussi bref que possible. Il a été collecté de novembre 2012 à août 2013. Les réponses d'environ 14 200 établissements ont pu être exploitées et participent aux résultats du présent document. Elles sont pondérées pour être représentatives de l'ensemble des établissements employeurs.

Trois questionnaires ont été élaborés selon le type d'établissement :

- un questionnaire « fonction publique » adressé aux établissements de l'État et aux collectivités territoriales ;
- un questionnaire « secteur hospitalier », dédié aux hôpitaux et cliniques ;
- un questionnaire « secteur marchand et associatif » pour tous les autres établissements.

Les principaux thèmes abordés sont le positionnement économique et les relations de l'entreprise avec son environnement, les dispositifs managériaux d'organisation du travail, les pratiques de prévention des risques, la gestion des ressources humaines et la représentation des salariés.

L'élaboration des questions s'est inspirée de plusieurs enquêtes dédiées aux employeurs, notamment l'enquête Changement organisationnels et informatisation (2), l'enquête Familles et employeurs (3) et l'enquête ESENER (4).

Toutes les informations sur l'enquête sont présentées sur le site de la Dares, [Dares-études-et-statistiques/enquêtes de A à Z / Conditions de travail : édition 2013](https://dares.insee.fr/etudes-et-statistiques/enquetes-de-a-a-z/conditions-de-travail-edition-2013).

Note : (1) Voir Amira S., « La prévention des risques professionnels », 2016, [Dares Analyses n°13](https://dares.insee.fr/etudes-et-statistiques/dares-analyses-n-13).

(2) COI-2006, Dares-Drees-DGAFP, CEE, voir enquetecoi.net.

(3) EFE 2004, Ined, voir <https://efe.web.ined.fr>.

(4) 2009 et 2014, Agence européenne pour la santé et la sécurité au travail, voir <https://osha.europa.eu/fr/surveys-and-statistics-osh/esener>.

Les résultats présentés

• Organisation du présent document

L'objectif du document est de présenter les résultats détaillés des réponses des employeurs concernant l'organisation du travail, leur perception de la santé des salariés ou agents de leur établissement et leurs pratiques professionnelles en matière de prévention des risques sanitaires. Les tableaux présentés décrivent ainsi les réponses des employeurs, réparties en cinq thèmes :

- Organisation du travail / dispositifs organisationnels (partie C du questionnaire)
- Informatique / utilisation des techniques de l'information et de la communication (TIC) (partie D du questionnaire)
- Exposition des salariés aux risques physiques et chimiques, et gestion générale de la santé et de la sécurité dans l'établissement (partie E du questionnaire)
- Exposition des salariés aux risques psychosociaux et leur gestion dans l'établissement (partie F du questionnaire)
- Dialogue social sur la santé et la sécurité au travail (partie G du questionnaire).

Ne sont pas présentées ici les informations de contexte sur les établissements enquêtés (cf. notamment les parties A et B du questionnaire) ni les questions spécifiques à un secteur et qui ne figurent pas dans les trois questionnaires -fonction publique, secteur hospitalier, secteur marchand et associatif.

Les réponses des employeurs sont ventilées selon la taille et le secteur d'activité des établissements.

• Modalités de calcul et limites de significativité

Les effectifs sont calculés sur l'ensemble des établissements en appliquant la pondération qui leur a été affectée (issue du plan de sondage et d'un calage sur marges pour tenir compte des non-réponses à l'enquête et respecter la répartition des salariés par secteurs d'activité).

Lorsque l'effectif non pondéré des établissements dans une catégorie est inférieur à 10, les résultats ne sont pas présentés.

Les proportions afférentes à une question sont calculées sur l'ensemble des questionnaires y compris les non-réponses à cette question.

Pour en savoir plus

<http://dares.travail-emploi.gouv.fr/dares-etudes-et-statistiques/>

I - Organisation du travail/Dispositifs organisationnels (partie C du questionnaire)

C1. Part d'établissements où les salariés/ agents ...

	...définissent les procédures et les modes opératoires (en %)	... déterminent les horaires (en %)	... déterminent la durée et les types d'aménagement du temps de travail (en %)	... répartissent le travail au sein des équipes (en %)	... effectuent la maintenance des machines et des outils (en %)	... forment les salariés (en %)	... contrôlent les résultats du travail (en %)	Total des établissements (en %)
Par taille								
de 1 à 9 salariés	2,9	2,5	3,5	4,1	4,9	3,6	3,5	82,3
de 10 à 49 salariés	6,7	5,4	5,3	11,2	16,2	12,4	11,8	14,0
de 50 à 249 salariés	13,6	10,2	8,3	13,6	42,7	25,8	22,1	3,2
de 250 à 499 salariés	18,0	14,2	5,4	8,4	51,7	38,0	26,8	0,3
500 salariés et plus	21,0	11,8	8,7	8,5	53,7	45,2	25,0	0,2
Par secteur								
agriculture, sylviculture et pêche	0,4	0,4	0,1	0,6	2,7	0,4	0,5	4,8
fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	6,6	4,2	1,0	5,8	14,4	8,8	4,9	1,6
cokéfaction et raffinage	Non significatif							0,0
fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques, fabrication de machines	16,1	1,7	10,9	12,3	14,0	10,7	22,2	0,9
fabrication de matériels de transport	23,1	6,1	2,9	6,7	48,5	31,7	36,7	0,1
fabrication d'autres produits industriels	2,5	3,5	3,3	5,8	23,6	13,3	16,3	4,3
industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	12,6	1,9	9,8	10,2	10,7	5,3	3,8	1,0
construction	3,2	1,2	3,2	2,9	8,9	2,3	3,4	12,0
commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	2,9	2,5	4,4	5,0	5,0	5,5	5,0	19,8
transports et entreposage	3,0	3,4	4,1	4,7	15,3	7,3	5,9	3,0
hébergement et restauration	2,9	1,9	1,8	2,6	3,9	3,7	2,0	8,0
information et communication	1,8	2,4	1,0	3,7	5,1	6,2	5,1	2,2
activités financières et d'assurance	5,5	8,6	8,8	14,2	10,7	10,2	14,5	4,3
activités immobilières	9,5	10,3	5,3	0,1	4,8	10,1	4,7	2,0
activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	1,9	3,4	4,8	4,2	6,6	6,0	5,4	11,7
administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	6,5	5,1	5,6	9,2	10,6	6,4	5,0	15,2
autres activités de services	3,9	2,9	1,5	6,1	4,3	5,2	3,8	9,1
Ensemble	3,8	3,2	4,0	5,4	7,9	5,7	5,4	1 840 257

Note de lecture : dans le secteur des activités immobilières, 9,5 % des établissements déclarent que les salariés/ agents définissent les procédures et les modes opératoires. Ce taux est de 3,8 % pour l'ensemble des établissements.

Champ : établissements d'un salarié ou plus ; France entière.

Source : enquête Conditions de Travail 2013, volet employeurs.

C2. Utilisation de la certification ou l'accréditation portant sur le système qualité, les compétences techniques ou la sécurité dans l'activité courante

	oui, depuis 3 ans ou plus (en %)	oui, depuis moins de 3 ans (en %)	non (en %)	non-réponse (en %)	Total (en %)	Total des établissements (en %)
Par taille						
de 1 à 9 salariés	7,1	2,2	83,2	7,5	100	82,3
de 10 à 49 salariés	16,0	4,5	74,7	4,8	100	14,0
de 50 à 249 salariés	32,2	5,9	56,4	5,5	100	3,2
de 250 à 499 salariés	44,4	5,4	46,8	3,4	100	0,3
500 salariés et plus	49,9	7,7	38,4	4,0	100	0,2
Par secteur						
agriculture, sylviculture et pêche	5,3	0,1	89,7	4,9	100	4,8
fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	5,2	0,6	85,2	9,1	100	1,6
cokéfaction et raffinage	Non significatif					0,0
fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques, fabrication de machines	34,9	2,7	47,6	14,8	100	0,9
fabrication de matériels de transport	57,9	4,9	31,8	5,4	100	0,1
fabrication d'autres produits industriels	23,9	4,3	66,6	5,2	100	4,3
industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	35,5	2,0	53,6	8,9	100	1,0
construction	12,3	1,5	78,9	7,3	100	12,0
commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	7,4	2,8	80,5	9,4	100	19,8
transports et entreposage	9,3	13,7	74,3	2,8	100	3,0
hébergement et restauration	4,4	2,5	83,7	9,4	100	8,0
information et communication	3,6	0,2	85,7	10,5	100	2,2
activités financières et d'assurance	9,4	0,6	80,4	9,7	100	4,3
activités immobilières	6,4	0,2	88,0	5,5	100	2,0
activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	13,8	3,7	77,2	5,4	100	11,7
administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	8,2	3,5	83,7	4,6	100	15,2
autres activités de services	2,4	0,4	90,3	7,0	100	9,1
Ensemble	9,3	2,6	80,9	7,1	100	1 840 257

Note de lecture : dans le secteur des activités immobilières, 6,4 % des établissements déclarent que dans leur activité courante, ils utilisent depuis 3 ans ou plus la certification ou l'accréditation portant sur le système qualité, les compétences techniques ou la sécurité dans l'activité courante.

Champ : établissements d'un salarié ou plus ; France entière.

Source : enquête Conditions de Travail 2013, volet employeurs.

C3. Utilisation des méthodes formalisées de résolution de problèmes, analyse de la valeur, analyse fonctionnelle dans l'activité courante

	oui, depuis 3 ans ou plus (en %)	oui, depuis moins de 3 ans (en %)	non (en %)	non-réponse (en %)	Total (en %)	Total des établissements (en %)
Par taille						
de 1 à 9 salariés	3,9	1,7	85,6	8,8	100	82,3
de 10 à 49 salariés	6,9	3,9	82,2	7,0	100	14,0
de 50 à 249 salariés	14,9	7,3	70,2	7,6	100	3,2
de 250 à 499 salariés	24,1	9,0	60,0	6,9	100	0,3
500 salariés et plus	34,2	8,3	50,9	6,6	100	0,2
Par secteur						
agriculture, sylviculture et pêche	1,8	0,1	91,7	6,4	100	4,8
fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	2,4	2,4	80,2	15,0	100	1,6
cokéfaction et raffinage	Non significatif					0,0
fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques, fabrication de machines	11,2	4,1	69,3	15,4	100	0,9
fabrication de matériels de transport	33,0	8,0	47,8	11,3	100	0,1
fabrication d'autres produits industriels	15,0	2,8	75,8	6,4	100	4,3
industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	17,7	0,9	72,3	9,1	100	1,0
construction	3,8	0,6	86,1	9,5	100	12,0
commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	2,3	1,7	85,1	11,0	100	19,8
transports et entreposage	4,5	8,2	83,9	3,4	100	3,0
hébergement et restauration	4,0	2,2	84,6	9,2	100	8,0
information et communication	6,3	8,9	69,0	15,8	100	2,2
activités financières et d'assurance	16,1	1,1	73,1	9,7	100	4,3
activités immobilières	0,6	0,1	93,7	5,6	100	2,0
activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	5,5	4,2	83,9	6,4	100	11,7
administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	4,2	2,4	88,2	5,2	100	15,2
autres activités de services	2,5	1,2	87,4	8,9	100	9,1
Ensemble	4,8	2,3	84,5	8,4	100	1 840 257

Note de lecture : dans le secteur des activités immobilières, 0,6% des établissements déclarent que, dans leur activité courante, ils utilisent depuis 3 ans ou plus les méthodes formalisées de résolution de problèmes, analyse de la valeur, analyse fonctionnelle.

Champ : établissements d'un salarié ou plus ; France entière.

Source : enquête Conditions de Travail 2013, volet employeurs.

C4. Organisation en équipes ou groupes de travail autonomes dans l'activité courante

	oui, depuis 3 ans ou plus (en %)	oui, depuis moins de 3 ans (en %)	non (en %)	non réponse (en %)	Total (en %)	Total des établissements (en %)
Par taille						
de 1 à 9 salariés	7,9	3,2	80,3	8,6	100	82,3
de 10 à 49 salariés	16,4	6,4	70,4	6,8	100	14,0
de 50 à 249 salariés	26,4	8,2	58,5	6,9	100	3,2
de 250 à 499 salariés	33,3	8,0	50,8	7,9	100	0,3
500 salariés et plus	40,8	6,4	47,2	5,6	100	0,2
Par secteur						
agriculture, sylviculture et pêche	6,1	0,2	88,8	4,9	100	4,8
fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	3,8	6,3	75,8	14,1	100	1,6
cokéfaction et raffinage	Non significatif					0,0
fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques, fabrication de machines	11,6	3,7	69,9	14,8	100	0,9
fabrication de matériels de transport	30,0	7,8	54,8	7,4	100	0,1
fabrication d'autres produits industriels	21,5	8,9	63,3	6,3	100	4,3
industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	22,4	1,7	66,8	9,1	100	1,0
construction	6,5	3,0	81,0	9,5	100	12,0
commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	6,6	1,8	80,7	10,9	100	19,8
transports et entreposage	17,2	9,2	70,4	3,2	100	3,0
hébergement et restauration	8,0	2,6	80,4	9,0	100	8,0
information et communication	15,0	16,4	52,5	16,1	100	2,2
activités financières et d'assurance	17,0	3,4	70,0	9,7	100	4,3
activités immobilières	1,7	4,6	88,1	5,6	100	2,0
activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	10,4	5,2	79,0	5,4	100	11,7
administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	13,2	4,6	76,5	5,7	100	15,2
Autres activités de services	7,1	1,5	82,4	9,0	100	9,1
Ensemble	9,9	3,8	78,1	8,2	100	1 840 257

Note de lecture : dans le secteur des activités immobilières, 1,7 % des établissements déclarent que, dans leur activité courante, ils utilisent depuis 3 ans ou plus des équipes ou des groupes de travail autonomes. Ce taux est de 9,9 % pour l'ensemble des établissements.

Champ : établissements d'un salarié ou plus ; France entière.

Source : enquête Conditions de Travail 2013, volet employeurs.

II - Informatique. Utilisation des techniques de l'information et de la communication (partie D du questionnaire)

D1. Utilisation d'un ordinateur non connecté à un réseau

	non utilisé (en %)	moins de 10% des salariés (en %)	de 10 à 50% des salariés (en %)	plus de 50% (en %)	non réponse ou ne sait pas (en %)	Total (en %)	Total des établissements (en %)
Par taille							
de 1 à 9 salariés	53,5	7,6	6,2	16,7	16,0	100	82,3
de 10 à 49 salariés	47,7	17,2	9,7	13,0	12,4	100	14,0
de 50 à 249 salariés	51,9	19,5	7,3	8,6	12,7	100	3,2
de 250 à 499 salariés	50,0	22,4	5,1	7,5	15,0	100	0,3
500 salariés et plus	49,7	24,3	5,1	6,9	14,0	100	0,2
Par secteur							
agriculture, sylviculture et pêche	54,2	11,5	6,7	11,5	16,1	100	4,8
fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	70,7	12,2	5,4	6,0	5,7	100	1,6
cokéfaction et raffinage	Non significatif						0,0
fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques, fabrication de machines	33,5	5,4	13,5	16,0	31,6	100	0,9
fabrication de matériels de transport	59,5	11,5	13,2	4,5	11,3	100	0,1
fabrication d'autres produits industriels	56,1	14,8	7,9	8,9	12,3	100	4,3
industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	27,5	19,0	12,5	10,5	30,5	100	1,0
construction	62,5	12,3	8,2	5,4	11,6	100	12,0
commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	44,5	8,2	7,8	18,5	21,0	100	19,8
transports et entreposage	64,3	17,1	4,9	9,6	4,1	100	3,0
hébergement et restauration	58,4	10,8	5,2	10,0	15,6	100	8,0
information et communication	56,7	9,1	0,3	26,2	7,7	100	2,2
activités financières et d'assurance	71,4	1,4	3,0	10,7	13,5	100	4,3
activités immobilières	68,8	0,3	0,3	24,2	6,4	100	2,0
activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	54,4	5,5	4,5	20,0	15,6	100	11,7
administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	41,7	10,4	9,0	21,9	17,0	100	15,2
autres activités de services	49,6	9,1	6,8	22,0	12,5	100	9,1
Ensemble	52,6	9,4	6,7	15,9	15,4	100	1 840 257

Note de lecture : dans le secteur des activités immobilières, 0,3 % des établissements déclarent que moins de 10 % de leurs salariés utilisent pour leur travail un ordinateur non connecté à un réseau. Ce taux est de 9,4 % pour l'ensemble des établissements.

Champ : établissements d'un salarié ou plus ; France entière.

Source : enquête Conditions de Travail 2013, volet employeurs.

D2. Utilisation d'un ordinateur connecté en réseau

	non utilisé (en %)	moins de 10% des salariés (en %)	de 10 à 50% des salariés (en %)	plus de 50% (en %)	non réponse ou ne sait pas (en %)	Total (en %)	Total des établissements (en %)
Par taille							
de 1 à 9 salariés	38,0	5,6	8,0	34,4	14,0	100	82,3
de 10 à 49 salariés	8,2	12,5	22,5	51,6	5,2	100	14,0
de 50 à 249 salariés	1,0	10,5	27,1	58,5	2,9	100	3,2
de 250 à 499 salariés	0,5	6,2	25,6	62,8	4,9	100	0,3
500 salariés et plus	0,2	6,0	18,0	71,2	4,6	100	0,2
Par secteur							
agriculture, sylviculture et pêche	56,5	6,3	8,9	6,1	22,2	100	4,8
fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	67,8	2,5	11,7	9,1	8,9	100	1,6
cokéfaction et raffinage	Non significatif						0,0
fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques, fabrication de machines	10,5	0,4	9,9	47,3	31,9	100	0,9
fabrication de matériels de transport	0,0	11,9	52,4	30,9	4,8	100	0,1
fabrication d'autres produits industriels	18,9	14,0	28,3	29,0	9,8	100	4,3
industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	11,4	6,7	8,8	44,4	28,7	100	1,0
construction	54,7	10,4	12,1	9,5	13,3	100	12,0
commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	23,4	6,2	13,3	42,3	14,8	100	19,8
transports et entreposage	22,2	22,6	12,3	38,5	4,4	100	3,0
hébergement et restauration	58,4	6,8	7,9	13,1	13,8	100	8,0
information et communication	9,9	0,1	10,5	67,3	12,2	100	2,2
activités financières et d'assurance	8,9	0,4	5,5	77,7	7,5	100	4,3
activités immobilières	22,2	0,1	0,5	62,6	14,6	100	2,0
activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	21,5	4,3	4,8	61,0	8,4	100	11,7
administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	22,9	6,5	14,4	48,0	8,2	100	15,2
autres activités de services	44,4	5,1	4,1	31,8	14,6	100	9,1
Ensemble	32,4	6,7	10,7	37,7	12,5	100	1 840 257

Note de lecture : dans le secteur des activités immobilières, 0,1% des établissements déclarent que moins de 10 % de leurs salariés utilisent pour leur travail un ordinateur connecté en réseau. Ce taux est de 6,7 % pour l'ensemble des établissements.

Champ : établissements d'un salarié ou plus ; France entière.

Source : enquête Conditions de Travail 2013, volet employeurs.

D3. Utilisation d'un accès à internet

	non utilisé (en %)	moins de 10% des salariés (en %)	de 10 à 50% des salariés (en %)	plus de 50% (en %)	non réponse ou ne sait pas (en %)	Total (en %)	Total des établissements (en %)
Par taille							
de 1 à 9 salariés	27,1	10,5	10,6	41,8	10,0	100	82,3
de 10 à 49 salariés	3,7	17,6	24,1	51,0	3,6	100	14,0
de 50 à 249 salariés	1,3	14,8	29,1	52,1	2,7	100	3,2
de 250 à 499 salariés	0,4	16,6	28,9	50,3	3,8	100	0,3
500 salariés et plus	0,1	11,2	27,0	56,3	5,4	100	0,2
Par secteur							
agriculture, sylviculture et pêche	43,8	12,7	13,6	12,4	17,5	100	4,8
fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	63,3	12,6	10,9	8,4	4,8	100	1,6
cokéfaction et raffinage	Non significatif						0,0
fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques, fabrication de machines	0,0	1,3	25,4	55,8	17,5	100	0,9
fabrication de matériels de transport	0,0	20,3	57,7	17,1	4,9	100	0,1
fabrication d'autres produits industriels	9,2	22,5	35,8	27,4	5,1	100	4,3
industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	0,4	7,0	19,8	44,2	28,6	100	1,0
construction	39,0	21,0	15,7	16,2	8,1	100	12,0
commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	22,2	10,2	10,9	44,6	12,1	100	19,8
transports et entreposage	16,8	31,6	16,2	34,6	0,8	100	3,0
hébergement et restauration	51,0	14,2	8,8	14,9	11,1	100	8,0
information et communication	0,1	0,1	6,5	87,9	5,4	100	2,2
activités financières et d'assurance	6,8	1,1	13,4	73,4	5,3	100	4,3
activités immobilières	12,1	0,3	0,8	86,5	0,3	100	2,0
activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	12,1	7,1	6,4	67,0	7,4	100	11,7
administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	10,2	10,5	18,9	54,2	6,2	100	15,2
autres activités de services	24,1	7,2	8,1	51,4	9,2	100	9,1
Ensemble	22,9	11,6	13,1	43,5	8,9	100	1 840 257

Note de lecture : dans le secteur des activités immobilières, 0,3 % des établissements déclarent que moins de 10 % de leurs salariés utilisent pour leur travail un accès à internet. Ce taux est de 11,6 % pour l'ensemble des établissements.

Champ : établissements d'un salarié ou plus ; France entière.

Source : enquête Conditions de Travail 2013, volet employeurs.

D4. Utilisation d'un progiciel de gestion intégré, un workflow

	non utilisé (en %)	moins de 10% des salariés (en %)	de 10 à 50% des salariés (en %)	plus de 50% (en %)	non réponse ou ne sait pas (en %)	Total (en %)	Total des établissements (en %)
Par taille							
de 1 à 9 salariés	58,9	3,2	3,3	12,2	22,4	100	82,3
de 10 à 49 salariés	42,9	8,4	10,2	17,6	20,9	100	14,0
de 50 à 249 salariés	26,2	13,1	17,8	22,0	20,9	100	3,2
de 250 à 499 salariés	14,1	14,0	22,2	31,2	18,5	100	0,3
500 salariés et plus	11,2	12,0	25,4	32,6	18,8	100	0,2
Par secteur							
agriculture, sylviculture et pêche	73,7	1,8	0,4	0,2	23,9	100	4,8
fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	77,1	2,9	7,2	2,7	10,1	100	1,6
cokéfaction et raffinage	Non significatif						0,0
fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques, fabrication de machines	19,3	3,2	8,7	34,1	34,7	100	0,9
fabrication de matériels de transport	27,6	7,3	32,7	17,9	14,5	100	0,1
fabrication d'autres produits industriels	44,7	6,0	12,0	19,1	18,2	100	4,3
industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	32,7	6,6	13,7	15,5	31,5	100	1,0
construction	72,9	5,2	3,8	4,2	13,9	100	12,0
commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	40,5	4,7	5,1	20,6	29,1	100	19,8
transports et entreposage	53,0	6,5	10,7	12,6	17,2	100	3,0
hébergement et restauration	71,5	2,7	5,3	4,5	16,0	100	8,0
information et communication	51,9	8,0	7,8	19,4	12,9	100	2,2
activités financières et d'assurance	37,3	2,7	0,1	30,3	29,6	100	4,3
activités immobilières	37,0	0,1	7,7	28,9	26,3	100	2,0
activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	53,1	3,6	3,8	19,0	20,5	100	11,7
administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	55,3	5,7	4,5	8,9	25,6	100	15,2
autres activités de services	65,8	2,6	2,1	9,3	20,2	100	9,1
Ensemble	55,4	4,3	4,8	13,4	22,1	100	1 840 257

Note de lecture : Dans le secteur des activités immobilières, 0,1% des établissements déclarent que moins de 10% de leurs salariés utilisent pour leur travail un progiciel de gestion intégré, un workflow. Ce taux est de 4,3 % pour l'ensemble des établissements.

Champ : établissements d'un salarié ou plus ; France entière.

Source : enquête Conditions de Travail 2013, volet employeurs.

III - Gestion générale de la santé et de la sécurité dans l'établissement (partie E du questionnaire)

E1. Salariés exposés à la manutention manuelle de charges lourdes au cours des 12 derniers mois (qu'ils utilisent ou non des protections)

	plus de 50% des salariés (en %)	de 10 à 50% des salariés (en %)	très peu (en %)	aucun (en %)	ne sait pas ou non-réponse (en %)	Total (en %)	Total des établissements (en %)
Par taille							
de 1 à 9 salariés	9,3	5,3	10,4	65,6	9,4	100	82,3
de 10 à 49 salariés	11,1	15,7	25,3	43,1	4,8	100	14,0
de 50 à 249 salariés	11,5	22,5	38,6	23,4	4,0	100	3,2
de 250 à 499 salariés	9,1	29,2	38,4	20,2	3,1	100	0,3
500 salariés et plus	12,0	28,6	35,5	18,4	5,5	100	0,2
Par secteur							
agriculture, sylviculture et pêche	11,5	5,8	16,4	51,8	14,5	100	4,8
fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	10,2	18,1	15,9	50,1	5,7	100	1,6
cokéfaction et raffinage	Non significatif						0,0
fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques, fabrication de machines	1,9	10,6	19,9	52,0	15,6	100	0,9
fabrication de matériels de transport	12,7	12,8	33,4	35,7	5,5	100	0,1
fabrication d'autres produits industriels	6,5	20,5	23,8	38,7	10,5	100	4,3
industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	13,7	8,6	22,0	37,5	18,2	100	1,0
construction	29,3	10,5	11,6	35,1	13,5	100	12,0
commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	10,5	7,1	13,5	59,2	9,7	100	19,8
transports et entreposage	12,3	17,1	15,3	50,5	4,8	100	3,0
hébergement et restauration	3,9	5,2	18,4	63,5	9,0	100	8,0
information et communication	0,1	0,7	6,6	87,0	5,6	100	2,2
activités financières et d'assurance	2,2	3,4	6,3	80,1	8,0	100	4,3
activités immobilières	0,1	1,2	2,2	91,9	4,6	100	2,0
activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	5,6	3,1	8,5	77,5	5,3	100	11,7
administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	6,9	8,3	17,8	62,2	4,8	100	15,2
autres activités de services	4,2	4,4	9,7	74,3	7,4	100	9,1
Ensemble	9,6	7,4	13,5	60,9	8,6	100	1 840 257

Note de lecture : dans le secteur des activités immobilières, 0,1% des établissements déclarent que plus de 50% de leurs salariés ont été exposés au cours des 12 derniers mois (qu'ils utilisent ou non des protections) à la manutention manuelle de charges lourdes. Ce taux est de 9,6 % pour l'ensemble des établissements.

Champ : établissements d'un salarié ou plus ; France entière.

Source : enquête Conditions de Travail 2013, volet employeurs.

E2. Salariés exposés à des postures pénibles au cours des 12 derniers mois (qu'ils utilisent ou non des protections)

	plus de 50% des salariés (en %)	de 10 à 50% des salariés (en %)	très peu (en %)	aucun (en %)	ne sait pas ou non-réponse (en %)	Total en (%)	Total des établissements (en %)
Par taille							
de 1 à 9 salariés	8,8	5,6	9,7	65,5	10,4	100	82,3
de 10 à 49 salariés	12,2	15,9	22,5	43,2	6,2	100	14,0
de 50 à 249 salariés	11,8	24,7	33,5	24,8	5,2	100	3,2
de 250 à 499 salariés	10,0	32,9	33,7	19,7	3,7	100	0,3
500 salariés et plus	11,9	34,6	30,0	17,2	6,3	100	0,2
Par secteur							
agriculture, sylviculture et pêche	14,9	9,4	15,2	49,3	11,2	100	4,8
fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	1,3	21,8	8,7	61,6	6,6	100	1,6
cokéfaction et raffinage	Non significatif						0,0
fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques, fabrication de machines	0,3	24,1	12,7	61,8	1,1	100	0,9
fabrication de matériels de transport	8,8	16,0	41,4	22,1	11,7	100	0,1
fabrication d'autres produits industriels	7,3	26,2	17,2	40,2	9,1	100	4,3
industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	5,7	7,2	19,4	49,3	18,4	100	1,0
construction	25,4	8,7	10,4	39,7	15,8	100	12,0
commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	5,9	6,4	12,5	62,4	12,8	100	19,8
transports et entreposage	10,5	12,4	15,7	52,7	8,7	100	3,0
hébergement et restauration	4,6	9,6	16,5	58,9	10,4	100	8,0
information et communication	0,2	0,6	3,0	90,2	6,0	100	2,2
activités financières et d'assurance	0,2	2,1	9,4	80,2	8,1	100	4,3
activités immobilières	0,1	1,1	3,6	90,3	4,9	100	2,0
activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	4,8	3,4	8,2	77,4	6,2	100	11,7
administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	12,3	8,9	16,9	57,4	4,5	100	15,2
autres activités de services	9,9	2,7	9,4	68,4	9,6	100	9,1
Ensemble	9,3	7,8	12,4	60,8	9,7	100	1 840 257

Note de lecture : dans le secteur des activités immobilières, 0,1% des établissements déclarent que plus de 50% de leurs salariés ont été exposés au cours des 12 derniers mois (qu'ils utilisent ou non des protections) à des postures pénibles. Ce taux est de 9,3 % pour l'ensemble des établissements.

Champ : établissements d'un salarié ou plus ; France entière.

Source : enquête Conditions de Travail 2013, volet employeurs.

E3. Salariés exposés à des agents chimiques dangereux (y compris poussières, fumées...) au cours des 12 derniers mois (qu'ils utilisent ou non des protections)

	plus de 50% des salariés (en %)	de 10 à 50% des salariés (en %)	très peu (en %)	aucun (en %)	ne sait pas ou non-réponse (en %)	Total (en %)	Total des établissements (en %)
Par taille							
de 1 à 9 salariés	3,9	3,1	6,8	75,5	10,7	100	82,3
de 10 à 49 salariés	3,6	7,6	16,5	66,3	6,0	100	14,0
de 50 à 249 salariés	3,5	11,9	31,5	48,0	5,1	100	3,2
de 250 à 499 salariés	2,3	17,2	36,0	40,2	4,3	100	0,3
500 salariés et plus	3,0	23,9	35,3	30,7	7,1	100	0,2
Par secteur							
agriculture, sylviculture et pêche	4,6	5,9	4,6	70,5	14,4	100	4,8
fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	0,7	10,3	14,1	69,6	5,3	100	1,6
cokéfaction et raffinage	Non significatif						0,0
fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques, fabrication de machines	0,4	8,9	20,9	53,9	15,9	100	0,9
fabrication de matériels de transport	11,5	17,1	33,9	32,5	5,0	100	0,1
fabrication d'autres produits industriels	7,9	14,8	19,4	49,6	8,3	100	4,3
industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	3,5	17,4	16,5	44,5	18,1	100	1,0
construction	12,0	3,0	12,2	57,8	15,0	100	12,0
commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	3,3	3,2	6,3	75,7	11,5	100	19,8
transports et entreposage	1,0	4,8	9,1	76,2	8,9	100	3,0
hébergement et restauration	0,6	4,2	11,5	73,2	10,5	100	8,0
information et communication	0,0	0,1	5,4	89,2	5,3	100	2,2
activités financières et d'assurance	0,0	0,0	2,5	89,4	8,1	100	4,3
activités immobilières	0,0	0,3	0,7	94,2	4,8	100	2,0
activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	3,3	3,6	6,5	81,3	5,3	100	11,7
administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	1,8	4,1	12,5	74,2	7,4	100	15,2
autres activités de services	4,2	2,6	7,2	76,3	9,7	100	9,1
Ensemble	3,8	4,1	9,1	73,1	9,9	100	1 840 257

Note de lecture : dans le secteur des activités immobilières, 0,7% des établissements déclarent que très peu de salariés ont été exposés au cours des 12 derniers mois (qu'ils utilisent ou non des protections) à des agents chimiques dangereux (y compris poussières, fumées...). Ce taux est de 9,1 % pour l'ensemble des établissements.

Champ : établissements d'un salarié ou plus ; France entière.

Source : enquête Conditions de Travail 2013, volet employeurs.

E4. Salariés exposés à des températures extrêmes au cours des 12 derniers mois (qu'ils utilisent ou non des protections)

	plus de 50% des salariés (en %)	de 10 à 50% des salariés (en %)	très peu (en %)	aucun (en %)	ne sait pas ou non-réponse (en %)	Total (en %)	Total des établissements (en %)
Par taille							
de 1 à 9 salariés	2,2	1,3	3,1	84,5	8,9	100	82,3
de 10 à 49 salariés	2,0	2,5	6,5	83,5	5,5	100	14,0
de 50 à 249 salariés	1,3	3,6	13,1	78,2	3,8	100	3,2
de 250 à 499 salariés	0,6	5,0	20,2	70,9	3,3	100	0,3
500 salariés et plus	0,6	6,4	22,5	64,2	6,3	100	0,2
Par secteur							
agriculture, sylviculture et pêche	3,3	0,5	6,6	76,6	13,0	100	4,8
fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	3,8	13,7	9,1	68,2	5,2	100	1,6
cokéfaction et raffinage	Non significatif						0,0
fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques, fabrication de machines	0,0	15,0	0,7	82,8	1,5	100	0,9
fabrication de matériels de transport	0,0	0,3	3,6	92,1	4,0	100	0,1
fabrication d'autres produits industriels	1,0	5,5	8,6	77,0	7,9	100	4,3
industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	0,9	1,7	16,5	62,8	18,1	100	1,0
construction	7,8	2,6	4,3	72,1	13,2	100	12,0
commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	0,9	1,5	2,6	85,0	10,0	100	19,8
transports et entreposage	3,5	1,9	6,6	82,8	5,2	100	3,0
hébergement et restauration	3,7	0,9	7,5	79,9	8,0	100	8,0
information et communication	0,0	0,1	0,1	94,7	5,1	100	2,2
activités financières et d'assurance	0,1	0,0	0,2	91,6	8,1	100	4,3
activités immobilières	0,0	0,0	2,1	93,4	4,5	100	2,0
activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	0,9	0,5	2,3	91,0	5,3	100	11,7
administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	0,9	0,7	4,7	87,8	5,9	100	15,2
autres activités de services	0,8	0,1	0,9	91,2	7,0	100	9,1
Ensemble	2,1	1,5	4,0	84,1	8,3	100	1 840 257

Note de lecture : dans le secteur des activités immobilières, 2,1 % des établissements déclarent que très peu de salariés ont été exposés au cours des 12 derniers mois (qu'ils utilisent ou non des protections) à des températures extrêmes. Ce taux est de 4,0 % pour l'ensemble des établissements.

Champ : établissements d'un salarié ou plus ; France entière.

Source : enquête Conditions de Travail 2013, volet employeurs.

E5. Salariés exposés à des bruits supérieurs à 85 dB, des vibrations mécaniques au cours des 12 derniers mois (qu'ils utilisent ou non des protections)

	plus de 50% des salariés (en %)	de 10 à 50% des salariés (en %)	très peu (en %)	aucun (en %)	ne sait pas ou non-réponse (en %)	Total (en %)	Total des établissements (en %)
Par taille							
de 1 à 9 salariés	4,6	3,2	4,7	75,5	12,0	100	82,3
de 10 à 49 salariés	5,0	6,6	12,7	67,1	8,6	100	14,0
de 50 à 249 salariés	5,1	10,3	21,4	56,2	7,0	100	3,2
de 250 à 499 salariés	4,4	14,0	31,0	45,2	5,4	100	0,3
500 salariés et plus	3,3	16,3	33,7	38,4	8,3	100	0,2
Par secteur							
agriculture, sylviculture et pêche	9,5	5,9	4,0	67,8	12,8	100	4,8
fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	1,6	7,5	3,3	73,7	13,9	100	1,6
cokéfaction et raffinage	Non significatif						0,0
fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques, fabrication de machines	1,5	19,2	10,5	66,5	2,3	100	0,9
fabrication de matériels de transport	27,5	18,7	13,6	33,6	6,6	100	0,1
fabrication d'autres produits industriels	5,3	22,1	20,4	37,4	14,8	100	4,3
industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	2,2	14,5	8,8	42,8	31,7	100	1,0
construction	14,4	8,2	10,3	48,3	18,8	100	12,0
commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	2,6	2,2	4,3	78,4	12,5	100	19,8
transports et entreposage	8,8	5,2	5,6	73,7	6,7	100	3,0
hébergement et restauration	2,4	2,6	5,8	80,9	8,3	100	8,0
information et communication	0,0	0,2	0,7	93,5	5,6	100	2,2
activités financières et d'assurance	0,0	0,0	2,9	86,9	10,2	100	4,3
activités immobilières	0,0	0,1	0,8	94,4	4,7	100	2,0
activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	1,9	1,5	5,6	83,3	7,7	100	11,7
administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	5,7	1,7	8,5	73,5	10,6	100	15,2
autres activités de services	1,8	0,6	4,5	85,2	7,9	100	9,1
Ensemble	4,7	4,0	6,5	73,5	11,3	100	1 840 257

Note de lecture : dans le secteur des activités immobilières, 0,8% des établissements déclarent que très peu de salariés ont été exposés au cours des 12 derniers mois (qu'ils utilisent ou non des protections) à des bruits supérieurs à 85 dB, des vibrations mécaniques. Ce taux est de 6,5% pour l'ensemble des établissements.

Champ : établissements d'un salarié ou plus ; France entière.

Source : enquête Conditions de Travail 2013, volet employeurs.

E6. Salariés exposés au travail de nuit (entre 21h et 6h) au cours des 12 derniers mois

	plus de 50% des salariés (en %)	de 10 à 50% des salariés (en %)	très peu (en %)	aucun (en %)	ne sait pas ou non-réponse (en %)	Total (en %)	Total des établissements (en %)
Par taille							
de 1 à 9 salariés	1,9	2,0	5,0	83,0	8,1	100	82,3
de 10 à 49 salariés	3,2	7,9	15,1	69,9	3,9	100	14,0
de 50 à 249 salariés	3,6	17,2	27,5	48,2	3,5	100	3,2
de 250 à 499 salariés	5,2	26,9	36,2	28,7	3,0	100	0,3
500 salariés et plus	5,4	33,6	28,9	26,9	5,2	100	0,2
Par secteur							
agriculture, sylviculture et pêche	3,2	0,4	3,7	83,1	9,6	100	4,8
fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	5,8	16,4	9,3	63,2	5,3	100	1,6
cokéfaction et raffinage	Non significatif						0,0
fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques, fabrication de machines	0,1	16,5	7,6	74,8	1,0	100	0,9
fabrication de matériels de transport	1,8	14,8	17,6	60,2	5,6	100	0,1
fabrication d'autres produits industriels	1,2	10,7	14,1	67,8	6,2	100	4,3
industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	1,4	5,7	29,2	45,6	18,1	100	1,0
construction	0,9	0,3	4,1	83,1	11,6	100	12,0
commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	0,4	1,6	4,6	84,5	8,9	100	19,8
transports et entreposage	7,7	12,5	15,5	61,9	2,4	100	3,0
hébergement et restauration	7,1	6,3	13,3	63,3	10,0	100	8,0
information et communication	0,5	1,7	13,2	79,6	5,0	100	2,2
activités financières et d'assurance	2,1	0,0	0,4	89,3	8,2	100	4,3
activités immobilières	0,0	0,5	0,5	94,5	4,5	100	2,0
activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	1,3	2,4	6,3	85,0	5,0	100	11,7
administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	1,8	5,7	9,9	78,4	4,2	100	15,2
autres activités de services	3,1	0,5	5,1	84,7	6,6	100	9,1
Ensemble	2,1	3,4	7,3	79,8	7,4	100	1 840 257

Note de lecture : dans le secteur des activités immobilières, 0,5% des établissements déclarent que très peu de salariés ont été exposés au cours des 12 derniers mois au travail de nuit (entre 21h et 6h). Ce taux est de 7,3% pour l'ensemble des établissements.

Champ : établissements d'un salarié ou plus ; France entière.

Source : enquête Conditions de Travail 2013, volet employeurs.

E7. Salariés exposés au travail en équipes alternantes au cours des 12 derniers mois

	plus de 50% des salariés (en %)	de 10 à 50% des salariés (en %)	très peu (en %)	aucun (en %)	ne sait pas ou non-réponse (en %)	Total (en %)	Total des établissements (en %)
Par taille							
de 1 à 9 salariés	0,8	0,6	1,4	88,4	8,8	100	82,3
de 10 à 49 salariés	5,0	5,6	4,2	80,0	5,2	100	14,0
de 50 à 249 salariés	10,4	13,2	9,7	62,0	4,7	100	3,2
de 250 à 499 salariés	12,8	17,4	15,2	51,0	3,6	100	0,3
500 salariés et plus	16,4	23,2	15,7	38,9	5,8	100	0,2
Par secteur							
agriculture, sylviculture et pêche	0,1	0,1	2,0	86,7	11,1	100	4,8
fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	6,5	3,5	1,9	78,9	9,2	100	1,6
cokéfaction et raffinage	Non significatif						0,0
fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques, fabrication de machines	1,4	6,6	3,5	72,6	15,9	100	0,9
fabrication de matériels de transport	16,0	14,9	12,6	52,9	3,6	100	0,1
fabrication d'autres produits industriels	4,1	10,1	3,2	76,6	6,0	100	4,3
industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	1,3	5,9	4,4	70,3	18,1	100	1,0
construction	0,2	0,2	1,0	87,1	11,5	100	12,0
commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	0,9	0,5	0,9	87,7	10,0	100	19,8
transports et entreposage	5,5	1,7	2,9	87,3	2,6	100	3,0
hébergement et restauration	3,0	2,7	3,4	82,4	8,5	100	8,0
information et communication	0,5	0,9	5,1	88,2	5,3	100	2,2
activités financières et d'assurance	0,0	2,5	5,5	83,8	8,2	100	4,3
activités immobilières	0,0	0,1	0,0	95,3	4,6	100	2,0
activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	1,3	0,5	1,8	90,4	6,0	100	11,7
administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	3,7	4,0	3,1	83,8	5,4	100	15,2
autres activités de services	1,0	0,2	0,7	91,0	7,1	100	9,1
Ensemble	1,8	1,8	2,1	86,2	8,1	100	1 840 257

Note de lecture : dans le secteur des activités immobilières, 0,1% des établissements déclarent qu'entre 10 et 50 % de leurs salariés ont été exposés au cours des 12 derniers mois au travail en équipes alternantes. Ce taux est de 1,8 % pour l'ensemble des établissements.

Champ : établissements d'un salarié ou plus ; France entière.

Source : enquête Conditions de Travail 2013, volet employeurs.

E8. Salariés exposés au travail à la chaîne, à un travail répétitif au cours des 12 derniers mois

	plus de 50% des salariés (en %)	de 10 à 50% des salariés (en %)	très peu (en %)	aucun (en %)	ne sait pas ou non-réponse (en %)	Total (en %)	Total des établissements (en %)
Par taille							
de 1 à 9 salariés	1,1	1,0	1,2	84,2	12,5	100	82,3
de 10 à 49 salariés	2,1	3,2	2,5	75,3	16,9	100	14,0
de 50 à 249 salariés	3,4	7,4	7,6	63,5	18,1	100	3,2
de 250 à 499 salariés	4,2	9,0	11,3	59,9	15,6	100	0,3
500 salariés et plus	2,5	8,4	17,5	57,2	14,4	100	0,2
Par secteur							
agriculture, sylviculture et pêche	8,6	3,8	4,7	74,8	8,1	100	4,8
fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	3,4	4,3	2,9	80,1	9,3	100	1,6
cokéfaction et raffinage	Non significatif						0,0
fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques, fabrication de machines	0,8	2,1	1,3	80,0	15,8	100	0,9
fabrication de matériels de transport	7,3	16,8	15,1	56,8	4,0	100	0,1
fabrication d'autres produits industriels	6,8	13,6	5,5	67,5	6,6	100	4,3
industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	2,6	2,0	1,6	52,0	41,8	100	1,0
construction	0,1	0,1	1,8	86,4	11,6	100	12,0
commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	0,6	1,3	0,8	87,9	9,4	100	19,8
transports et entreposage	1,2	1,6	1,0	85,4	10,8	100	3,0
hébergement et restauration	0,3	0,8	3,3	85,4	10,2	100	8,0
information et communication	0,1	0,2	0,3	94,0	5,4	100	2,2
activités financières et d'assurance	0,0	0,1	2,4	89,3	8,2	100	4,3
activités immobilières	0,0	0,0	0,0	95,3	4,7	100	2,0
activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	1,8	0,4	0,4	91,9	5,5	100	11,7
administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	0,4	1,2	1,6	60,7	36,1	100	15,2
autres activités de services	0,9	0,0	0,1	89,7	9,3	100	9,1
Ensemble	1,4	1,5	1,6	82,2	13,3	100	1 840 257

Note de lecture : dans le secteur information et communication, 0,1 % des établissements déclarent que plus de 50% de leurs salariés ont été exposés au cours des 12 derniers mois au travail à la chaîne, à un travail répétitif. Ce taux est de 1,4% pour l'ensemble des établissements.

Champ : établissements d'un salarié ou plus ; France entière.

Source : enquête Conditions de Travail 2013, volet employeurs.

E9. Salariés exposés à au moins un de ces risques physiques au cours des 12 derniers mois (qu'ils utilisent ou non des protections)

	plus de 50% des salariés (en %)	de 10 à 50% des salariés (en %)	très peu (en %)	aucun (en %)	ne sait pas ou non-réponse (en %)	Total (en %)	Total des établissements (en %)
Par taille							
de 1 à 9 salariés	16,1	8,4	13,5	55,7	6,4	100	82,3
de 10 à 49 salariés	21,7	24,7	24,4	27,0	2,2	100	14,0
de 50 à 249 salariés	24,2	36,2	26,7	11,0	2,0	100	3,2
de 250 à 499 salariés	23,3	41,9	26,2	6,8	1,8	100	0,3
500 salariés et plus	28,1	38,9	21,0	8,9	3,2	100	0,2
Par secteur							
agriculture, sylviculture et pêche	26,5	14,8	15,0	37,3	6,4	100	4,8
fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	21,9	28,1	2,2	42,7	5,1	100	1,6
cokéfaction et raffinage	Non significatif						0,0
fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques, fabrication de machines	4,2	32,8	17,2	44,9	0,9	100	0,9
fabrication de matériels de transport	41,9	24,9	19,6	10,0	3,6	100	0,1
fabrication d'autres produits industriels	23,1	33,8	13,4	24,4	5,3	100	4,3
industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	19,0	21,6	18,9	22,4	18,0	100	1,0
construction	31,5	13,2	15,1	32,7	7,5	100	12,0
commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	14,1	8,8	19,2	50,8	7,1	100	19,8
transports et entreposage	32,9	17,9	15,7	31,9	1,6	100	3,0
hébergement et restauration	14,3	14,4	17,2	47,7	6,4	100	8,0
information et communication	0,7	2,4	24,4	67,5	4,9	100	2,2
activités financières et d'assurance	2,3	3,7	13,0	73,0	8,1	100	4,3
activités immobilières	0,1	2,0	4,0	89,4	4,6	100	2,0
activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	10,5	6,5	10,5	68,3	4,3	100	11,7
administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	18,4	14,1	17,5	47,0	3,0	100	15,2
autres activités de services	15,7	4,5	14,0	61,0	4,9	100	9,1
Ensemble	17,2	11,7	15,5	50,0	5,6	100	1 840 257

Note de lecture : Dans le secteur information et communication, 0,7% des établissements déclarent que plus de 50% de leurs salariés ont été exposés au cours des 12 derniers mois (qu'ils utilisent ou non des protections) à au moins un des risques suivants : la manutention manuelle de charges lourdes, des postures pénibles, des agents chimiques dangereux, des températures extrêmes, des bruits supérieurs à 85 dB, des vibrations mécaniques, le travail de nuit, le travail en équipes alternantes, le travail à la chaîne, le travail répétitif. Ce taux est de 17,2% pour l'ensemble des établissements.

Champ : établissements d'un salarié ou plus ; France entière.

Source : enquête Conditions de Travail 2013, volet employeurs.

E10. Établissements déclarant avoir délivré à certains salariés une fiche (ou attestation) d'exposition à un produit chimique dangereux au cours des 12 derniers mois

	Parmi l'ensemble des établissements					Parmi les établissements dont plus de 10% des salariés sont exposés à des agents chimiques dangereux				
	oui (en %)	non (en %)	ne sait pas ou non réponse (en %)	Total (en %)	Total des établissements (en %)	oui (en %)	non (en %)	ne sait pas ou non réponse (en %)	Total (en %)	Total des établissements (en %)
Par taille										
de 1 à 9 salariés	2,2	91,3	6,5	100	82,3	16,7	80,2	3,1	100	72,6
de 10 à 49 salariés	3,8	91,3	4,9	100	14,0	13,8	79,0	7,2	100	19,7
de 50 à 249 salariés	9,9	82,5	7,6	100	3,2	30,5	60,6	8,9	100	6,2
de 250 à 499 salariés	17,4	73,1	9,5	100	0,3	39,9	46,5	13,6	100	0,8
500 salariés et plus	22,7	61,9	15,4	100	0,2	44,4	39,3	16,3	100	0,7
Par secteur										
agriculture, sylviculture et pêche	8,2	83,0	8,8	100	4,8	34,9	64,0	1,1	100	6,3
fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	1,0	97,7	1,3	100	1,6	2,6	95,0	2,4	100	2,2
cokéfaction et raffinage	Non significatif				0,0	Non significatif				0,0
fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques, fabrication de machines	4,9	91,2	3,9	100	0,9	33,6	62,2	4,2	100	1,0
fabrication de matériels de transport	11,3	77,1	11,6	100	0,1	22,2	68,0	9,8	100	0,3
fabrication d'autres produits industriels	7,7	83,1	9,2	100	4,3	28,6	68,1	3,3	100	12,2
industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	3,7	63,6	32,7	100	1,0	9,5	86,1	4,4	100	2,7
construction	2,6	88,5	8,9	100	12,0	8,4	84,2	7,4	100	22,6
commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	1,2	91,8	7,0	100	19,8	9,0	83,1	7,9	100	16,2
transports et entreposage	1,1	94,6	4,3	100	3,0	5,8	90,9	3,3	100	2,2
hébergement et restauration	2,6	92,9	4,5	100	8,0	21,9	77,8	0,3	100	4,9
information et communication	0,5	94,3	5,2	100	2,2	Non significatif				0,0
activités financières et d'assurance	0,0	92,5	7,5	100	4,3					0,0
activités immobilières	0,1	99,2	0,7	100	2,0	10,0	84,6	5,4	100,0	0,1
activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	4,1	89,4	6,5	100	11,7	29,2	67,3	3,5	100,0	10,2
administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	2,4	94,7	2,9	100	15,2	8,1	89,1	2,8	100,0	11,3
autres activités de services	3,6	91,5	4,9	100	9,1	31,9	68,0	0,1	100,0	7,8
Ensemble	2,8	90,9	6,3	100	1 840 257	17,4	78,2	4,4	100,0	145 927

Note de lecture : dans le secteur information et communication, 0,5% des établissements déclarent avoir délivré à certains salariés une fiche (ou attestation) d'exposition à un produit chimique dangereux. Ce taux est de 2,8% pour l'ensemble des établissements. Dans le secteur activités immobilières, 10 % des établissements dont plus de 10% des salariés sont, selon l'employeur, soumis à un agent chimique dangereux déclarent avoir délivré à certains salariés une fiche (ou attestation) d'exposition à un produit chimique dangereux. Ce taux est de 17,4% pour l'ensemble des établissements dont plus de 10% des salariés sont soumis à un agent chimique dangereux.

Champ : établissements d'un salarié ou plus ; France entière.

Source : enquête Conditions de Travail 2013, volet employeurs.

E11. Établissements dont les salariés ont accès à des équipements de protection individuelle

	Parmi l'ensemble des établissements					Parmi les établissements dont plus de 10% des salariés sont exposés à au moins un risque*				
	oui (en %)	non (en %)	ne sait pas ou non réponse (en %)	Total (en %)	Total des établissements (en %)	oui (en %)	non (en %)	ne sait pas ou non réponse (en %)	Total (en %)	Total des établissements (en %)
Par taille										
de 1 à 9 salariés	44,5	48,9	6,6	100	82,3	86,1	11,3	2,6	100	73,5
de 10 à 49 salariés	66,6	30,8	2,6	100	14,0	88,1	10,4	1,5	100	19,6
de 50 à 249 salariés	86,6	11,0	2,4	100	3,2	98,9	0,6	0,5	100	5,8
de 250 à 499 salariés	89,1	9,2	1,7	100	0,3	98,9	0,0	1,1	100	0,7
500 salariés et plus	86,2	10,9	2,9	100	0,2	99,8	0,2	0,0	100	0,5
Par secteur										
agriculture, sylviculture et pêche	83,8	9,9	6,3	100	4,8	100,0	0,0	0,0	100	7,8
fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	45,8	49,8	4,4	100	1,6	69,1	15,7	15,2	100	3,1
cokéfaction et raffinage	Non significatif				0,0	Non significatif				0,0
fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques, fabrication de machines	68,3	16,6	15,1	100	0,9	100,0	0,0	0,0	100	1,7
fabrication de matériels de transport	94,3	2,4	3,4	100	0,1	100,0	0,0	0,0	100	0,3
fabrication d'autres produits industriels	88,1	6,8	5,1	100	4,3	99,7	0,0	0,3	100	11,9
industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	70,3	11,2	18,5	100	1,0	99,6	0,0	0,4	100	1,7
construction	84,2	7,5	8,3	100	12,0	97,2	0,0	2,8	100	25,3
commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	37,9	56,9	5,2	100	19,8	89,8	9,9	0,3	100	11,8
transports et entreposage	57,1	42,2	0,7	100	3,0	61,0	39,0	0,0	100	4,4
hébergement et restauration	39,9	49,3	10,9	100	8,0	75,5	11,6	12,9	100	5,6
information et communication	4,5	89,4	6,1	100	2,2	92,5	7,5	0,0	100	0,1
activités financières et d'assurance	15,3	77,0	7,7	100	4,3	Non significatif				0,0
activités immobilières	14,7	85,0	0,3	100	2,0	100,0	0,0	0,0	100,0	0,1
activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	45,7	48,4	5,9	100	11,7	97,8	1,8	0,4	100,0	7,1
administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	49,4	47,6	3,0	100	15,2	64,1	34,8	1,1	100,0	13,3
autres activités de services	31,3	63,6	5,1	100	9,1	71,5	27,1	1,4	100,0	5,9
Ensemble	49,2	44,9	5,9	100	1 840 257	87,4	10,4	2,2	100,0	254 670

* un risque parmi : des agents chimiques dangereux, des températures extrêmes, des bruits supérieurs à 85 décibels, des vibrations mécaniques.

Note de lecture : Dans le secteur information et communication, 4,5% des établissements déclarent que leurs salariés ont accès à des équipements de protection individuelle. Ce taux est de 49,2% pour l'ensemble des établissements. Dans le secteur information et communication, 92,5% des établissements dont plus de 10% des salariés sont soumis à au moins une exposition déclarent que leurs salariés ont accès à des équipements de protection individuelle. Ce taux est de 87,4% pour l'ensemble des établissements dont plus de 10% des salariés sont soumis à au moins une exposition.

Champ : établissements d'un salarié ou plus ; France entière.

Source : enquête Conditions de Travail 2013, volet employeurs.

E12. Fréquence à laquelle les salariés utilisent les équipements de protection individuelle (EPI)

	Parmi l'ensemble des établissements qui ont accès aux EPI, ces équipements sont utilisés quand ce serait nécessaire ...						Parmi l'ensemble des établissements dont les salariés sont exposés à au moins un risque*, qui ont accès aux EPI, ces équipements sont utilisés quand ce serait nécessaire ...					
	toujours (en %)	souvent (en %)	parfois ou jamais (en %)	ne sait pas ou non réponse (en %)	Total (en %)	Total des établissements (en %)	toujours (en %)	souvent (en %)	parfois ou jamais (en %)	ne sait pas ou non réponse (en %)	Total (en %)	Total des établissements (en %)
Par taille												
de 1 à 9 salariés	56,1	30,1	10,4	3,4	100	74,5	48,1	41,2	7,9	2,8	100	72,4
de 10 à 49 salariés	56,4	33,1	8,6	1,9	100	18,9	54,1	37,1	8,2	0,6	100	19,8
de 50 à 249 salariés	55,8	36,9	6,0	1,4	100	5,6	59,4	37,0	3,3	0,3	100	6,5
de 250 à 499 salariés	57,2	35,8	5,4	1,6	100	0,6	58,7	38,8	2,2	0,3	100	0,8
500 salariés et plus	51,3	43,4	3,7	1,6	100	0,4	51,1	46,1	2,2	0,6	100	0,6
Par secteur												
agriculture, sylviculture et pêche	38,1	31,0	25,2	5,7	100	8,2	30,9	39,9	29,2	0,0	100	8,9
fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	73,9	21,7	4,4	0,0	100	1,5	64,1	31,7	4,1	0,1	100	2,4
cokéfaction et raffinage	Non significatif					0,0	Non significatif					0,0
fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques, fabrication de machines	29,7	53,7	16,4	0,2	100	1,2	31,6	66,8	1,6	0,0	100	1,9
fabrication de matériels de transport	42,8	47,3	9,9	0,0	100	0,2	41,8	57,2	1,0	0,0	100	0,4
fabrication d'autres produits industriels	64,6	27,7	7,6	0,1	100	7,7	64,8	33,8	1,3	0,1	100	13,6
industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	82,5	15,9	1,5	0,1	100	1,5	69,7	30,0	0,3	0,0	100	2,0
construction	51,6	37,1	8,1	3,2	100	20,5	46,4	43,4	7,2	3,0	100	28,2
commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	55,5	27,6	11,3	5,6	100	15,2	51,9	39,7	7,9	0,5	100	12,1
transports et entreposages	56,7	32,3	10,2	0,8	100	3,5	30,4	69,0	0,6	0,0	100	3,1
hébergement et restauration	57,2	30,3	9,4	3,1	100	6,5	70,9	13,9	15,2	0,0	100	4,9
information et communication	54,7	27,5	13,1	4,7	100	0,2	18,3	49,4	32,2	0,1	100	0,1
activités financières et d'assurance	74,9	21,2	3,8	0,2	100	1,4	Non significatif					0,0
activités immobilières	30,6	65,8	2,5	1,1	100	0,6	28,3	71,7	0,0	0,0	100	0,1
activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	71,3	19,5	7,2	2,0	100	10,9	61,6	28,2	1,9	8,3	100	7,9
administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	56,0	35,4	7,6	1,0	100	15,2	46,5	48,3	5,0	0,2	100	9,8
autres activités de services	51,1	34,5	7,2	7,2	100	5,8	35,0	47,9	5,0	12,1	100	4,8
Ensemble	56,1	31,1	9,8	3,0	100	904 574	50,1	40,1	7,6	2,3	100	222 498

* un risque parmi : des agents chimiques dangereux, des températures extrêmes, des bruits supérieurs à 85 décibels, des vibrations mécaniques.

Note de lecture : Dans le secteur information et communication, parmi les établissements qui déclarent que leurs salariés ont accès à des équipements de protection individuelle, 54,7% déclarent que, à leur connaissance, les salariés utilisent toujours ces protections individuelles quand ce serait nécessaire.

Champ : établissements d'un salarié ou plus qui ont accès aux équipements de protection individuelle ; France entière.

Source : enquête Conditions de Travail 2013, volet employeurs.

E13. Établissements où il existe des équipements de protection collective

	Parmi l'ensemble des établissements						Parmi les établissements dont plus de 10% des salariés sont exposés à au moins un risque*					
	oui (en %)	non (en %)	sans objet (non concerné) (en %)	ne sait pas ou non-réponse (en %)	Total (en %)	Total des établissements (en %)	oui (en %)	non (en %)	sans objet (non concerné)	ne sait pas ou non-réponse	Total (en %)	Total des établissements (en %)
Par taille												
de 1 à 9 salariés	22,0	31,3	36,5	10,3	100	82,3	53,5	23,4	19,4	3,8	100	73,5
de 10 à 49 salariés	40,1	19,9	31,7	8,4	100	14,0	66,8	12,3	16,1	4,8	100	19,6
de 50 à 249 salariés	63,8	9,0	20,8	6,4	100	3,2	86,1	3,1	8,9	1,9	100	5,8
de 250 à 499 salariés	74,5	5,3	13,7	6,6	100	0,3	93,8	0,9	3,3	2,1	100	0,7
500 salariés et plus	75,3	3,8	15,5	5,4	100	0,2	96,8	0,9	1,6	0,7	100	0,5
Par secteur												
agriculture, sylviculture et pêche	36,8	27,3	26,3	9,6	100	4,8	50,4	20,9	21,2	7,5	100	7,8
fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	47,0	17,2	30,1	5,7	100	1,6	85,1	0,2	14,4	0,3	100	3,1
cokéfaction et raffinage	Non significatif					0,0	Non significatif					0,0
fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques, fabrication de machines	41,5	12,8	42,6	3,1	100	0,9	90,9	1,0	7,3	0,8	100	1,7
fabrication de matériels de transport	74,8	8,6	2,8	13,8	100	0,1	80,6	0,0	0,0	19,5	100	0,3
fabrication d'autres produits industriels	72,9	8,0	12,8	6,3	100	4,3	96,1	1,5	0,7	1,7	100	11,9
industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	53,7	2,1	25,9	18,3	100	1,0	87,1	0,7	12,3	0,0	100	1,7
construction	38,5	18,9	30,1	12,5	100	12,0	58,4	13,3	25,1	3,2	100	25,3
commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	21,6	35,1	33,3	10,0	100	19,8	44,9	21,9	25,6	7,6	100	11,8
transports et entreposage	21,3	32,2	32,1	14,4	100	3,0	38,9	38,1	4,6	18,4	100	4,4
hébergement et restauration	29,8	30,2	31,1	8,9	100	8,0	54,8	26,0	18,7	0,6	100	5,6
information et communication	3,5	28,1	56,8	11,6	100	2,2	92,5	7,5	0,0	0,0	100	0,1
activités financières et d'assurance	13,4	27,0	37,6	22,0	100	4,3	Non significatif					0,0
activités immobilières	5,7	33,1	50,2	11,0	100	2,0	56,3	42,2	1,5	0,0	100	0,1
activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	17,1	33,1	42,0	7,8	100	11,7	54,5	40,8	4,0	0,8	100	7,1
administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	25,1	29,9	38,4	6,6	100	15,2	42,9	28,1	26,1	2,9	100	13,3
autres activités de services	11,2	35,9	43,7	9,2	100	9,1	45,2	36,9	17,8	0,0	100	5,9
Ensemble	26,1	28,8	35,2	9,9	100	1 840 257	58,5	19,8	17,9	3,9	100	254 670

* un risque parmi : des agents chimiques dangereux, des températures extrêmes, des bruits supérieurs à 85 décibels, des vibrations mécaniques.

Note de lecture : Dans le secteur information et communication 3,5% des établissements déclarent qu'ils possèdent des protections collectives.

Champ : établissements d'un salarié ou plus ; France entière.

Source : enquête Conditions de Travail 2013, volet employeurs.

E14. Fréquence à laquelle les salariés utilisent les protections collectives dans les établissements qui en possèdent

	Parmi l'ensemble des établissements qui ont accès aux équipements collectifs, ces équipements sont utilisés quand ce serait nécessaire ...						Parmi l'ensemble des établissements qui ont accès aux équipements collectifs et dont les salariés sont exposés à au moins un risque*, ces équipements sont utilisés quand ce serait nécessaire ...					
	toujours (en %)	souvent (en %)	parfois ou jamais (en %)	ne sait pas ou non réponse (en %)	Total (en %)	Total des établissements (en %)	toujours (en %)	souvent (en %)	parfois ou jamais (en %)	ne sait pas ou non réponse (en %)	Total (en %)	Total des établissements (en %)
Par taille												
de 1 à 9 salariés	60,2	24,0	7,8	8,0	100	69,3	55,2	30,2	8,1	6,5	100	67,2
de 10 à 49 salariés	64,1	25,8	5,9	4,2	100	21,4	64,9	28,9	5,0	1,2	100	22,4
de 50 à 249 salariés	65,3	29,3	2,7	2,7	100	7,8	67,5	30,5	1,1	0,9	100	8,5
de 250 à 499 salariés	66,3	29,9	1,5	2,3	100	0,9	68,0	29,9	1,1	1,0	100	1,1
500 salariés et plus	60,2	35,6	1,3	3,0	100	0,6	59,4	38,5	0,7	1,4	100	0,8
Par secteur												
agriculture, sylviculture et pêche	57,0	20,1	18,4	4,5	100	6,8	48,4	23,2	28,4	0,0	100	6,7
fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	82,7	14,3	2,4	0,6	100	2,9	94,2	5,8	0,0	0,0	100	4,5
cokéfaction et raffinage	Non significatif					0,0	Non significatif					0,0
fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques, fabrication de machines	47,9	51,5	0,4	0,2	100	1,4	31,3	67,8	0,3	0,6	100	2,6
fabrication de matériels de transport	80,2	19,8	0,0	0,0	100	0,3	79,7	20,3	0,0	0,0	100	0,5
fabrication d'autres produits industriels	61,0	37,9	0,9	0,2	100	11,9	54,2	44,3	1,3	0,2	100	19,6
industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	66,7	12,5	2,2	0,0	100	2,1	30,6	19,0	0,5	49,9	100	2,6
construction	54,5	37,2	5,5	2,8	100	17,6	60,7	29,1	10,2	0,0	100	25,3
commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	56,2	16,5	12,8	14,5	100	16,3	40,5	33,2	15,4	10,9	100	9,0
transports et entreposage	61,8	32,0	5,0	1,2	100	2,5	81,3	13,0	5,5	0,2	100	2,9
hébergement et restauration	70,7	13,6	12,0	3,7	100	9,2	72,5	26,6	0,9	0,0	100	5,3
information et communication	54,4	18,0	11,9	15,8	100	0,3	34,4	65,6	0,0	0,0	100	0,1
activités financières et d'assurance	72,1	3,9	4,2	19,8	100	2,2	Non significatif					0,0
activités immobilières	85,6	12,9	0,3	1,2	100	0,4	52,0	48,0	0,0	0,0	100	0,1
activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	70,3	17,6	5,7	6,5	100	7,7	58,2	25,3	1,3	15,2	100	6,6
administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	62,1	25,7	3,8	8,4	100	14,6	60,8	22,5	2,0	14,7	100	9,8
autres activités de services	60,5	26,9	1,1	11,5	100	3,9	76,8	23,1	0,1	0,0	100	4,5
Ensemble	61,5	24,9	6,9	6,7	100	480 608	58,6	30,0	6,6	4,8	100	148 885

* un risque parmi : des agents chimiques dangereux, des températures extrêmes, des bruits supérieurs à 85 décibels, des vibrations mécaniques.

Note de lecture : Dans le secteur information et communication 54,4% des établissements qui possèdent des protections collectives déclarent qu'à leur connaissance, les salariés utilisent toujours ces protections collectives quand ce serait nécessaire.

Champ : établissements d'un salarié ou plus qui ont accès aux équipements collectifs; France entière.

Source : enquête Conditions de Travail 2013, volet employeurs.

E15. Établissements qui déclarent avoir remplacé un équipement de travail dangereux ou une matière première dangereuse par un équipement ou une matière moins dangereuse au cours des 12 derniers mois

	Parmi l'ensemble des établissements					Parmi les établissements dont plus de 10% des salariés sont exposés à des agents chimiques dangereux				
	oui (en %)	non (en %)	ne sait pas ou non réponse (en %)	Total (en %)	Total des établissements (en %)	oui (en %)	non (en %)	ne sait pas ou non réponse (en %)	Total (en %)	Total des établissements (en %)
Par taille										
de 1 à 9 salariés	2,7	83,7	13,6	100	82,3	9,8	73,7	16,5	100	72,6
de 10 à 49 salariés	6,0	79,5	14,5	100	14,0	18,2	63,5	18,3	100	19,7
de 50 à 249 salariés	12,8	67,4	19,8	100	3,2	30,8	42,7	26,5	100	6,2
de 250 à 499 salariés	19,5	55,1	25,4	100	0,3	45,8	31,2	23,0	100	0,8
500 salariés et plus	30,5	45,8	23,7	100	0,2	56,9	24,6	18,5	100	0,7
Par secteur										
agriculture, sylviculture et pêche	4,1	77,6	18,3	100	4,8	4,5	78,2	17,3	100	6,3
fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	2,3	85,9	11,8	100	1,6	8,8	45,0	46,2	100	2,2
cokéfaction et raffinage	Non significatif				0,0	Non significatif				0,0
fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques, fabrication de machines	9,3	68,0	22,7	100	0,9	36,9	29,0	34,1	100	1,0
fabrication de matériels de transport	21,2	62,3	16,5	100	0,1	42,4	40,9	16,7	100	0,3
fabrication d'autres produits industriels	12,5	66,7	20,8	100	4,3	22,6	47,9	29,5	100	12,2
industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	5,7	60,0	34,3	100	1,0	9,4	81,3	9,3	100	2,7
construction	5,4	77,1	17,5	100	12,0	13,8	72,5	13,7	100	22,6
commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	2,2	85,0	12,8	100	19,8	9,1	81,3	9,6	100	16,2
transports et entreposage	1,9	84,5	13,6	100	3,0	10,5	84,5	5,0	100	2,2
hébergement et restauration	0,5	88,2	11,3	100	8,0	3,9	68,9	27,2	100	4,9
information et communication	0,3	78,1	21,6	100	2,2	Non significatif				0,0
activités financières et d'assurance	0,0	81,2	18,8	100	4,3					0,0
activités immobilières	4,5	80,8	14,7	100	2,0	22,0	71,7	6,3	100	0,1
activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	2,4	86,1	11,5	100	11,7	16,6	67,0	16,4	100	10,2
administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	6,0	84,3	9,7	100	15,2	19,3	67,1	13,6	100	11,3
autres activités de services	2,1	85,8	12,1	100	9,1	6,3	69,5	24,2	100	7,8
Ensemble	3,6	82,5	13,9	100	1 840 257	13,4	69,0	17,6	100	145 927

Note de lecture : dans le secteur information et communication, 0,3 % des établissements déclarent avoir remplacé un équipement de travail dangereux ou une matière première dangereuse par un équipement ou une matière moins dangereuse au cours des 12 derniers mois. Ce taux est de 3,6 % pour l'ensemble des établissements.

Champ : établissements d'un salarié ou plus ; France entière.

Source : enquête Conditions de Travail 2013, volet employeurs.

E16. Établissements dont l'un des salariés a bénéficié d'une reconnaissance de maladie professionnelle par la sécurité sociale au cours des 12 derniers mois

	oui (en %)	non (en %)	non-réponse (en %)	Total (en %)	Total des établissements (en %)
Par taille					
de 1 à 9 salariés	2,1	93,5	4,4	100	82,3
de 10 à 49 salariés	5,7	92,1	2,2	100	14,0
de 50 à 249 salariés	18,5	78,9	2,6	100	3,2
de 250 à 499 salariés	38,2	58,6	3,2	100	0,3
500 salariés et plus	52,8	44,1	3,1	100	0,2
Par secteur					
agriculture, sylviculture et pêche	2,7	89,4	7,9	100	4,8
fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	9,2	90,5	0,3	100	1,6
cokéfaction et raffinage	Non significatif				0,0
fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques, fabrication de machines	7,8	91,2	1,0	100	0,9
fabrication de matériels de transport	24,7	71,3	4,0	100	0,1
fabrication d'autres produits industriels	8,4	91,0	0,6	100	4,3
industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	3,6	87,4	9,0	100	1,0
construction	4,2	89,4	6,4	100	12,0
commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	2,1	95,0	2,9	100	19,8
transports et entreposage	7,7	91,6	0,7	100	3,0
hébergement et restauration	4,0	89,8	6,2	100	8,0
information et communication	0,5	94,4	5,1	100	2,2
activités financières et d'assurance	2,7	91,7	5,6	100	4,3
activités immobilières	0,8	94,9	4,3	100	2,0
activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	1,1	96,3	2,6	100	11,7
administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	3,9	92,8	3,3	100	15,2
autres activités de services	2,9	92,9	4,2	100	9,1
Ensemble	3,4	92,6	4,0	100	1 840 257

Note de lecture : dans le secteur information et communication, 0,5% des établissements déclarent qu'au cours des 12 derniers mois, un de leurs salariés a bénéficié d'une reconnaissance de maladie professionnelle par la sécurité sociale.

Champ : établissements d'un salarié ou plus ; France entière.

Source : enquête Conditions de Travail 2013, volet employeurs.

E17. Établissements qui ont pris de nouvelles mesures pour limiter le risque maladie (parmi les établissements ayant eu une maladie professionnelle reconnue)

	oui (en %)	non (en %)	non-réponse (en %)	Total (en %)	Total des établissements (en %)
Par taille					
de 1 à 9 salariés	19,3	58,9	21,8	100	52,0
de 10 à 49 salariés	35,9	38,0	26,1	100	23,6
de 50 à 249 salariés	41,4	38,7	19,9	100	17,6
de 250 à 499 salariés	41,1	28,8	30,1	100	3,7
500 salariés et plus	55,6	21,8	22,6	100	3,2
Par secteur					
agriculture, sylviculture et pêche	10,2	89,6	0,2	100	3,8
fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	25,8	65,1	9,1	100	4,3
cokéfaction et raffinage	Non significatif				0,0
fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques, fabrication de machines	40,2	14,8	45,0	100	2,0
fabrication de matériels de transport	68,6	20,5	10,9	100	0,6
fabrication d'autres produits industriels	53,8	28,7	17,5	100	10,7
industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	53,3	41,9	4,8	100	1,1
construction	9,6	76,7	13,7	100	14,9
commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	32,5	30,9	36,6	100	12,6
transports et entreposage	16,2	75,8	8,0	100	7,0
hébergement et restauration	7,5	8,1	84,4	100	9,6
information et communication	48,2	47,6	4,2	100	0,3
activités financières et d'assurance	96,9	1,1	2,0	100	3,5
activités immobilières	38,1	58,2	3,7	100	0,5
activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	41,7	26,6	31,7	100	3,7
administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	41,2	42,4	16,4	100	17,6
autres activités de services	2,1	97,0	0,9	100	7,9
Ensemble	29,1	48,1	22,8	100	61 747

Note de lecture : dans le secteur information et communication, 48,2% des établissements dont un des salariés a bénéficié d'une reconnaissance de maladie professionnelle par la sécurité sociale déclarent qu'en conséquence, ils ont pris des mesures nouvelles pour limiter le risque maladie.

Champ : établissements d'un salarié ou plus dont un des salariés a bénéficié d'une reconnaissance de maladie professionnelle par la sécurité sociale ; France entière.

Source : enquête Conditions de Travail 2013, volet employeurs.

E18. Le service de médecine du travail dans les établissements

En matière de médecine du travail, l'établissement bénéficie...								
	D'un service autonome de médecine du travail seul (en %)	D'un service inter-entreprises de médecine du travail seul (en %)	Autre seul (en %)	Au moins 2 services signalés (en %)	Aucun (en %)	Non-réponse (en %)	Total (en %)	Total des établissements (en %)
Par taille								
de 1 à 9 salariés	27,8	43,4	7,0	2,3	1,7	17,8	100	82,3
de 10 à 49 salariés	24,2	51,0	7,2	4,1	1,7	11,8	100	14,0
de 50 à 249 salariés	20,4	59,0	6,7	5,3	0,8	7,9	100	3,2
de 250 à 499 salariés	20,6	61,4	6,0	7,8	0,4	3,9	100	0,3
500 salariés et plus	36,3	41,4	3,4	16,1	0,2	2,6	100	0,2
Par secteur								
agriculture, sylviculture et pêche	15,5	27,0	23,6	1,9	0,0	32,0	100	4,8
fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	19,3	44,2	13,2	0,4	4,1	18,8	100	1,6
cokéfaction et raffinage	Non significatif							0,0
fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques, fabrication de machines	20,4	75,5	0,6	0,5	0,0	2,9	100	0,9
fabrication de matériels de transport	36,8	58,1	0,1	1,3	0,0	3,8	100	0,1
fabrication d'autres produits industriels	22,4	65,6	3,6	2,7	0,0	5,7	100	4,3
industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	42,3	15,4	1,1	10,0	1,0	30,3	100	1,0
construction	31,7	41,4	10,1	4,8	0,1	11,8	100	12,0
commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	27,8	48,8	4,2	0,5	1,9	16,7	100	19,8
transports et entreposage	41,1	41,1	1,5	9,2	0,1	7,2	100	3,0
hébergement et restauration	33,8	38,7	4,5	1,2	2,2	19,7	100	8,0
information et communication	7,5	61,2	5,0	0,6	0,0	25,7	100	2,2
activités financières et d'assurance	22,0	65,1	4,5	0,4	0,0	8,0	100	4,3
activités immobilières	27,1	41,7	0,4	1,8	5,2	23,7	100	2,0
activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	25,8	52,7	4,1	2,6	0,1	14,7	100	11,7
administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	24,8	32,1	12,0	5,1	3,9	22,2	100	15,2
autres activités de services	29,4	48,1	5,1	1,7	3,3	12,4	100	9,1
Ensemble	27,0	45,1	7,0	2,7	1,7	16,6	100	1 840 257

Note de lecture : Dans le secteur information et communication, 0,6% des établissements déclarent bénéficier d'au moins deux services de médecine du travail parmi « un service autonome de médecine du travail », « un service inter-entreprises de médecine du travail » et « autre ».

Champ : établissements d'un salarié ou plus ; France entière.

Source : enquête Conditions de Travail 2013, volet employeurs.

E19. Part des salariés soumis à une surveillance médicale renforcée

	Part moyenne de salariés soumis à une surveillance médicale renforcée (en %)	Total des établissements répondants (en %)
Par taille		
de 1 à 9 salariés	7,3	82,4
de 10 à 49 salariés	12,5	14,0
de 50 à 249 salariés	19,2	3,1
de 250 à 499 salariés	23,0	0,3
500 salariés et plus	30,4	0,2
Par secteur		
agriculture, sylviculture et pêche	8,0	4,1
fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	8,0	1,6
cokéfaction et raffinage	Non significatif	0,0
fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques, fabrication de machines	11,9	1,0
fabrication de matériels de transport	31,6	0,1
fabrication d'autres produits industriels	24,0	4,2
industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	34,1	0,9
construction	10,2	12,0
commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	6,9	20,5
transports et entreposage	9,7	3,2
hébergement et restauration	5,2	7,6
information et communication	5,0	2,4
activités financières et d'assurance	2,7	4,5
activités immobilières	13,9	2,1
activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	7,3	11,5
administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	8,3	14,9
autres activités de services	6,5	9,4
Ensemble	8,4	1 584 685

Note de lecture : Dans le secteur information et communication, les établissements répondants ont en moyenne déclaré que la part moyenne de salariés soumis à une surveillance médicale renforcée est de 5,0% contre 8,4% en moyenne.

Champ : établissements répondants d'un salarié ou plus ; France entière.

Source : enquête Conditions de Travail 2013, volet employeurs.

E20. Établissements qui ont vu un ou plusieurs de leurs salariés interrompre ou refuser une tâche pour préserver leur santé ou leur sécurité (droit de retrait)

	oui à plusieurs reprises (en %)	oui, une fois (en %)	non (en %)	ne sait pas, non-réponse (en %)	Total (en %)	Total des établissements (en %)
Par taille						
de 1 à 9 salariés	0,1	1,0	92,6	6,3	100	82,3
de 10 à 49 salariés	0,9	1,9	93,0	4,2	100	14,0
de 50 à 249 salariés	1,5	2,4	91,2	4,9	100	3,2
de 250 à 499 salariés	3,4	3,0	88,9	4,7	100	0,3
500 salariés et plus	3,3	5,5	85,0	6,2	100	0,2
Par secteur						
agriculture, sylviculture et pêche	0,0	0,1	88,8	11,1	100	4,8
fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	0,0	0,1	99,5	0,4	100	1,6
cokéfaction et raffinage	Non significatif					0,0
fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques, fabrication de machines	0,0	0,8	98,0	1,2	100	0,9
fabrication de matériels de transport	0,7	2,5	93,4	3,4	100	0,1
fabrication d'autres produits industriels	2,2	3,6	88,9	5,3	100	4,3
industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	1,8	0,5	78,7	19,0	100	1,0
construction	0,2	0,3	91,9	7,6	100	12,0
commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	0,1	1,0	92,7	6,2	100	19,8
transports et entreposage	1,2	3,9	93,9	1,0	100	3,0
hébergement et restauration	0,0	0,2	89,6	10,2	100	8,0
information et communication	0,0	0,4	94,1	5,5	100	2,2
activités financières et d'assurance	0,0	2,6	90,0	7,4	100	4,3
activités immobilières	0,0	0,2	99,5	0,3	100	2,0
activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	0,1	0,3	95,8	3,8	100	11,7
administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	0,7	1,7	92,6	5,0	100	15,2
autres activités de services	0,1	2,3	93,8	3,8	100	9,1
Ensemble	0,3	1,2	92,6	5,9	100	1 840 257

Note de lecture : dans le secteur information et communication, 0,4% des établissements déclarent qu'au cours des 12 derniers mois, un ou des salariés ont interrompu ou refusé une tâche une fois pour préserver leur santé ou leur sécurité (droit de retrait). Ce taux est de 1,2% pour l'ensemble des établissements.

Champ : établissements d'un salarié ou plus ; France entière.

Source : enquête Conditions de Travail 2013, volet employeurs.

E21. Établissements où le respect des obligations légales est une motivation pour développer la prévention des risques professionnels

	motivation primordiale (en %)	motivation secondaire (en %)	cela ne joue pas (en %)	non- réponse (en %)	Total (en %)	Total des établissements (en %)
Par taille						
de 1 à 9 salariés	65,7	5,8	20,4	8,1	100	82,3
de 10 à 49 salariés	80,9	5,9	8,2	5,0	100	14,0
de 50 à 249 salariés	89,3	6,2	2,1	2,4	100	3,2
de 250 à 499 salariés	90,1	6,9	1,5	1,5	100	0,3
500 salariés et plus	89,6	6,5	1,7	2,2	100	0,2
Par secteur						
agriculture, sylviculture et pêche	68,0	9,7	11,1	11,2	100	4,8
fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	76,9	1,7	21,0	0,4	100	1,6
cokéfaction et raffinage	Non significatif					0,0
fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques, fabrication de machines	97,5	1,2	0,9	0,4	100	0,9
fabrication de matériels de transport	83,4	9,9	3,0	3,7	100	0,1
fabrication d'autres produits industriels	84,6	5,0	4,5	5,9	100	4,3
industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	58,9	12,1	19,5	9,5	100	1,0
construction	75,4	8,3	9,2	7,1	100	12,0
commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	65,8	7,0	0,0	27,2	100	19,8
transports et entreposage	86,5	6,8	0,0	6,7	100	3,0
hébergement et restauration	61,4	4,0	0,0	34,6	100	8,0
information et communication	54,6	1,1	0,0	44,3	100	2,2
activités financières et d'assurance	69,6	5,2	0,0	25,2	100	4,3
activités immobilières	67,0	0,4	0,0	32,6	100	2,0
activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	68,8	6,1	0,0	25,1	100	11,7
administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	71,4	4,2	0,0	24,4	100	15,2
autres activités de services	54,9	5,0	0,0	40,1	100	9,1
Ensemble	68,7	5,8	18,0	7,5	100	1 840 257

Note de lecture : dans le secteur information et communication, 54,6% des établissements déclarent que le respect des obligations légales est une motivation primordiale pour développer la prévention des risques professionnels. Ce taux est de 68,7% pour l'ensemble des établissements.

Champ : établissements d'un salarié ou plus ; France entière.

Source : enquête Conditions de Travail 2013, volet employeurs.

E22. Établissements où les demandes des salariés ou de leurs représentants sont une motivation pour développer la prévention des risques professionnels

	motivation primordiale (en %)	motivation secondaire (en %)	cela ne joue pas (en %)	non -réponse (en %)	Total (en %)	Total des établissements (en %)
Par taille						
de 1 à 9 salariés	35,4	12,9	42,3	9,4	100	82,3
de 10 à 49 salariés	52,3	17,5	24,4	5,8	100	14,0
de 50 à 249 salariés	66,5	18,3	11,9	3,3	100	3,2
de 250 à 499 salariés	70,9	15,9	7,4	5,8	100	0,3
500 salariés et plus	77,6	15,9	3,9	2,6	100	0,2
Par secteur						
agriculture, sylviculture et pêche	34,7	15,5	37,0	12,8	100	4,8
fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	13,1	15,1	67,3	4,5	100	1,6
cokéfaction et raffinage	Non significatif					0,0
fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques, fabrication de machines	62,7	4,7	31,9	0,7	100	0,9
fabrication de matériels de transport	66,5	21,8	4,4	7,3	100	0,1
fabrication d'autres produits industriels	52,6	21,5	17,8	8,1	100	4,3
industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	49,9	15,0	25,5	9,6	100	1,0
construction	40,6	12,3	37,4	9,7	100	12,0
commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	38,1	13,6	39,6	8,7	100	19,8
transports et entreposage	65,6	11,5	18,5	4,4	100	3,0
hébergement et restauration	32,1	15,4	41,9	10,6	100	8,0
information et communication	24,3	11,1	54,5	10,1	100	2,2
activités financières et d'assurance	47,8	13,4	33,3	5,5	100	4,3
activités immobilières	17,3	21,2	53,5	8,0	100	2,0
activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	40,8	13,3	39,1	6,8	100	11,7
administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	40,2	14,1	37,1	8,6	100	15,2
autres activités de services	31,8	9,9	48,0	10,3	100	9,1
Ensemble	38,9	13,7	38,7	8,7	100	1 840 257

Note de lecture : dans le secteur information et communication, 24,3% des établissements déclarent que les demandes des salariés ou de leurs représentants sont une motivation primordiale pour développer la prévention des risques professionnels. Ce taux est de 38,9% pour l'ensemble des établissements.

Champ : établissements d'un salarié ou plus ; France entière.

Source : enquête Conditions de Travail 2013, volet employeurs.

E23. Établissements où la fidélisation du personnel est une motivation pour développer la prévention des risques professionnels

	motivation primordiale (en %)	motivation secondaire (en %)	cela ne joue pas (en %)	non- réponse (en %)	Total (en %)	Total des établissements (en %)
Par taille						
de 1 à 9 salariés	32,1	12,6	46,5	8,8	100	82,3
de 10 à 49 salariés	38,0	19,9	36,3	5,8	100	14,0
de 50 à 249 salariés	39,3	25,6	31,9	3,2	100	3,2
de 250 à 499 salariés	36,5	28,9	32,6	2,0	100	0,3
500 salariés et plus	36,8	29,1	30,7	3,4	100	0,2
Par secteur						
agriculture, sylviculture et pêche	34,8	13,1	39,3	12,8	100	4,8
fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	26,3	20,2	53,1	0,4	100	1,6
cokéfaction et raffinage	Non significatif					0,0
fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques, fabrication de machines	30,8	19,6	49,2	0,4	100	0,9
fabrication de matériels de transport	46,6	25,3	21,1	7,0	100	0,1
fabrication d'autres produits industriels	43,4	24,1	26,3	6,2	100	4,3
industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	43,7	8,4	38,4	9,5	100	1,0
construction	47,6	11,1	32,2	9,1	100	12,0
commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	34,8	14,5	42,5	8,2	100	19,8
transports et entreposage	40,4	12,1	43,2	4,3	100	3,0
hébergement et restauration	39,2	13,8	36,7	10,3	100	8,0
information et communication	12,8	20,4	56,7	10,1	100	2,2
activités financières et d'assurance	28,2	19,9	46,5	5,4	100	4,3
activités immobilières	18,6	11,2	61,6	8,6	100	2,0
activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	33,7	12,7	45,2	8,4	100	11,7
administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	21,3	16,2	54,4	8,1	100	15,2
autres activités de services	26,7	7,6	57,4	8,3	100	9,1
Ensemble	33,1	14,1	44,5	8,3	100	1 840 257

Note de lecture : dans le secteur information et communication, 12,8 % des établissements déclarent que la fidélisation du personnel est une motivation primordiale pour développer la prévention des risques professionnels. Ce taux est de 33,1 % pour l'ensemble des établissements.

Champ : établissements d'un salarié ou plus ; France entière.

Source : enquête Conditions de Travail 2013, volet employeurs.

E24. Établissement où les cotisations sociales majorées en cas d'accident ou de maladie sont une motivation pour développer la prévention des risques professionnels

	motivation primordiale (en %)	motivation secondaire (en %)	cela ne joue pas (en %)	non- réponse (en %)	Total (en %)	Total des établissements (en %)
Par taille						
de 1 à 9 salariés	22,0	16,0	52,6	9,4	100	82,3
de 10 à 49 salariés	29,7	25,5	39,3	5,5	100	14,0
de 50 à 249 salariés	38,2	32,6	26,2	3,0	100	3,2
de 250 à 499 salariés	43,0	33,1	21,7	2,2	100	0,3
500 salariés et plus	39,9	36,2	21,2	2,7	100	0,2
Par secteur						
agriculture, sylviculture et pêche	18,0	19,0	51,9	11,1	100	4,8
fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	23,7	14,9	56,8	4,6	100	1,6
cokéfaction et raffinage	Non significatif					0,0
fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques, fabrication de machines	14,9	18,7	66,0	0,4	100	0,9
fabrication de matériels de transport	50,2	26,0	20,1	3,7	100	0,1
fabrication d'autres produits industriels	36,6	21,0	36,2	6,2	100	4,3
industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	32,7	22,5	35,3	9,5	100	1,0
construction	32,8	19,6	38,9	8,7	100	12,0
commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	28,2	18,8	44,8	8,2	100	19,8
transports et entreposage	38,8	19,5	37,1	4,6	100	3,0
hébergement et restauration	21,5	18,5	48,6	11,4	100	8,0
information et communication	2,2	28,9	59,5	9,4	100	2,2
activités financières et d'assurance	18,4	18,5	57,7	5,4	100	4,3
activités immobilières	23,9	2,4	65,1	8,6	100	2,0
activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	15,6	19,2	56,9	8,3	100	11,7
administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	23,5	17,3	50,0	9,2	100	15,2
autres activités de services	14,0	10,9	65,2	9,9	100	9,1
Ensemble	23,7	17,9	49,7	8,7	100	1 840 257

Note de lecture : dans le secteur information et communication, 2,2 % des établissements déclarent que la majoration des cotisations sociales en cas d'accident ou maladie est une motivation primordiale pour développer la prévention des risques professionnels. Ce taux est de 23,7 % pour l'ensemble des établissements.

Champ : établissements d'un salarié ou plus ; France entière.

Source : enquête Conditions de Travail 2013, volet employeurs.

E25. Établissements où la désorganisation et l'absentéisme sont une motivation pour développer la prévention des risques professionnels

	motivation primordiale (en %)	motivation secondaire (en %)	cela ne joue pas (en %)	non- réponse (en %)	Total (en %)	Total des établissements (en %)
Par taille						
de 1 à 9 salariés	28,4	11,8	50,4	9,4	100	82,3
de 10 à 49 salariés	46,2	18,2	30,0	5,6	100	14,0
de 50 à 249 salariés	57,6	22,9	16,7	2,8	100	3,2
de 250 à 499 salariés	64,8	21,1	12,0	2,1	100	0,3
500 salariés et plus	58,6	26,4	11,7	3,3	100	0,2
Par secteur						
agriculture, sylviculture et pêche	23,9	17,7	47,2	11,2	100	4,8
fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	24,4	15,1	55,9	4,6	100	1,6
cokéfaction et raffinage	Non significatif					0,0
fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques, fabrication de machines	35,4	16,0	48,3	0,3	100	0,9
fabrication de matériels de transport	65,3	16,0	14,5	4,2	100	0,1
fabrication d'autres produits industriels	53,0	17,3	23,5	6,2	100	4,3
industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	46,2	9,0	35,2	9,6	100	1,0
construction	36,1	12,5	44,3	7,1	100	12,0
commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	34,0	12,6	44,5	8,9	100	19,8
transports et entreposage	53,5	13,2	28,6	4,7	100	3,0
hébergement et restauration	30,7	14,1	44,0	11,2	100	8,0
information et communication	19,7	7,1	63,0	10,2	100	2,2
activités financières et d'assurance	26,5	22,8	42,7	8,0	100	4,3
activités immobilières	15,6	5,4	69,4	9,6	100	2,0
activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	28,3	11,8	50,9	9,0	100	11,7
administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	34,8	13,8	42,7	8,7	100	15,2
autres activités de services	18,9	8,3	63,0	9,8	100	9,1
Ensemble	32,0	13,1	46,3	8,6	100	1 840 257

Note de lecture : dans le secteur information et communication, 19,7% des établissements déclarent que la désorganisation et l'absentéisme sont une motivation primordiale pour développer la prévention des risques professionnels. Ce taux est de 32,0% pour l'ensemble des établissements.

Champ : établissements d'un salarié ou plus ; France entière.

Source : enquête Conditions de Travail 2013, volet employeurs.

E26. Établissements où les exigences des clients sont une motivation pour développer la prévention des risques professionnels

	motivation primordiale (en %)	motivation secondaire (en %)	cela ne joue pas (en %)	non- réponse (en %)	Total (en %)	Total des établissements (en %)
Par taille						
de 1 à 9 salariés	24,5	10,0	56,2	9,3	100	82,3
de 10 à 49 salariés	29,6	18,4	46,3	5,7	100	14,0
de 50 à 249 salariés	29,5	23,5	43,4	3,6	100	3,2
de 250 à 499 salariés	30,0	24,1	42,7	3,2	100	0,3
500 salariés et plus	24,3	25,7	47,1	2,9	100	0,2
Par secteur						
agriculture, sylviculture et pêche	9,7	13,0	63,2	14,1	100	4,8
fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	20,6	9,3	65,7	4,4	100	1,6
cokéfaction et raffinage	Non significatif					0,0
fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques, fabrication de machines	35,1	9,5	54,1	1,3	100	0,9
fabrication de matériels de transport	27,2	22,8	46,2	3,8	100	0,1
fabrication d'autres produits industriels	32,6	23,4	37,8	6,2	100	4,3
industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	29,7	14,6	46,2	9,5	100	1,0
construction	40,2	10,2	42,5	7,1	100	12,0
commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	27,2	9,4	55,3	8,1	100	19,8
transports et entreposage	34,0	18,2	43,3	4,5	100	3,0
hébergement et restauration	29,9	12,9	46,7	10,5	100	8,0
information et communication	4,2	8,5	77,1	10,2	100	2,2
activités financières et d'assurance	20,8	11,5	59,6	8,1	100	4,3
activités immobilières	5,9	14,6	70,9	8,6	100	2,0
activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	24,0	10,1	56,6	9,3	100	11,7
administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	21,3	14,5	54,8	9,4	100	15,2
autres activités de services	19,2	6,7	65,0	9,1	100	9,1
Ensemble	25,3	11,7	54,3	8,7	100	1 840 257

Note de lecture : dans le secteur information et communication, 4,2% des établissements déclarent que les exigences des clients sont une motivation primordiale pour développer la prévention des risques professionnels. Ce taux est de 25,3% pour l'ensemble des établissements.

Champ : établissements d'un salarié ou plus ; France entière.

Source : enquête Conditions de Travail 2013, volet employeurs.

E27. Établissements où la réputation de l'entreprise est une motivation pour développer la prévention des risques professionnels

	motivation primordiale (en %)	motivation secondaire (en %)	cela ne joue pas (en %)	non- réponse (en %)	Total (en %)	Total des établissements (en %)
Par taille						
de 1 à 9 salariés	38,5	10,3	42,1	9,1	100	82,3
de 10 à 49 salariés	45,7	19,2	29,5	5,6	100	14,0
de 50 à 249 salariés	47,6	26,2	23,3	2,9	100	3,2
de 250 à 499 salariés	49,4	28,6	20,0	2,0	100	0,3
500 salariés et plus	50,0	32,0	15,2	2,8	100	0,2
Par secteur						
agriculture, sylviculture et pêche	25,3	15,0	48,5	11,2	100	4,8
fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	29,9	25,1	40,6	4,4	100	1,6
cokéfaction et raffinage	Non significatif					0,0
fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques, fabrication de machines	42,9	32,4	24,4	0,3	100	0,9
fabrication de matériels de transport	59,9	22,0	14,3	3,8	100	0,1
fabrication d'autres produits industriels	57,1	19,2	17,2	6,5	100	4,3
industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	50,8	16,4	23,3	9,5	100	1,0
construction	57,8	7,4	27,7	7,1	100	12,0
commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	47,0	6,3	38,5	8,2	100	19,8
transports et entreposage	52,6	25,6	17,3	4,5	100	3,0
hébergement et restauration	39,9	9,5	39,8	10,8	100	8,0
information et communication	16,6	12,1	61,1	10,2	100	2,2
activités financières et d'assurance	34,3	13,9	46,3	5,5	100	4,3
activités immobilières	19,1	16,4	55,9	8,6	100	2,0
activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	38,6	10,6	43,1	7,7	100	11,7
administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	27,5	18,3	44,3	9,9	100	15,2
autres activités de services	31,1	9,4	49,7	9,8	100	9,1
Ensemble	39,9	12,1	39,6	8,4	100	1 840 257

Note de lecture : Dans le secteur information et communication, 16,6% des établissements déclarent que la réputation de l'entreprise est une motivation primordiale pour développer la prévention des risques professionnels. Ce taux est de 39,9% pour l'ensemble des établissements.

Champ : établissements d'un salarié ou plus ; France entière.

Source : enquête Conditions de Travail 2013, volet employeurs.

E28. Établissements où les exigences d'autorités supérieures (siège social, tutelle, groupe...) sont une motivation pour développer la prévention des risques professionnels

	motivation primordiale (en %)	motivation secondaire (en %)	cela ne joue pas (en %)	non- réponse (en %)	Total (en %)	Total des établissements (en %)
Par taille						
de 1 à 9 salariés	16,0	8,8	64,5	10,7	100	82,3
de 10 à 49 salariés	31,3	14,4	47,1	7,2	100	14,0
de 50 à 249 salariés	43,0	19,9	33,1	4,0	100	3,2
de 250 à 499 salariés	47,5	24,4	24,5	3,6	100	0,3
500 salariés et plus	50,0	23,4	22,6	4,0	100	0,2
Par secteur						
agriculture, sylviculture et pêche	5,4	7,9	71,0	15,7	100	4,8
fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	6,8	5,9	82,7	4,6	100	1,6
cokéfaction et raffinage	Non significatif					0,0
fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques, fabrication de machines	27,3	3,0	69,3	0,4	100	0,9
fabrication de matériels de transport	25,9	22,1	32,2	19,8	100	0,1
fabrication d'autres produits industriels	15,3	14,5	61,4	8,8	100	4,3
industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	35,8	5,0	49,7	9,5	100	1,0
construction	14,9	11,9	64,3	8,9	100	12,0
commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	21,9	9,0	60,8	8,3	100	19,8
transports et entreposage	39,0	10,1	46,1	4,8	100	3,0
hébergement et restauration	16,2	7,9	62,9	13,0	100	8,0
information et communication	7,9	7,1	74,8	10,2	100	2,2
activités financières et d'assurance	19,5	19,1	55,9	5,5	100	4,3
activités immobilières	12,0	9,3	69,8	8,9	100	2,0
activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	17,1	6,3	67,3	9,3	100	11,7
administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	30,2	14,0	44,6	11,2	100	15,2
autres activités de services	12,4	7,3	66,6	13,7	100	9,1
Ensemble	19,2	10,0	60,8	10,0	100	1 840 257

Note de lecture : Dans le secteur information et communication, 7,9% des établissements déclarent que les exigences d'autorités supérieures (siège social, tutelle, groupe...) sont une motivation primordiale pour développer la prévention des risques professionnels. Ce taux est de 19,2% pour l'ensemble des établissements.

Champ : établissements d'un salarié ou plus ; France entière.

Source : enquête Conditions de Travail 2013, volet employeurs.

E29. Établissements qui ont bénéficié de conseils sur la santé et la sécurité au cours des 12 derniers mois de la part d'organisations ou d'institutions

	organisme de prévention de la sécurité sociale (INRS, CARSAT) (en %)	services de santé au travail/ médecine du travail (en %)	inspection du travail, inspection des installations classées (en %)	Anact/ Aract (en %)	spécialistes externes en matière de santé et de sécurité (Opri, consultants...) (en %)	au moins un de ces organismes (en %)	Total des établissements (en %)
Par taille							
de 1 à 9 salariés	6,1	27,0	6,7	0,8	4,2	32,2	82,3
de 10 à 49 salariés	15,7	49,5	14,5	1,7	9,4	56,8	14,0
de 50 à 249 salariés	32,1	71,8	23,1	5,8	19,1	78,2	3,2
de 250 à 499 salariés	41,7	85,9	29,5	9,6	25,1	90,2	0,3
500 salariés et plus	39,2	88,4	32,6	12,2	35,3	91,6	0,2
Par secteur							
agriculture, sylviculture et pêche	4,9	27,0	11,6	1,8	4,0	35,6	4,8
fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	6,5	28,5	13,4	1,3	6,8	42,7	1,6
cokéfaction et raffinage	Non significatif						0,0
fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques, fabrication de machines	12,5	69,3	5,1	3,6	4,7	70,9	0,9
fabrication de matériels de transport	38,2	70,5	18,2	6,0	19,7	72,5	0,1
fabrication d'autres produits industriels	25,9	45,2	24,2	1,4	8,7	51,7	4,3
industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	17,4	61,1	6,2	0,4	15,5	64,3	1,0
construction	12,0	39,2	8,9	0,9	5,8	45,6	12,0
commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	5,6	28,3	8,1	1,0	3,8	32,3	19,8
transports et entreposage	3,9	37,1	13,4	1,7	9,0	39,7	3,0
hébergement et restauration	5,4	21,3	9,7	0,4	4,7	31,0	8,0
information et communication	6,2	34,0	2,5	4,9	7,3	38,7	2,2
activités financières et d'assurance	4,9	25,8	7,8	2,8	3,9	30,3	4,3
activités immobilières	0,7	13,4	4,7	0,2	1,0	13,8	2,0
activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	8,8	35,3	7,7	0,7	4,6	38,5	11,7
administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	8,9	32,8	5,4	1,5	8,1	37,9	15,2
autres activités de services	7,5	27,9	4,6	0,1	4,3	35,7	9,1
Ensemble	8,5	31,9	8,4	1,2	5,5	37,4	1 840 257

Note de lecture : Dans le secteur information et communication, 6,2% des établissements déclarent avoir bénéficié au cours des 12 derniers mois de conseils sur la santé et la sécurité de la part d'un organisme de prévention de la sécurité sociale (INRS, CARSAT). Ce taux est de 8,5% pour l'ensemble des établissements.

Champ : établissements d'un salarié ou plus ; France entière.

Source : enquête Conditions de Travail 2013, volet employeurs.

E30. Élaboration ou actualisation du document unique d'évaluation des risques (DUER)

	DUER porté à la connaissance de l'ensemble du personnel (en %)	DUER non porté à la connaissance du personnel (en %)	pas de DUER récent (en %)	non-réponse (en %)	Total (en %)	Total des établissements (en %)
Par taille						
de 1 à 9 salariés	33,2	8,2	53,5	5,1	100	82,3
de 10 à 49 salariés	47,1	19,4	31,1	2,4	100	14,0
de 50 à 249 salariés	57,9	22,1	17,8	2,2	100	3,2
de 250 à 499 salariés	61,8	28,2	8,9	1,1	100	0,3
500 salariés et plus	66,8	25,2	5,8	2,2	100	0,2
Par secteur						
agriculture, sylviculture et pêche	39,6	4,9	47,6	7,9	100	4,8
fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	36,2	17,3	46,4	0,1	100	1,6
cokéfaction et raffinage	Non significatif					0,0
fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques, fabrication de machines	46,6	14,1	38,6	0,7	100	0,9
fabrication de matériels de transport	54,0	12,9	29,9	3,2	100	0,1
fabrication d'autres produits industriels	54,0	12,9	29,9	3,2	100	4,3
industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	41,1	7,7	41,7	9,5	100	1,0
construction	36,2	11,7	44,4	7,7	100	12,0
commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	33,8	10,8	49,6	5,8	100	19,8
transports et entreposage	60,5	16,8	21,7	1,0	100	3,0
hébergement et restauration	31,2	11,4	50,5	6,9	100	8,0
information et communication	18,4	5,0	70,2	6,4	100	2,2
activités financières et d'assurance	40,6	6,2	47,3	5,9	100	4,3
activités immobilières	18,3	8,3	73,2	0,2	100	2,0
activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	40,5	7,2	48,1	4,2	100	11,7
administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	33,2	14,0	52,0	0,8	100	15,2
Autres activités de services	30,6	5,8	60,3	3,3	100	9,1
Ensemble	36,1	10,3	49,0	4,6	100	1 840 257

Note de lecture : Dans le secteur information et communication, 5,0% des établissements déclarent avoir élaboré ou actualisé un document unique d'évaluation des risques au cours des 12 derniers mois, sans l'avoir porté à la connaissance du personnel. Ce taux est de 10,3% pour l'ensemble des établissements.

Champ : établissements d'un salarié ou plus ; France entière.

Source : enquête Conditions de Travail 2013, volet employeurs.

E31. Acteur ayant coordonné la rédaction du document unique d'évaluation des risques

	vous ou quelqu'un de votre établissement (en %)	un préventeur institutionnel (en %)	un consultant privé (en %)	un conseiller de votre fédération professionnelle, chambre des métiers, groupement d'employés (en %)	autre (en %)	non- réponse (en %)	Total (en %)	Total des établisse- ments (en %)
Par taille								
de 1 à 9 salariés	59,6	10,4	8,3	9,8	5,3	6,6	100	73,5
de 10 à 49 salariés	67,6	7,9	12,4	6,8	4,1	1,2	100	20,0
de 50 à 249 salariés	72,5	7,4	8,3	3,7	6,9	1,3	100	5,5
de 250 à 499 salariés	78,2	7,2	5,6	3,5	4,8	0,7	100	0,6
500 salariés et plus	80,9	6,4	5,0	2,8	4,1	0,9	100	0,4
Par secteur								
agriculture, sylviculture et pêche	54,7	4,2	14,4	14,6	12,1	0,1	100	4,6
fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	40,7	10,7	18,1	9,2	8,0	13,4	100	1,8
cokéfaction et raffinage	Non significatif							0,0
fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques, fabrication de machines	60,0	26,0	7,9	1,3	3,4	1,5	100	1,1
fabrication de matériels de transport	79,6	1,7	10,4	4,9	3,3	0,2	100	0,1
fabrication d'autres produits industriels	54,1	11,4	19,4	10,3	1,5	3,3	100	6,2
industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	37,1	27,9	6,9	26,3	1,9	0,0	100	1,1
construction	45,9	13,3	8,0	20,2	8,6	4,0	100	12,3
commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	63,3	10,9	9,9	3,3	2,6	10,1	100	19,0
transports et entreposage	75,3	10,7	5,6	2,0	6,0	0,5	100	5,1
hébergement et restauration	68,1	6,3	4,1	8,7	8,1	4,8	100	7,4
information et communication	74,5	18,8	1,6	0,5	4,2	0,5	100	1,1
activités financières et d'assurance	77,2	0,6	10,1	4,6	7,2	0,3	100	4,4
activités immobilières	51,9	16,5	21,9	1,9	7,8	0,0	100	1,2
activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	75,0	7,9	6,4	4,3	2,9	3,6	100	12,0
administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	61,4	8,5	9,0	11,8	4,4	5,1	100	15,4
autres activités de services	63,2	7,8	6,3	8,6	5,2	9,0	100	7,2
Ensemble	62,1	9,7	9,1	8,8	5,2	5,1	100	853 183

Note de lecture : Dans le secteur information et communication, 1,6 % des établissements qui ont élaboré ou actualisé un document unique d'évaluation des risques au cours des 12 derniers mois déclarent qu'un consultant privé a coordonné la rédaction de ce document. Ce taux est de 9,1 % pour l'ensemble des établissements.

Champ : établissements d'un salarié ou plus qui déclarent avoir élaboré ou actualisé un document unique d'évaluation des risques au cours des 12 derniers mois; France entière.

Source : enquête Conditions de Travail 2013, volet employeurs.

E32. Établissements qui ont intégré l'évaluation des risques psychosociaux à leur document unique d'évaluation des risques

	oui (en %)	non (en %)	non-réponse (en %)	Total (en %)	Total des établissements (en %)
Par taille					
de 1 à 9 salariés	27,2	68,5	4,4	100	73,5
de 10 à 49 salariés	43,2	52,3	4,5	100	20,0
de 50 à 249 salariés	60,5	36,5	3,0	100	5,5
de 250 à 499 salariés	72,8	24,7	2,5	100	0,6
500 salariés et plus	78,7	19,5	1,8	100	0,4
Par secteur					
agriculture, sylviculture et pêche	15,1	84,6	0,4	100	4,6
fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	9,1	88,9	2,1	100	1,8
cokéfaction et raffinage	Non significatif				0,0
fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques, fabrication de machines	39,6	35,0	25,4	100	1,1
fabrication de matériels de transport	53,1	39,8	7,1	100	0,1
fabrication d'autres produits industriels	29,3	65,3	5,5	100	6,2
industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	57,1	38,0	4,9	100	1,1
construction	18,9	78,7	2,4	100	12,3
commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	33,3	62,0	4,7	100	19,0
transports et entreposage	42,8	55,4	1,8	100	5,1
hébergement et restauration	17,6	80,2	2,2	100	7,4
information et communication	41,9	55,8	2,3	100	1,1
activités financières et d'assurance	65,3	34,1	0,6	100	4,4
activités immobilières	31,2	64,7	4,1	100	1,2
activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	38,5	57,6	3,9	100	12,0
administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	44,7	46,6	8,7	100	15,4
autres activités de services	21,6	75,3	3,0	100	7,2
Ensemble	32,7	63,0	4,3	100	853 183

Note de lecture : Dans le secteur information et communication, 41,9 % des établissements qui déclarent avoir élaboré ou actualisé un document unique d'évaluation des risques au cours des 12 derniers mois déclarent avoir intégré l'évaluation des risques psychosociaux dans leur document unique d'évaluation des risques. Ce taux est de 32,7 % pour l'ensemble des établissements.

Champ : établissements d'un salarié ou plus qui déclarent avoir élaboré ou actualisé un document unique d'évaluation des risques au cours des 12 derniers mois; France entière.

Source : enquête Conditions de Travail 2013, volet employeurs.

E33. Actions des établissements par rapport aux risques professionnels au cours des 12 derniers mois

	poursuite des actions antérieures de prévention (en %)	élaboration d'un nouveau plan de prévention (en %)	modification de l'organisation du travail (en %)	modification des locaux de travail, des équipements de travail ou des produits utilisés (en %)	mise à disposition de nouveaux équipements de protection individuelle (en %)	développement de la formation à la sécurité du personnel (en %)	autre (en %)	Total des établissements (en %)
Par taille								
de 1 à 9 salariés	27,2	6,0	8,7	14,3	16,3	12,2	5,2	82,3
de 10 à 49 salariés	48,9	15,1	13,2	24,8	27,2	40,7	3,6	14,0
de 50 à 249 salariés	68,7	30,3	20,0	40,3	41,2	64,6	3,4	3,2
de 250 à 499 salariés	79,6	46,0	22,7	52,7	48,9	75,8	6,3	0,3
500 salariés et plus	86,4	56,0	29,3	61,3	54,3	81,2	5,8	0,2
Par secteur								
agriculture, sylviculture et pêche	34,0	2,9	13,0	18,1	31,4	18,5	1,8	4,8
fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	36,3	12,2	7,6	20,5	12,0	17,2	0,2	1,6
cokéfaction et raffinage	Non significatif							0,0
fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques, fabrication de machines	39,6	9,4	20,6	41,6	31,4	18,2	0,8	0,9
fabrication de matériels de transport	64,3	31,7	22,6	56,4	57,9	57,5	1,9	0,1
fabrication d'autres produits industriels	48,4	19,9	15,8	29,6	37,4	29,7	2,6	4,3
industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	53,6	22,6	8,2	10,5	15,6	34,2	1,2	1,0
construction	30,2	5,4	13,3	11,3	41,2	16,6	4,5	12,0
commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	29,8	7,9	8,5	15,9	14,6	14,2	6,8	19,8
transports et entreposage	40,1	23,1	5,3	19,5	27,7	32,7	3,4	3,0
hébergement et restauration	26,2	6,8	11,3	20,0	8,8	16,7	5,9	8,0
information et communication	24,2	2,3	5,6	11,0	7,5	7,1	8,9	2,2
activités financières et d'assurance	29,5	7,5	6,7	15,2	6,3	24,3	4,9	4,3
activités immobilières	8,0	12,0	0,4	10,6	3,1	9,7	10,2	2,0
activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	31,4	7,4	6,0	13,9	13,9	14,8	4,6	11,7
administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	37,1	9,5	12,8	20,6	18,2	27,8	3,8	15,2
autres activités de services	27,4	4,4	6,9	14,3	8,3	7,7	5,7	9,1
Ensemble	31,8	8,3	9,8	16,8	18,8	18,2	4,9	1 840 257

Note de lecture : Dans le secteur information et communication, 24,2% des établissements déclarent avoir poursuivi les actions antérieures de prévention, par rapport aux risques professionnels. Ce taux est de 31,8% pour l'ensemble des établissements.

Champ : établissements d'un salarié ou plus ; France entière.

Source : enquête Conditions de Travail 2013, volet employeurs.

E34. Établissements qui procèdent à une analyse formalisée des causes de l'accident du travail le plus grave (en nombre de jours d'arrêt) intervenu au cours des 12 derniers mois et la forme qu'elle revêt

	analyse formalisée des causes en cas d'accidents du travail (en %)	Total des établissements qui ont connu un accident du travail (en %)	forme qu'elle prend en cas d'analyse formalisée ...			
			... avec le salarié et/ou des collègues de son équipe (en %)	... avec le CHSCT ou un délégué du personnel (en %)	... avec le personnel d'encadrement (en %)	avec un organisme de prévention (en %)
Par taille						
de 1 à 9 salariés	51,3	43,6	87,9	39,0	27,1	10,2
de 10 à 49 salariés	56,6	36,1	74,4	37,0	27,4	6,1
de 50 à 249 salariés	60,8	16,9	61,9	41,1	59,0	5,9
de 250 à 499 salariés	57,5	2,1	61,8	48,1	75,2	3,8
500 salariés et plus	58,5	1,4	67,6	56,3	70,0	9,0
Par secteur						
agriculture, sylviculture et pêche	68,5	3,8	77,1	54,1	4,1	25,0
fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	49,6	1,2	66,0	43,2	40,6	1,3
cokéfaction et raffinage	Non significatif	0,0	Non significatif			
fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques, fabrication de machines	65,5	1,2	73,4	43,1	44,9	5,4
fabrication de matériels de transport	61,3	0,5	66,0	79,6	69,2	4,9
fabrication d'autres produits industriels	56,6	10,6	76,6	52,7	36,0	2,4
industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	66,5	1,1	88,9	62,6	50,1	5,3
construction	50,4	13,1	86,0	25,0	15,4	6,1
commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	52,6	19,2	73,8	41,3	31,0	14,5
transports et entreposage	67,5	5,2	80,0	56,1	70,6	16,8
hébergement et restauration	54,4	5,5	74,4	23,5	17,0	1,9
information et communication	42,9	0,6	61,8	20,4	63,1	6,1
activités financières et d'assurance	14,6	1,5	78,0	32,7	48,4	3,9
activités immobilières	37,4	0,4	53,5	50,8	42,4	6,6
activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	41,8	7,6	86,1	22,1	44,6	2,2
administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	59,8	23,6	72,9	38,2	45,1	5,1
autres activités de services	58,3	5,0	84,6	29,0	16,3	0,5
Ensemble	55,0	253 725	77,2	39,1	34,8	7,7

Note de lecture : Dans le secteur information et communication, 42,9% des établissements qui ont connu au cours des 12 derniers mois un ou plusieurs accidents du travail ayant occasionné un arrêt de travail (y compris accidents routiers mais hors accidents de trajet domicile-travail) déclarent avoir procédé à une analyse formalisée des causes de l'accident du travail le plus grave (en nombre de jours d'arrêt). 61,8% des établissements du secteur information et communication, qui ont connu au cours des 12 derniers mois un ou plusieurs accidents du travail ayant occasionné un arrêt de travail (y compris accidents routiers mais hors accidents de trajet domicile-travail) et qui ont procédé à une analyse formalisée des causes de l'accident du travail le plus grave (en nombre de jours d'arrêt), déclarent avoir procédé à cette analyse avec le salarié et/ou des collègues de son équipe.

Champ : établissements d'un salarié ou plus qui ont connu un accident du travail ; France entière.

Source : enquête Conditions de Travail 2013, volet employeurs.

IV - Les risques psychosociaux et leur gestion dans l'établissement (partie F du questionnaire)

F1. Salariés exposés à la nécessité de travailler dans l'urgence

	plus de 50% des salariés (en %)	de 10 à 50% des salariés (en %)	très peu (en %)	aucun (en %)	ne sait pas ou non-réponse (en %)	Total (en %)	Total des établisse- ments (en %)
Par taille							
de 1 à 9 salariés	11,1	7,5	15,1	52,0	14,3	100	82,3
de 10 à 49 salariés	13,9	20,2	31,2	25,0	9,8	100	14,0
de 50 à 249 salariés	9,6	28,2	41,9	10,9	9,3	100	3,2
de 250 à 499 salariés	10,0	35,2	36,3	5,0	13,6	100	0,3
500 salariés et plus	11,2	42,7	28,3	3,4	14,4	100	0,2
Par secteur							
agriculture, sylviculture et pêche	6,3	0,9	16,2	61,7	15,0	100	4,8
fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	4,6	15,6	7,5	61,4	10,9	100	1,6
cokéfaction et raffinage	Non significatif						0,0
fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques, fabrication de machines	16,6	9,4	50,9	19,9	3,2	100	0,9
fabrication de matériels de transport	4,1	25,3	30,6	34,6	5,3	100	0,1
fabrication d'autres produits industriels	10,5	10,9	27,8	32,1	18,7	100	4,3
industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	13,7	16,3	23,3	26,6	20,2	100	1,0
construction	6,1	5,6	14,4	57,0	16,9	100	12,0
commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	7,2	7,8	19,3	50,9	14,8	100	19,8
transports et entreposage	9,2	17,2	30,2	37,9	5,4	100	3,0
hébergement et restauration	12,0	6,7	18,8	43,1	19,4	100	8,0
information et communication	22,2	10,9	14,9	44,1	8,0	100	2,2
activités financières et d'assurance	23,2	22,6	9,8	36,2	8,3	100	4,3
activités immobilières	13,5	15,1	12,0	53,1	6,3	100	2,0
activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	16,0	9,6	17,4	45,8	11,2	100	11,7
administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	15,8	14,7	22,7	34,1	12,6	100	15,2
autres activités de services	9,9	10,1	12,0	57,2	10,8	100	9,1
Ensemble	11,5	10,1	18,3	46,6	13,5	100	1 840 257

Note de lecture : Dans le secteur information et communication, 22,2% des établissements déclarent que plus de 50% de leurs salariés sont exposés à la nécessité de travailler dans l'urgence. Ce taux est de 11,5% pour l'ensemble des établissements.

Champ : établissements d'un salarié ou plus ; France entière.

Source : enquête Conditions de Travail 2013, volet employeurs.

F2. Salariés exposés au sentiment de ne pas pouvoir faire un travail de qualité

	plus de 50% des salariés (en %)	de 10 à 50% des salariés (en %)	très peu (en %)	aucun (en %)	ne sait pas ou non- réponse (en %)	Total (en %)	Total des établissements (en %)
Par taille							
de 1 à 9 salariés	1,6	4,5	13,8	61,8	18,3	100	82,3
de 10 à 49 salariés	5,7	13,2	31,5	34,1	15,5	100	14,0
de 50 à 249 salariés	4,3	18,0	46,0	16,5	15,1	100	3,2
de 250 à 499 salariés	3,9	26,3	43,9	6,7	19,3	100	0,3
500 salariés et plus	5,6	29,1	40,5	4,5	20,3	100	0,2
Par secteur							
agriculture, sylviculture et pêche	0,1	2,1	6,9	72,2	18,6	100	4,8
fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	0,0	2,1	19,6	62,3	16,1	100	1,6
cokéfaction et raffinage	Non significatif						0,0
fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques, fabrication de machines	0,1	5,5	36,7	42,2	15,5	100	0,9
fabrication de matériels de transport	0,4	14,2	44,0	35,1	6,2	100	0,1
fabrication d'autres produits industriels	3,5	8,2	23,5	44,5	20,4	100	4,3
industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	1,0	12,1	23,5	42,2	21,2	100	1,0
construction	0,2	1,5	12,7	65,3	20,3	100	12,0
commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	1,6	4,1	15,9	59,4	19,0	100	19,8
transports et entreposage	2,0	9,3	26,8	54,5	7,3	100	3,0
hébergement et restauration	0,2	0,8	15,2	60,1	23,8	100	8,0
information et communication	0,1	6,9	22,5	61,8	8,7	100	2,2
activités financières et d'assurance	0,1	12,6	19,6	52,0	15,8	100	4,3
activités immobilières	9,2	9,2	15,8	59,3	6,5	100	2,0
activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	2,0	3,2	18,7	58,6	17,5	100	11,7
administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	7,7	14,8	21,4	37,0	19,2	100	15,2
autres activités de services	1,0	8,2	15,8	62,4	12,6	100	9,1
Ensemble	2,3	6,3	17,5	56,2	17,8	100	1 840 257

Note de lecture : Dans le secteur information et communication, 0,1% des établissements déclarent que plus de 50% de leurs salariés sont exposés au sentiment de ne pas pouvoir faire un travail de qualité. Ce taux est de 2,3% pour l'ensemble des établissements.

Champ : établissements d'un salarié ou plus ; France entière.

Source : enquête Conditions de Travail 2013, volet employeurs.

F3. Salariés exposés aux tensions entre collègues

	plus de 50% des salariés (en %)	de 10 à 50% des salariés (en %)	très peu (en %)	aucun (en %)	ne sait pas ou non- réponse (en %)	Total (en %)	Total des établissements (en %)
Par taille							
de 1 à 9 salariés	1,5	2,4	14,2	65,6	16,3	100	82,3
de 10 à 49 salariés	2,0	11,4	46,0	27,1	13,5	100	14,0
de 50 à 249 salariés	1,4	15,7	61,1	9,6	12,2	100	3,2
de 250 à 499 salariés	0,8	15,0	63,8	3,9	16,6	100	0,3
500 salariés et plus	0,6	19,9	58,3	4,6	16,6	100	0,2
Par secteur							
agriculture, sylviculture et pêche	0,1	3,5	11,7	71,2	13,5	100	4,8
fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	0,0	2,3	23,0	58,6	16,1	100	1,6
cokéfaction et raffinage	Non significatif						0,0
fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques, fabrication de machines	0,0	3,3	29,6	39,0	28,1	100	0,9
fabrication de matériels de transport	0,0	4,4	59,7	10,7	25,2	100	0,1
fabrication d'autres produits industriels	2,3	2,2	30,6	43,7	21,3	100	4,3
industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	0,3	12,9	17,9	49,5	19,4	100	1,0
construction	0,0	1,9	15,3	63,1	19,7	100	12,0
commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	2,3	3,7	15,8	60,9	17,3	100	19,8
transports et entreposage	3,8	3,9	30,8	54,5	7,1	100	3,0
hébergement et restauration	0,2	2,0	20,2	57,2	20,4	100	8,0
information et communication	0,1	1,1	13,9	77,6	7,4	100	2,2
activités financières et d'assurance	0,0	5,2	23,7	59,5	11,6	100	4,3
activités immobilières	8,6	0,6	9,0	75,5	6,3	100	2,0
activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	0,7	2,1	21,5	61,8	13,9	100	11,7
administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	3,2	10,9	29,9	41,4	14,7	100	15,2
autres activités de services	1,1	3,4	17,0	64,8	13,6	100	9,1
Ensemble	1,6	4,2	20,4	58,1	15,8	100	1 840 257

Note de lecture : Dans le secteur information et communication, 0,1% des établissements déclarent que plus de 50% de leurs salariés sont exposés aux tensions entre collègues. Ce taux est de 1,6% pour l'ensemble des établissements.

Champ : établissements d'un salarié ou plus ; France entière.

Source : enquête Conditions de Travail 2013, volet employeurs.

F4. Salariés exposés aux tensions avec la hiérarchie

	plus de 50% des salariés (en %)	de 10 à 50% des salariés (en %)	très peu (en %)	aucun (en %)	ne sait pas ou non- réponse (en %)	Total (en %)	Total des établissements (en %)
Par taille							
de 1 à 9 salariés	1,2	2,0	15,1	64,8	16,9	100	82,3
de 10 à 49 salariés	1,8	8,3	42,7	33,7	13,5	100	14,0
de 50 à 249 salariés	1,5	11,9	60,9	11,7	14,2	100	3,2
de 250 à 499 salariés	0,4	17,1	61,9	4,1	16,5	100	0,3
500 salariés et plus	0,5	22,5	58,7	1,9	16,5	100	0,2
Par secteur							
agriculture, sylviculture et pêche	0,1	1,8	11,5	67,7	18,9	100	4,8
fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	0,1	1,1	18,7	64,1	16,0	100	1,6
cokéfaction et raffinage	Non significatif						0,0
fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques, fabrication de machines	0,3	2,8	29,4	37,2	30,3	100	0,9
fabrication de matériels de transport	0,0	7,4	65,1	11,0	16,6	100	0,1
fabrication d'autres produits industriels	0,2	6,9	30,9	43,2	19,0	100	4,3
industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	0,3	4,4	33,2	42,4	19,7	100	1,0
construction	0,2	0,7	16,1	64,3	18,7	100	12,0
commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	2,0	3,6	16,3	60,1	17,9	100	19,8
transports et entreposage	0,1	3,5	34,5	54,7	7,2	100	3,0
hébergement et restauration	0,2	1,8	12,2	63,4	22,4	100	8,0
information et communication	0,2	0,9	14,2	77,3	7,4	100	2,2
activités financières et d'assurance	0,0	5,3	29,2	53,1	12,4	100	4,3
activités immobilières	8,4	0,4	12,6	72,2	6,5	100	2,0
activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	1,0	1,1	21,7	61,8	14,4	100	11,7
administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	2,9	7,5	28,6	44,6	16,5	100	15,2
autres activités de services	1,2	2,9	21,0	62,7	12,2	100	9,1
Ensemble	1,3	3,3	20,6	58,4	16,4	100	1 840 257

Note de lecture : Dans le secteur information et communication, 0,2% des établissements déclarent que plus de 50% de leurs salariés sont exposés aux tensions avec la hiérarchie. Ce taux est de 1,3 % pour l'ensemble des établissements.

Champ : établissements d'un salarié ou plus ; France entière.

Source : enquête Conditions de Travail 2013, volet employeurs.

F5. Salariés exposés à des tensions avec le public, la clientèle

	plus de 50% des salariés (en %)	de 10 à 50% des salariés (en %)	très peu (en %)	aucun (en %)	ne sait pas ou non- réponse (en %)	Total (en %)	Total des établissements (en %)
Par taille							
de 1 à 9 salariés	4,6	7,8	17,4	55,2	15,0	100	82,3
de 10 à 49 salariés	5,7	16,0	34,8	33,2	10,4	100	14,0
de 50 à 249 salariés	3,0	19,8	42,9	23,1	11,3	100	3,2
de 250 à 499 salariés	2,8	23,6	38,0	20,3	15,3	100	0,3
500 salariés et plus	4,0	27,5	35,4	18,7	14,4	100	0,2
Par secteur							
agriculture, sylviculture et pêche	0,0	1,8	4,1	76,9	17,3	100	4,8
fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	0,0	5,2	14,4	61,5	18,9	100	1,6
cokéfaction et raffinage	Non significatif						0,0
fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques, fabrication de machines	0,0	26,5	22,5	47,4	3,6	100	0,9
fabrication de matériels de transport	0,0	1,5	41,4	45,4	11,8	100	0,1
fabrication d'autres produits industriels	4,6	3,4	24,6	53,2	14,2	100	4,3
industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	1,0	12,1	24,2	43,4	19,2	100	1,0
construction	1,0	3,6	14,7	63,7	17,0	100	12,0
commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	5,6	9,8	20,0	48,5	16,2	100	19,8
transports et entreposage	12,9	11,0	30,8	42,0	3,4	100	3,0
hébergement et restauration	2,2	8,9	22,0	47,6	19,3	100	8,0
information et communication	0,3	2,6	23,8	65,5	7,8	100	2,2
activités financières et d'assurance	11,9	11,8	23,8	39,7	12,8	100	4,3
activités immobilières	9,3	11,5	24,7	48,6	5,8	100	2,0
activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	5,2	8,8	20,4	51,7	13,9	100	11,7
administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	7,9	20,8	27,3	31,6	12,5	100	15,2
autres activités de services	2,3	3,6	19,7	63,5	10,9	100	9,1
Ensemble	4,7	9,4	20,8	50,9	14,2	100	1 840 257

Note de lecture : Dans le secteur information et communication, 0,3% des établissements déclarent que plus de 50% de leurs salariés sont exposés aux tensions avec le public, la clientèle. Ce taux est de 4,7% pour l'ensemble des établissements.

Champ : établissements d'un salarié ou plus ; France entière.

Source : enquête Conditions de Travail 2013, volet employeurs.

F6. Salariés exposés à la crainte de se retrouver au chômage

	plus de 50% des salariés (en %)	de 10 à 50% des salariés (en %)	très peu (en %)	aucun (en %)	ne sait pas ou non- réponse (en %)	Total (en %)	Total des établissements (en %)
Par taille							
de 1 à 9 salariés	3,8	5,3	11,3	59,7	19,9	100	82,3
de 10 à 49 salariés	3,0	6,5	22,3	48,8	19,4	100	14,0
de 50 à 249 salariés	2,4	8,7	32,8	37,1	19,0	100	3,2
de 250 à 499 salariés	2,5	8,3	35,0	34,3	20,0	100	0,3
500 salariés et plus	1,4	8,1	38,6	32,1	19,9	100	0,2
Par secteur							
agriculture, sylviculture et pêche	0,1	0,1	10,4	68,6	20,9	100	4,8
fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	0,2	11,4	13,3	53,7	21,4	100	1,6
cokéfaction et raffinage	Non significatif						0,0
fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques, fabrication de machines	3,9	16,5	11,3	50,2	18,1	100	0,9
fabrication de matériels de transport	5,0	14,0	27,2	41,1	12,6	100	0,1
fabrication d'autres produits industriels	8,6	17,2	15,8	34,9	23,6	100	4,3
industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	0,1	0,6	8,8	67,4	23,2	100	1,0
construction	3,9	2,2	13,5	54,5	25,9	100	12,0
commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	1,7	7,9	14,2	55,0	21,2	100	19,8
transports et entreposage	4,7	6,1	18,9	56,8	13,6	100	3,0
hébergement et restauration	4,4	5,0	15,6	54,1	21,0	100	8,0
information et communication	0,7	2,6	7,8	73,0	15,8	100	2,2
activités financières et d'assurance	2,5	2,7	18,5	56,9	19,4	100	4,3
activités immobilières	4,2	4,7	10,9	67,8	12,4	100	2,0
activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	5,1	7,3	11,2	61,8	14,6	100	11,7
administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	2,4	3,3	13,8	61,5	19,0	100	15,2
autres activités de services	8,2	5,3	13,1	55,5	17,9	100	9,1
Ensemble	3,6	5,6	13,6	57,3	19,8	100	1 840 257

Note de lecture : Dans le secteur information et communication, 0,7% des établissements déclarent que plus de 50% de leurs salariés sont exposés à la crainte de se retrouver au chômage. Ce taux est de 3,6% pour l'ensemble des établissements.

Champ : établissements d'un salarié ou plus ; France entière.

Source : enquête Conditions de Travail 2013, volet employeurs.

F7. Salariés exposés à des horaires de travail imprévisibles

	plus de 50% des salariés (en %)	de 10 à 50% des salariés (en %)	très peu (en %)	aucun (en %)	ne sait pas ou non- réponse (en %)	Total (en %)	Total des établissements (en %)
Par taille							
de 1 à 9 salariés	2,3	2,4	7,7	73,5	14,1	100	82,3
de 10 à 49 salariés	2,4	4,1	17,4	66,0	10,1	100	14,0
de 50 à 249 salariés	1,7	5,3	26,3	57,1	9,6	100	3,2
de 250 à 499 salariés	1,9	7,8	33,2	43,4	13,7	100	0,3
500 salariés et plus	3,2	12,3	41,5	29,5	13,5	100	0,2
Par secteur							
agriculture, sylviculture et pêche	6,4	4,9	5,4	67,9	15,5	100	4,8
fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	0,3	1,3	9,5	73,8	15,1	100	1,6
cokéfaction et raffinage	Non significatif						0,0
fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques, fabrication de machines	0,0	25,4	9,7	62,2	2,7	100	0,9
fabrication de matériels de transport	0,2	2,2	22,0	64,5	11,1	100	0,1
fabrication d'autres produits industriels	0,1	4,1	13,4	63,4	19,0	100	4,3
industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	9,4	2,5	9,6	59,4	19,1	100	1,0
construction	1,2	1,9	4,5	76,0	16,4	100	12,0
commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	2,5	1,3	8,5	74,5	13,3	100	19,8
transports et entreposage	5,2	4,4	7,2	80,3	3,0	100	3,0
hébergement et restauration	1,4	4,1	13,3	62,6	18,6	100	8,0
information et communication	1,4	1,7	16,0	72,8	8,1	100	2,2
activités financières et d'assurance	4,3	2,7	7,9	75,6	9,7	100	4,3
activités immobilières	8,4	0,4	5,8	79,1	6,3	100	2,0
activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	1,3	1,5	11,5	71,9	13,8	100	11,7
administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	2,4	3,9	14,2	66,9	12,6	100	15,2
autres activités de services	1,1	2,2	9,1	77,4	10,2	100	9,1
Ensemble	2,3	2,7	9,8	71,8	13,4	100	1 840 257

Note de lecture : Dans le secteur information et communication, 1,4% des établissements déclarent que plus de 50% de leurs salariés sont exposés à des horaires de travail imprévisibles. Ce taux est de 2,3% pour l'ensemble des établissements.

Champ : établissements d'un salarié ou plus ; France entière.

Source : enquête Conditions de Travail 2013, volet employeurs.

F8. Salariés exposés à une charge de travail trop importante

	plus de 50% des salariés (en %)	de 10 à 50% des salariés (en %)	très peu (en %)	aucun (en %)	ne sait pas ou non- réponse (en %)	Total (en %)	Total des établissements (en %)
Par taille							
de 1 à 9 salariés	3,3	4,5	13,2	62,8	16,2	100	82,3
de 10 à 49 salariés	5,8	14,8	30,5	35,6	13,3	100	14,0
de 50 à 249 salariés	3,1	19,5	42,9	20,7	13,7	100	3,2
de 250 à 499 salariés	3,3	28,1	41,9	8,4	18,3	100	0,3
500 salariés et plus	4,2	36,3	36,1	5,2	18,2	100	0,2
Par secteur							
agriculture, sylviculture et pêche	0,1	6,7	7,1	68,6	17,6	100	4,8
fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	0,2	2,3	20,0	61,7	15,9	100	1,6
cokéfaction et raffinage	Non significatif						0,0
fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques, fabrication de machines	0,1	4,7	24,3	48,8	22,1	100	0,9
fabrication de matériels de transport	0,3	12,0	36,1	42,2	9,6	100	0,1
fabrication d'autres produits industriels	0,5	9,1	31,3	38,7	20,4	100	4,3
industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	9,3	14,6	23,1	33,2	19,8	100	1,0
construction	1,9	1,1	12,6	67,5	17,0	100	12,0
commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	2,6	4,0	15,1	61,6	16,7	100	19,8
transports et entreposage	2,9	5,6	27,0	56,2	8,4	100	3,0
hébergement et restauration	0,2	2,4	14,6	62,2	20,7	100	8,0
information et communication	4,4	4,1	24,9	57,7	8,9	100	2,2
activités financières et d'assurance	10,4	5,9	27,0	43,9	12,8	100	4,3
activités immobilières	12,8	1,6	10,7	68,6	6,3	100	2,0
activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	3,9	7,8	18,4	54,8	15,2	100	11,7
administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	8,6	16,3	17,7	42,0	15,3	100	15,2
autres activités de services	0,7	6,4	10,9	69,3	12,8	100	9,1
Ensemble	3,6	6,6	16,7	57,4	15,8	100	1 840 257

Note de lecture : Dans le secteur information et communication, 4,4% des établissements déclarent que plus de 50% de leurs salariés sont exposés à une charge de travail trop importante. Ce taux est de 3,6% pour l'ensemble des établissements.

Champ : établissements d'un salarié ou plus ; France entière.

Source : enquête Conditions de Travail 2013, volet employeurs.

F9. Mesures de prévention des risques psychosociaux

	mesures d'ordre collectif : organisation et procédures (en %)	mesures d'ordre individuel : ciblées sur l'individu concerné (en %)	formation du personnel (salariés/managers) (en %)	au moins une mesure RPS (en %)	Total des établissements (en %)
Par taille					
de 1 à 9 salariés	20,1	16,8	8,4	27,5	82,3
de 10 à 49 salariés	36,8	39,1	24,3	56,7	14,0
de 50 à 249 salariés	50,0	63,9	40,6	76,5	3,2
de 250 à 499 salariés	59,7	84,5	57,0	91,5	0,3
500 salariés et plus	68,2	90,4	73,3	95,3	0,2
Par secteur					
agriculture, sylviculture et pêche	16,1	19,2	3,8	24,3	4,8
fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	24,3	24,2	11,4	35,5	1,6
cokéfaction et raffinage	Non significatif				0,0
fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques, fabrication de machines	26,2	15,1	5,6	31,4	0,9
fabrication de matériels de transport	30,2	41,5	38,9	58,2	0,1
fabrication d'autres produits industriels	30,3	31,2	14,4	41,6	4,3
industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	31,6	27,8	31,7	39,0	1,0
construction	14,2	15,9	5,7	23,1	12,0
commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	20,8	17,1	11,6	30,2	19,8
transports et entreposage	26,2	38,9	16,1	45,8	3,0
hébergement et restauration	21,7	18,3	8,7	29,1	8,0
information et communication	16,8	19,9	15,7	25,5	2,2
activités financières et d'assurance	23,8	25,5	17,6	37,0	4,3
activités immobilières	16,7	16,0	7,8	22,8	2,0
activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	25,9	18,7	13,2	35,0	11,7
administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	34,1	35,3	18,5	48,9	15,2
autres activités de services	24,5	14,7	8,4	29,2	9,1
Ensemble	23,6	21,8	11,9	33,5	1 840 257

Note de lecture : Dans le secteur information et communication, 16,8 % des établissements déclarent avoir mis en place des mesures d'ordre collectif contre le stress ou le mal-être au travail telles l'aménagement des horaires, la modification de l'organisation du travail, les procédures de résolution des conflits. Dans le secteur administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale, 35,3 % des établissements ont déclaré avoir adopté des mesures ciblées sur l'individu : procédure de signalement du salarié en situation de risque, assistance aux salariés de manière confidentielle, signalement de salariés ayant des conduites addictives. 8,4% des établissements de moins de 10 salariés ont déclaré avoir adopté des mesures de formation à destination des managers ou des salariés pour prévenir les risques psychosociaux.

Champ : établissements d'un salarié ou plus ; France entière.

Source : enquête Conditions de Travail 2013, volet employeurs.

F10. Acteurs qui ont dispensé la formation spécifique des managers et/ou des salariés

	un organisme de prévention de la sécurité sociale (INRS, CARSAT (ex-CRAM)) (en %)	les services de santé au travail/ la médecine du travail (en %)	l'inspection du travail (en %)	l'ANACT/ ARACT (en %)	un spécialiste externe en matière de santé et sécurité (consultants...) (en %)	Total des établissements (en %)
Par taille						
de 1 à 9 salariés	5,1	8,4	2,1	2,6	41,8	58,0
de 10 à 49 salariés	6,1	11,9	3,5	1,1	53,3	28,3
de 50 à 249 salariés	11,9	18,0	1,2	2,8	63,5	10,9
de 250 à 499 salariés	10,3	18,4	0,9	4,9	67,4	1,5
500 salariés et plus	6,8	22,3	0,6	4,1	73,2	1,3
Par secteur						
agriculture, sylviculture et pêche	3,2	1,9	0,0	0,0	48,0	1,5
fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	4,4	9,1	1,2	1,1	17,3	1,5
cokéfaction et raffinage	Non significatif					0,0
fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques, fabrication de machines	15,3	28,2	5,4	7,0	64,9	0,4
fabrication de matériels de transport	8,6	15,8	3,5	2,4	87,9	0,3
fabrication d'autres produits industriels	17,8	35,3	2,4	0,4	69,3	5,1
industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	3,1	11,7	1,6	0,1	51,1	2,8
construction	6,1	6,1	1,1	2,7	49,4	5,7
commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	6,2	9,1	2,6	0,1	28,9	19,3
transports et entreposage	5,0	10,0	1,2	0,9	66,9	4,1
hébergement et restauration	1,4	5,5	18,2	0,3	62,7	5,8
information et communication	0,9	5,8	1,6	1,1	29,7	2,9
activités financières et d'assurance	0,3	3,4	0,9	0,9	76,8	6,4
activités immobilières	1,2	2,2	0,0	0,4	83,0	1,3
activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	4,8	2,8	0,3	0,5	45,7	12,9
administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	9,3	18,7	1,0	7,5	46,5	23,5
autres activités de services	4,6	5,0	0,8	0,2	50,1	6,4
Ensemble	6,2	10,8	2,3	2,3	48,2	219 702

Note de lecture : Dans le secteur information et communication, 0,9 % des établissements qui ont mis en place une formation spécifique des managers et/ou des salariés déclarent qu'elle a été dispensée par un organisme de prévention de la sécurité sociale (INRS, CARSAT(ex-CRAM)).

Champ : établissements d'un salarié ou plus qui ont mis en place une formation spécifique des managers et/ou des salariés ; France entière.

Source : enquête Conditions de Travail 2013, volet employeurs.

V - Représentation des salariés (partie G du questionnaire)

G1. Établissements couverts par un CHSCT (Comité hygiène sécurité conditions de travail)

	oui (en %)	non (en %)	non- réponse (en %)	Total (en %)	Total des établissements (en %)
Par taille					
de 1 à 9 salariés	10,9	80,0	9,1	100	82,3
de 10 à 49 salariés	28,2	67,0	4,8	100	14,0
de 50 à 249 salariés	77,8	18,6	3,6	100	3,2
de 250 à 499 salariés	95,5	2,0	2,5	100	0,3
500 salariés et plus	95,1	0,9	4,0	100	0,2
Par secteur					
agriculture, sylviculture et pêche	2,2	86,4	11,4	100	4,8
fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	5,9	76,3	17,8	100	1,6
cokéfaction et raffinage	Non significatif				0,0
fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques, fabrication de machines	18,1	80,8	1,1	100	0,9
fabrication de matériels de transport	48,8	47,3	3,9	100	0,1
fabrication d'autres produits industriels	18,8	71,2	10,0	100	4,3
industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	38,8	51,2	10,0	100	1,0
construction	4,6	85,5	9,9	100	12,0
commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	15,5	77,8	6,8	100	19,8
transports et entreposage	35,2	60,7	4,2	100	3,0
hébergement et restauration	8,0	78,1	13,9	100	8,0
information et communication	23,1	70,8	6,0	100	2,2
activités financières et d'assurance	29,8	57,9	12,2	100	4,3
activités immobilières	3,8	91,9	4,4	100	2,0
activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	10,8	80,8	8,4	100	11,7
administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	33,8	62,2	4,1	100	15,2
autres activités de services	7,7	83,8	8,5	100	9,1
Ensemble	15,9	75,8	8,3	100	1 840 257

Note de lecture : Dans le secteur information et communication, 23,1 % des établissements déclarent qu'ils sont couverts par un CHSCT. Ce taux est de 15,9 % pour l'ensemble des établissements.

Champ : établissements d'un salarié ou plus ; France entière.

Source : enquête Conditions de Travail 2013, volet employeurs.

G2. Fréquence à laquelle le CHSCT s'est réuni au cours des 12 derniers mois

	aucune (en %)	une fois (en %)	deux fois (en %)	trois fois (en %)	quatre fois (en %)	plus de quatre (en %)	non- réponse ou ne sait pas (en %)	Total (en %)	Total des établissements (en %)
Par taille									
de 1 à 9 salariés	5,4	7,1	4,8	6,7	17,6	22,0	36,3	100	56,4
de 10 à 49 salariés	4,5	8,6	9,8	11,9	21,6	18,6	25,1	100	24,7
de 50 à 249 salariés	2,6	9,0	10,7	13,4	36,0	22,7	5,6	100	15,7
de 250 à 499 salariés	0,4	3,9	8,7	10,0	28,5	46,7	1,8	100	1,9
500 salariés et plus	0,3	1,4	6,3	7,9	24,6	56,4	3,1	100	1,2
Par secteur									
agriculture, sylviculture et pêche	0,0	0,5	1,7	6,5	15,1	3,8	72,4	100	0,7
fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	2,6	1,4	10,8	6,2	41,8	34,5	2,7	100	0,6
cokéfaction et raffinage	Non significatif								0,0
fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques, fabrication de machines	0,0	2,4	2,4	7,2	42,4	26,7	19,0	100	1,0
fabrication de matériels de transport	0,0	0,0	0,0	0,0	29,8	67,1	3,2	100	0,3
fabrication d'autres produits industriels	0,3	1,0	1,4	5,3	45,0	30,5	16,5	100	5,0
industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	0,0	0,7	6,0	1,9	14,4	44,9	32,2	100	2,5
construction	18,9	3,6	2,6	2,3	32,1	35,5	5,1	100	3,4
commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	2,9	5,3	2,5	4,9	37,2	16,1	31,1	100	19,2
transports et entreposage	0,4	11,2	12,3	3,2	16,4	25,7	30,9	100	6,7
hébergement et restauration	12,7	8,9	2,0	4,6	8,7	36,6	26,5	100	4,1
information et communication	20,4	0,1	1,1	1,7	11,2	29,9	35,8	100	3,2
activités financières et d'assurance	7,1	0,9	0,3	0,5	7,1	53,7	30,4	100	8,1
activités immobilières	0,0	12,0	4,5	8,5	38,2	34,3	2,4	100	0,5
activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	0,6	10,6	3,1	12,4	18,0	21,8	33,5	100	8,0
administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	4,7	12,1	14,6	18,6	12,8	9,6	27,6	100	32,2
autres activités de services	0,4	8,7	5,3	3,1	42,4	21,3	18,7	100	4,4
Ensemble	4,6	7,6	7,1	9,1	21,8	22,1	27,7	100	292 481

Note de lecture : Dans le secteur information et communication, 29,9 % des établissements couverts par un CHSCT déclarent qu'il s'est réuni plus de 4 fois au cours des 12 derniers mois.

Champ : établissements d'un salarié ou plus couverts par un CHSCT ; France entière.

Source : enquête Conditions de Travail 2013, volet employeurs.

G3. Établissements couverts par un CHSCT auquel la direction adresse un tableau ou une note écrite de suivi de la prévention

	oui, régulièrement (en %)	oui, occasionnellement (en %)	non (en %)	ne sait pas ou non- réponse (en %)	Total (en %)	Total des établissements (en %)
Par taille						
de 1 à 9 salariés	34,8	10,2	13,9	41,2	100	56,4
de 10 à 49 salariés	31,8	18,8	20,1	29,4	100	24,7
de 50 à 249 salariés	35,5	25,6	21,4	17,5	100	15,7
de 250 à 499 salariés	43,0	25,8	19,6	11,6	100	1,9
500 salariés et plus	53,3	21,8	12,5	12,4	100	1,2
Par secteur						
agriculture, sylviculture et pêche	10,1	9,5	6,6	73,8	100	0,7
fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	47,6	12,8	27,3	12,3	100	0,6
cokéfaction et raffinage	Non significatif					0,0
fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques, fabrication de machines	34,4	15,7	12,0	37,9	100	1,0
fabrication de matériels de transport	53,1	19,4	8,0	19,5	100	0,3
fabrication d'autres produits industriels	68,5	13,6	7,9	10,1	100	5,0
industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	52,0	11,8	2,8	33,4	100	2,5
construction	39,1	27,9	3,2	29,9	100	3,4
commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	32,0	6,6	5,2	56,3	100	19,2
transports et entreposage	44,6	30,2	3,2	22,0	100	6,7
hébergement et restauration	41,2	14,6	16,6	27,6	100	4,1
information et communication	27,6	11,8	52,0	8,7	100	3,2
activités financières et d'assurance	44,8	15,1	16,7	23,4	100	8,1
activités immobilières	33,1	20,1	17,9	28,9	100	0,5
activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	31,5	18,1	5,7	44,7	100	8,0
administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	26,3	15,8	28,9	29,1	100	32,2
autres activités de services	24,9	17,0	22,8	35,3	100	4,4
Ensemble	34,6	15,2	16,7	33,6	100	292 481

Note de lecture : Dans le secteur information et communication, 27,6% des établissements couverts par un CHSCT déclarent que la direction adresse régulièrement au CHSCT un tableau ou une note écrite de suivi de la prévention.

Champ : établissements d'un salarié ou plus couverts par un CHSCT ; France entière.

Source : enquête Conditions de Travail 2013, volet employeurs.

G4. Établissements où il y a eu une négociation au cours des 12 derniers mois concernant la question des conditions de travail

	oui (en %)	non (en %)	non-réponse (en %)	Total (en %)	Total des établissements (en %)
Par taille					
de 1 à 9 salariés	6,2	78,9	14,9	100	82,3
de 10 à 49 salariés	14,9	70,2	14,9	100	14,0
de 50 à 249 salariés	31,1	56,1	12,8	100	3,2
de 250 à 499 salariés	46,9	42,9	10,2	100	0,3
500 salariés et plus	54,3	35,2	10,5	100	0,2
Par secteur					
agriculture, sylviculture et pêche	1,3	85,6	13,1	100	4,8
fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	12,0	76,7	11,3	100	1,6
cokéfaction et raffinage	Non significatif				0,0
fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques, fabrication de machines	7,6	71,8	20,6	100	0,9
fabrication de matériels de transport	20,7	60,1	19,2	100	0,1
fabrication d'autres produits industriels	14,4	69,5	16,1	100	4,3
industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	19,5	68,8	11,8	100	1,0
construction	3,4	84,4	12,2	100	12,0
commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	8,2	77,1	14,7	100	19,8
transports et entreposage	13,8	72,0	14,2	100	3,0
hébergement et restauration	4,3	73,7	22,0	100	8,0
information et communication	8,5	73,8	17,7	100	2,2
activités financières et d'assurance	15,9	65,1	19,0	100	4,3
activités immobilières	9,7	80,1	10,2	100	2,0
activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	8,2	75,5	16,3	100	11,7
administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	11,6	77,6	10,9	100	15,2
autres activités de services	7,9	76,0	16,1	100	9,1
Ensemble	8,5	76,7	14,8	100	1 840 257

Note de lecture : Dans le secteur information et communication, 8,5% des établissements déclarent qu'au cours des 12 derniers mois il y a eu une négociation concernant la question des conditions de travail.

Champ : établissements d'un salarié ou plus ; France entière.

Source : enquête Conditions de Travail 2013, volet employeurs.

G5. Climat social dans les établissements

	très calme (en %)	plutôt calme (en %)	plutôt tendu (en %)	très tendu (en %)	autre ou non-réponse (en %)	Total (en %)	Total des établissements (en %)
Par taille							
de 1 à 9 salariés	52,4	34,2	3,1	0,3	10,1	100	82,3
de 10 à 49 salariés	28,2	57,9	6,5	0,6	6,8	100	14,0
de 50 à 249 salariés	19,6	65,6	8,8	0,7	5,3	100	3,2
de 250 à 499 salariés	12,3	70,2	11,7	0,8	5,1	100	0,3
500 salariés et plus	9,7	66,1	16,1	1,7	6,4	100	0,2
Par secteur							
agriculture, sylviculture et pêche	59,5	32,0	0,2	0,1	8,2	100	4,8
fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	61,7	32,6	0,7	0,0	5,0	100	1,6
cokéfaction et raffinage	Non significatif						0,0
fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques, fabrication de machines	35,1	44,8	18,1	0,0	1,9	100	0,9
fabrication de matériels de transport	28,5	56,9	7,5	0,1	7,1	100	0,1
fabrication d'autres produits industriels	37,9	49,6	5,7	0,3	6,7	100	4,3
industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	60,2	19,9	1,2	0,2	18,6	100	1,0
construction	43,8	38,6	2,0	1,1	14,5	100	12,0
commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	46,5	39,6	3,8	0,2	9,9	100	19,8
transports et entreposage	33,4	57,8	7,3	0,1	1,4	100	3,0
hébergement et restauration	51,6	32,5	3,5	0,1	12,3	100	8,0
information et communication	64,8	24,8	1,2	0,1	9,1	100	2,2
activités financières et d'assurance	53,9	32,7	5,5	0,0	7,8	100	4,3
activités immobilières	49,7	21,5	13,0	0,0	15,9	100	2,0
activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	57,0	34,5	2,3	0,2	6,0	100	11,7
administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	34,5	50,8	5,2	0,6	8,9	100	15,2
autres activités de services	55,2	32,0	2,9	0,4	9,6	100	9,1
Ensemble	47,7	38,7	3,8	0,4	9,4	100	1 840 257

Note de lecture : Dans le secteur information et communication, 64,8% des établissements qualifieraient le climat social dans l'établissement comme très calme.

Champ : établissements d'un salarié ou plus ; France entière.

Source : enquête Conditions de Travail 2013, volet employeurs.

G6. Établissements dont les délégués du personnel ont exprimé des propositions sur les conditions de travail ou la sécurité en CHSCT ou en réunion de délégués du personnel au cours des 12 derniers mois.

	oui (en %)	non (en %)	sans objet : pas de représentants du personnel (en %)	ne sait pas ou non- réponses (en %)	Total (en %)	Total des établissements (en %)
Par taille						
de 1 à 9 salariés	4,9	33,6	33,2	28,4	100	82,3
de 10 à 49 salariés	17,3	44,7	20,4	17,6	100	14,0
de 50 à 249 salariés	52,3	32,9	5,8	9,1	100	3,2
de 250 à 499 salariés	73,6	17,7	2,2	6,5	100	0,3
500 salariés et plus	82,6	10,8	1,7	4,9	100	0,2
Par secteur						
agriculture, sylviculture et pêche	0,6	34,9	25,3	39,2	100	4,8
fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	6,9	46,6	36,3	10,3	100	1,6
cokéfaction et raffinage	Non significatif					0,0
fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques, fabrication de machines	15,8	11,3	40,9	32,0	100	0,9
fabrication de matériels de transport	48,4	31,0	0,2	20,4	100	0,1
fabrication d'autres produits industriels	18,8	22,2	34,4	24,7	100	4,3
industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	23,1	39,1	25,3	12,4	100	1,0
construction	2,0	34,2	35,2	28,6	100	12,0
commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	7,2	37,4	30,0	25,5	100	19,8
transports et entreposage	25,4	33,1	32,6	9,0	100	3,0
hébergement et restauration	2,7	40,7	31,6	25,0	100	8,0
information et communication	9,4	9,7	26,0	54,8	100	2,2
activités financières et d'assurance	19,9	26,0	33,4	20,7	100	4,3
activités immobilières	2,2	33,9	36,0	27,9	100	2,0
activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	6,5	36,7	29,5	27,4	100	11,7
administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	15,0	40,5	24,0	20,6	100	15,2
autres activités de services	3,8	31,8	32,5	32,0	100	9,1
Ensemble	8,5	35,0	30,3	26,2	100	1 840 257

Note de lecture : Dans le secteur information et communication, 9,4% des établissements déclarent que leurs délégués du personnel ont exprimé des propositions sur les conditions de travail ou la sécurité en CHSCT ou en réunion de délégués du personnel au cours des 12 derniers mois.

Champ : établissements d'un salarié ou plus ; France entière.

Source : enquête Conditions de Travail 2013, volet employeurs.

G7. Etablissements qui ont adopté et mis en œuvre des propositions sur les conditions de travail ou la sécurité, exprimées par les représentants du personnel

	oui (en %)	non (en %)	non, aucune (en %)	ne sait pas ou non-réponses (en %)	Total (en %)	Total des établissements (en %)
Par taille						
de 1 à 9 salariés	34,8	45,9	2,6	16,7	100	47,2
de 10 à 49 salariés	33,9	58,6	2,5	5,0	100	28,3
de 50 à 249 salariés	37,7	59,2	1,1	2,0	100	19,7
de 250 à 499 salariés	31,7	64,7	0,8	2,8	100	2,8
500 salariés et plus	23,0	72,7	0,4	3,9	100	2,0
Par secteur						
agriculture, sylviculture et pêche	26,3	73,7	0,0	0,0	100	0,3
fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	26,3	73,1	0,0	0,6	100	1,3
cokéfaction et raffinage	Non significatif					0,0
fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques, fabrication de machines	30,3	69,3	0,0	0,4	100	1,6
fabrication de matériels de transport	40,7	57,9	0,7	0,7	100	0,5
fabrication d'autres produits industriels	52,7	46,1	0,5	0,6	100	9,4
industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	68,9	28,8	0,0	2,2	100	2,8
construction	42,3	49,2	2,3	6,3	100	2,8
commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	36,8	39,7	7,6	15,9	100	16,8
transports et entreposage	16,5	67,3	0,1	16,1	100	9,1
hébergement et restauration	17,2	81,8	0,0	1,0	100	2,6
information et communication	19,1	78,4	0,1	2,5	100	2,5
activités financières et d'assurance	30,4	45,3	0,0	24,3	100	10,1
activités immobilières	54,2	42,9	0,0	2,8	100	0,5
activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	27,8	65,2	0,5	6,6	100	8,9
administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	35,6	53,6	2,6	8,3	100	26,7
autres activités de services	40,6	57,4	0,7	1,3	100	4,1
Ensemble	34,8	53,2	2,2	9,9	100	156 337

Note de lecture : Dans le secteur information et communication, 19,1% des établissements dont les représentants du personnel ont exprimé des propositions sur les conditions de travail ou la sécurité les ont, pour la plupart, adoptées et mises en œuvre.

Champ : établissements d'un salarié ou plus dont les représentants du personnel ont exprimé des propositions sur les conditions de travail ou la sécurité; France entière.

Source : enquête Conditions de Travail 2013, volet employeurs.

Annexes

-  Tableau récapitulatif des variables communes aux 3 secteurs : Fonction publique de l'État et des collectivités territoriales / Hospitalier public et privé / Marchand et associatif
-  Notice explicative
-  Formulaire de l'enquête Conditions de travail 2013 auprès des employeurs de la fonction publique (État et collectivités territoriales)
-  Formulaire de l'enquête Conditions de travail 2013 auprès des employeurs du secteur marchand et associatif
-  Formulaire de l'enquête Conditions de travail 2013 auprès des employeurs du secteur hospitalier (privé et public)

Enquête CT-2013 - Variables communes aux 3 secteurs

Nom de la variable	Nom de la question (questionnaire FP)	Nom de la question (questionnaire SH)	Nom de la question (questionnaire SM)	Intitulé de la question	Modalités
PARTIE B - Gestion de la main d'œuvre					
B0	B0E	B0H	B0SP	Combien votre établissement emploie-t-il de personnes ?	Nombre entre 0 et 99999
B1_samedi	B1E_1	B1H_1	B1SP_1	Cet établissement fonctionne-t-il le samedi ?	1 : jamais / 2 : parfois / 3 : régulièrement
B1_dimanche	B1E_2	B1H_2	B1SP_2	Cet établissement fonctionne-t-il le dimanche ?	1 : jamais / 2 : parfois / 3 : régulièrement
B1_sam_pct	B1b1E	B1b1H_c	B1BSP_c	Si régulièrement : part approximative du personnel concerné	entre 0 et 100
B1_dim_pct	B1b2E	B1b2H_c	B1CSP_c	Si régulièrement : part approximative du personnel concerné	entre 0 et 100
B_DRH	B3E	B4aH	B4SP	Dans votre établissement ou votre entreprise y a-t-il un service des ressources humaines ou de gestion du personnel ?	1 : Oui, dans l'établissement / 2 : Oui, au siège social (si multi-établissement) / 3 : Non
B_EVAL	B4aE	B5aH	B5ASP	Dans votre établissement les salariés ont-ils un entretien annuel d'évaluation ?	1 : Oui, tous / 2 : Oui, certains (cadres...) / 3 : Non
B_obj_ind	B4bE	B5bH	B5BSP	Ces entretiens comportent-ils un objectif individuel ?	1 : Oui, pour tous / 2 : Oui, pour certains / 3 : Non / 4 : NSP
B_obj_eq	B4cE	B5cH	B5CSP	Ces entretiens comportent-ils un objectif au niveau de l'équipe ?	1 : Oui, pour tous / 2 : Oui, pour certains / 3 : Non / 4 : NSP
PARTIE C - Organisation du travail / Dispositifs organisationnels					
				L'activité de cet établissement connaît-elle des fluctuations...	
C1_1	C1E_1	C1H_1	C1SP_1	annuelles	1: Oui / 2 : Non
C1_2	C1E_2	C1H_2	C1SP_2	saisonniers	1 : Oui / 2 : Non
C1_3	C1E_3	C1H_3	C1SP_3	hebdomadaires	1: Oui / 2 : Non
				Qui, dans votre établissement ...	
C_1_hierarchie	C2E1_1	C4H1_1	C4SP1_1	1. définit les procédures et les modes opératoires ?	la hiérarchie 1 : Oui / 0 : Non
C_2_hierarchie	C2E1_2	C4H1_2	C4SP1_2	2. détermine les horaires ?	la hiérarchie 1 : Oui / 0 : Non
C_3_hierarchie	C2E1_3	C4H1_3	C4SP1_3	3. détermine la durée et les types d'aménagement du temps de travail ?	la hiérarchie 1 : Oui / 0 : Non
C_4_hierarchie	C2E1_4	C4H1_4	C4SP1_4	4. répartit le travail au sein des équipes ?	la hiérarchie 1 : Oui / 0 : Non
C_5_hierarchie	C2E1_5	C4H1_5	C4SP1_5	5. effectue la maintenance des machines et des outils ?	la hiérarchie 1 : Oui / 0 : Non
C_6_hierarchie	C2E1_6	C4H1_6	C4SP1_6	6. forme les salariés ?	la hiérarchie 1 : Oui / 0 : Non
C_7_hierarchie	C2E1_7	C4H1_7	C4SP1_7	7. contrôle les résultats du travail ?	la hiérarchie 1 : Oui / 0 : Non
C_1_sala	C2E2_1	C4H2_1	C4SP2_1	1. définit les procédures et les modes opératoires ?	les salariés/ agents 1: Oui / 0 : Non
C_2_sala	C2E2_2	C4H2_2	C4SP2_2	2. détermine les horaires ?	les salariés/ agents 1: Oui / 0 : Non
C_3_sala	C2E2_3	C4H2_3	C4SP2_3	3. détermine la durée et les types d'aménagement du temps de travail ?	les salariés/ agents 1: Oui / 0 : Non
C_4_sala	C2E2_4	C4H2_4	C4SP2_4	4. répartit le travail au sein des équipes ?	les salariés/ agents 1: Oui / 0 : Non
C_5_sala	C2E2_5	C4H2_5	C4SP2_5	5. effectue la maintenance des machines et des outils ?	les salariés/ agents 1: Oui / 0 : Non
C_6_sala	C2E2_6	C4H2_6	C4SP2_6	6. forme les salariés ?	les salariés/ agents 1: Oui / 0 : Non
C_7_sala	C2E2_7	C4H2_7	C4SP2_7	7. contrôle les résultats du travail ?	les salariés/ agents 1: Oui / 0 : Non

Note de lecture : ce tableau présente les différentes variables (première colonne) ou questions (cinquième colonne) de l'enquête, communes aux trois secteurs. A chacune d'entre elles, correspond une question/variable du questionnaire auprès des établissements de la fonction publique (colonne rose), de celui auprès des établissements du secteur hospitalier (colonne verte) et de celui auprès des établissements du secteur marchand (colonne bleue). La dernière colonne présente les modalités de réponse pour chacune de ces questions. Les données en gras sont celles qui ont servi à réaliser les tableaux de ce Synthèses Stat'.

Nom de la variable	Nom de la question (questionnaire FP)	Nom de la question (questionnaire SH)	Nom de la question (questionnaire SM)	Intitulé de la question	Modalités	
C_1_ext	C2E3_1	C4H4_1	C4SP3_1	1. définit les procédures et les modes opératoires ?	intervenants extérieurs	1: Oui / 0 : Non
C_2_ext	C2E3_2	C4H4_2	C4SP3_2	2. détermine les horaires ?	intervenants extérieurs	1: Oui / 0 : Non
C_3_ext	C2E3_3	C4H4_3	C4SP3_3	3. détermine la durée et les types d'aménagement du temps de travail ?	intervenants extérieurs	1: Oui / 0 : Non
C_4_ext	C2E3_4	C4H4_4	C4SP3_4	4. répartit le travail au sein des équipes ?	intervenants extérieurs	1: Oui / 0 : Non
C_5_ext	C2E3_5	C4H4_5	C4SP3_5	5. effectue la maintenance des machines et des outils ?	intervenants extérieurs	1: Oui / 0 : Non
C_6_ext	C2E3_6	C4H4_6	C4SP3_6	6. forme les salariés ?	intervenants extérieurs	1: Oui / 0 : Non
C_7_ext	C2E3_7	C4H4_7	C4SP3_7	7. contrôle les résultats du travail ?	intervenants extérieurs	1: Oui / 0 : Non
C_1_autre	C2E4_1	C4H5_1	C4SP5_1	1. définit les procédures et les modes opératoires ?	autres	1: Oui / 0 : Non
C_2_autre	C2E4_2	C4H5_2	C4SP5_2	2. détermine les horaires ?	autres	1: Oui / 0 : Non
C_3_autre	C2E4_3	C4H5_3	C4SP5_3	3. détermine la durée et les types d'aménagement du temps de travail ?	autres	1: Oui / 0 : Non
C_4_autre	C2E4_4	C4H5_4	C4SP5_4	4. répartit le travail au sein des équipes ?	autres	1: Oui / 0 : Non
C_5_autre	C2E4_5	C4H5_5	C4SP5_5	5. effectue la maintenance des machines et des outils ?	autres	1: Oui / 0 : Non
C_6_autre	C2E4_6	C4H5_6	C4SP5_6	6. forme les salariés ?	autres	1: Oui / 0 : Non
C_7_autre	C2E4_7	C4H5_7	C4SP5_7	7. contrôle les résultats du travail ?	autres	1: Oui / 0 : Non
C_1_NC	C2E5_1	C4H6_1	C4SP6_1	1. définit les procédures et les modes opératoires ?	Non concerné	1: Oui / 0 : Non
C_2_NC	C2E5_2	C4H6_2	C4SP6_2	2. détermine les horaires ?	Non concerné	1: Oui / 0 : Non
C_3_NC	C2E5_3	C4H6_3	C4SP6_3	3. détermine la durée et les types d'aménagement du temps de travail ?	Non concerné	1: Oui / 0 : Non
C_4_NC	C2E5_4	C4H6_4	C4SP6_4	4. répartit le travail au sein des équipes ?	Non concerné	1: Oui / 0 : Non
C_5_NC	C2E5_5	C4H6_5	C4SP6_5	5. effectue la maintenance des machines et des outils ?	Non concerné	1: Oui / 0 : Non
C_6_NC	C2E5_6	C4H6_6	C4SP6_6	6. forme les salariés ?	Non concerné	1: Oui / 0 : Non
C_7_NC	C2E5_7	C4H6_7	C4SP6_7	7. contrôle les résultats du travail ?	Non concerné	1: Oui / 0 : Non
				Dans son activité courante, votre établissement utilise-t-il...		
C_iso	C3E_1	C5H_1	C5SP_1	la certification ou l'accréditation portant sur le système qualité, les compétences techniques ou la sécurité (ex : ISO9001, EAQF,)		1 : Oui, depuis 3 ans ou plus/ 2 : Oui, depuis - de 3 ans/ 3 : Non
C_analyse	C3E_4	C5H_4	C5SP_4	les méthodes formalisées de résolution de problèmes, analyse de la valeur, analyse fonctionnelle ?		1 : Oui, depuis 3 ans ou plus/ 2 : Oui, depuis - de 3 ans/ 3 : Non
C_auto	C3E_5	C5H_6	C5SP_5	les équipes ou groupes de travail autonomes ?		a 1 : Oui, depuis 3 ans ou plus/ 2 : Oui, depuis - de 3 ans/ 3 : Non

Note de lecture : ce tableau présente les différentes variables (première colonne) ou questions (cinquième colonne) de l'enquête, communes aux trois secteurs. A chacune d'entre elles, correspond une question/variable du questionnaire auprès des établissements de la fonction publique (colonne rose), de celui auprès des établissements du secteur hospitalier (colonne verte) et de celui auprès des établissements du secteur marchand (colonne bleue). La dernière colonne présente les modalités de réponse pour chacune de ces questions. Les données en gras sont celles qui ont servi à réaliser les tableaux de ce Synthèses Stat'.

Nom de la variable	Nom de la question (questionnaire FP)	Nom de la question (questionnaire SH)	Nom de la question (questionnaire SM)	Intitulé de la question	Modalités
PARTIE D - Informatique - utilisation des techniques de l'information et de la communication (TIC)					
				Quel est le pourcentage de salariés qui utilisent pour leur travail ...	
D_ordinon	D1E_1	D1H_1	D1SP_1	un ordinateur non connecté à un réseau ?	1 : non utilisé / 2 : < 10% des salariés / 3 : 10% à 50% / 4 : 50 % et plus / 5 : NSP
D_ordireseau	D1E_2	D1H_3	D1SP_3	un ordinateur en réseau ?	1 : non utilisé / 2 : < 10% des salariés / 3 : 10 % à 50 % / 4 : 50 % et plus / 5 : NSP
D_internet	D1E_3	D1H_4	D1SP_4	un accès à internet ?	1 : non utilisé / 2 : < 10% des salariés / 3 : 10 % à 50 % / 4 : 50 % et plus / 5 : NSP
D_PGI	D1E_4	D1H_5	D1SP_5	un progiciel de gestion intégré, un workflow ?	1 : non utilisé / 2 : < 10% des salariés / 3 : 10 % à 50 % / 4 : 50 % et + / 5 : NSP
PARTIE E - Gestion générale de la santé et de la sécurité dans l'établissement					
				<i>Certains des salariés de l'établissement ont-ils été exposés au cours des 12 derniers mois (qu'ils utilisent ou non des protections)</i>	
E_manut	E1E_1	E1H_1	E1SP_1	... à la manutention manuelle de charges lourdes	1 : + de 50 % des salariés / 2 : 10 à 50 % / 3 : très peu / 4 aucun / 5 : NSP
E_posture	E1E_2	E1H_2	E1SP_2	... à des postures pénibles	1 : + de 50 % des salariés / 2 : 10 à 50 % / 3 : très peu / 4 aucun / 5 : NSP
E_chim	E1E_3	E1H_3	E1SP_3	... à des agents chimiques dangereux (y compris poussières, fumées...)	1 : + de 50 % des salariés / 2 : 10 à 50 % / 3 : très peu / 4 aucun / 5 : NSP
E_temp	E1E_4	E1H_4	E1SP_4	... à des températures extrêmes	1 : + de 50 % des salariés / 2 : 10 à 50 % / 3 : très peu / 4 aucun / 5 : NSP
E_bruit	E1E_5	E1H_5	E1SP_5	... à des bruits supérieurs à 85 dB, des vibrations mécaniques	1 : + de 50 % des salariés / 2 : 10 à 50 % / 3 : très peu / 4 aucun / 5 : NSP
E_nuit	E1E_6	E1H_6	E1SP_6	... au travail de nuit (entre 21h et 6h)	1 : + de 50 % des salariés / 2 : 10 à 50 % / 3 : très peu / 4 aucun / 5 : NSP
E_equipe	E1E_7	E1H_7	E1SP_7	... au travail en équipes alternantes	1 : + de 50 % des salariés / 2 : 10 à 50 % / 3 : très peu / 4 aucun / 5 : NSP
E_chaine	E1E_8	E1H_8	E1SP_8	... au travail à la chaîne, à un travail répétitif	1 : + de 50 % des salariés / 2 : 10 à 50 % / 3 : très peu / 4 aucun / 5 : NSP
E_expo	E1E_9	E1H_9	E1SP_9	... à au moins une de ces expositions	1 : + de 50 % des salariés / 2 : 10 à 50 % / 3 : très peu / 4 aucun / 5 : NSP
E_fiche	E2E	E2H	E2SP	Au cours des douze derniers mois avez-vous délivré à certains salariés une fiche (ou attestation) d'exposition à un produit chimique dangereux ?	1 : Oui / 2 : Non / 3 : NSP
E_EPI	E3E	E3H	E3ASP	Les salariés de votre établissement ont-ils accès à des équipements de protection individuelle (EPI) ?	1 : Oui / 2 : Non / 3 : NSP
E_EPI_utilise	E3bE	E3bH	E3BSP	Si oui => A votre connaissance, les salariés utilisent-ils ces protections individuelles quand ce serait nécessaire ?	1 : Toujours / 2 : Souvent / 3 : Parfois / 4 : Jamais / 5 : NSP
E_protect	E4aE	E4aH	E4ASP	Dans votre établissement, existe-t-il des protections collectives ?	1 : Oui / 2 : Non / 3 : Sans objet (Non concerné) / 4 : NSP
E_protect_utilise	E4bE	E4bH	E4BSP	Si oui => A votre connaissance, les salariés utilisent-ils ces protections collectives quand ce serait nécessaire ?	1 : Toujours / 2 : Souvent / 3 : Parfois / 4 : Jamais / 5 : NSP

Note de lecture : ce tableau présente les différentes variables (première colonne) ou questions (cinquième colonne) de l'enquête, communes aux trois secteurs. A chacune d'entre elles, correspond une question/variable du questionnaire auprès des établissements de la fonction publique (colonne rose), de celui auprès des établissements du secteur hospitalier (colonne verte) et de celui auprès des établissements du secteur marchand (colonne bleue). La dernière colonne présente les modalités de réponse pour chacune de ces questions. Les données en gras sont celles qui ont servi à réaliser les tableaux de ce Synthèses Stat'. Le sigle NSP signifie : ne sait pas.

Nom de la variable	Nom de la question (questionnaire FP)	Nom de la question (questionnaire SH)	Nom de la question (questionnaire SM)	Intitulé de la question	Modalités
E_substit	E5aE	E5aH	E5ASP	Au cours des 12 derniers mois votre établissement a-t-il remplacé un équipement de travail dangereux ou une matière première dangereuse par un équipement ou une matière moins dangereuse ?	1 : Oui / 2 : Non / 3 : NSP
E_substit_txt	E5aE_r	E5bH_r	E5ASP_	Si oui, précisez :	
E_AT	E6aE	E6aH	E6ASP	Au cours des 12 derniers mois, y a-t-il eu un ou plusieurs accidents du travail ayant occasionné un arrêt de travail ? (y compris accidents routiers mais hors accidents de trajet domicile-travail)	1 : Oui / 2 : Non
E_NBAT	E6bE	E6bH_c	E6bSP_c	Si oui => Combien d'accidents ?	0 à 999
E_NBAT_NSP	E6bE_2	E6bH_2	E6BSP_2	Ne sait pas combien d'accidents	1 : Oui / 0 : Non
				Concernant l'accident du travail le plus grave (en nombre de jours d'arrêt), intervenu au cours des 12 derniers mois, avez-vous procédé à une analyse formalisée des causes de l'accident ...	
E6C_1	E6cE_1	E6cH_1	E6CSP_1	avec le salarié et/ou des collègues de son équipe ?	1 : Oui / 0 : Non
E6C_2	E6cE_2	E6cH_2	E6CSP_2	avec le CHSCT ou un délégué du personnel ?	1 : Oui / 0 : Non
E6C_3	E6cE_3	E6cH_3	E6CSP_3	avec le personnel d'encadrement ?	1 : Oui / 0 : Non
E6C_4	E6cE_4	E6cH_4	E6CSP_4	avec un organisme de prévention ?	1 : Oui / 0 : Non
E6C_5	E6cE_5	E6cH_5	E6CSP_5	non, pas d'analyse des causes	1 : Oui / 0 : Non
E6C_6	E6cE_6	E6cH_6	E6CSP_6	ne sait pas	1 : Oui / 0 : Non
E6d	E6dE	E6dH	E6dSP	Quelle(s) mesure(s) avez-vous prise(s) pour que ce type d'accident de travail ne se reproduise pas ?	En clair
E_RecoMP	E7E	E7aH	E7SP	Au cours des 12 derniers mois, l'un de vos salariés a-t-il bénéficié d'une reconnaissance de maladie professionnelle par la sécurité sociale ?	1 : Oui / 2 : Non
E_MPsuite	E8E	E7bH	E7BSP	Si oui, à la suite de cela avez-vous pris des mesures nouvelles pour limiter le risque de maladie ?	1 : Oui / 2 : Non / 3 : NSP
E_MPmesure	E8E_or	E7cH_r	E7BSP_	Si oui, lesquelles ?	En clair
				En matière de médecine du travail, votre établissement bénéficie-t-il ...	
E_medtrav_1	E9E_1	E8H_1	E8SP_1	... d'un service autonome de médecine du travail ?	1 : Oui / 2 : Non
E_medtrav_2	E9E_2	E8H_2	E8SP_2	... d'un service inter-entreprise de médecine du travail ?	1 : Oui / 2 : Non
E_medtrav_3	E9E_3	E8H_3	E8SP_3	... autre ?	1 : Oui / 2 : Non
E_medtrav_autre	E9E_3r	E8H_3r	E8SP_3o	Précisez :	
E_SMR	E10E	E9H_c	E9SP_c	Dans votre établissement, combien de salariés sont-ils soumis à une surveillance médicale renforcée ?	Nombre de 1 à 9999
E_retrait	E11E	E10H	E10SP	Au cours des 12 derniers mois, un ou des salariés ont-ils interrompu ou refusé une tâche pour préserver leur santé ou leur sécurité (droit de retrait) ?	1 : Oui à plusieurs reprises / 2 : Oui, une fois / 3 : Non / 4 : NSP

Note de lecture : ce tableau présente les différentes variables (première colonne) ou questions (cinquième colonne) de l'enquête, communes aux trois secteurs. A chacune d'entre elles, correspond une question/variable du questionnaire auprès des établissements de la fonction publique (colonne rose), de celui auprès des établissements du secteur hospitalier (colonne verte) et de celui auprès des établissements du secteur marchand (colonne bleue). La dernière colonne présente les modalités de réponse pour chacune de ces questions. Les données en gras sont celles qui ont servi à réaliser les tableaux de ce Synthèses Stat'.

Nom de la variable	Nom de la question (questionnaire FP)	Nom de la question (questionnaire SH)	Nom de la question (questionnaire SM)	Intitulé de la question	Modalités
				Quelles sont les motivations qui incitent votre établissement à développer la prévention des risques professionnels ?	
E_motiv_1	E12E_1	E11H_1	E11SP_1	Respect des obligations légales	1 : motivation primordiale / 2 : secondaire / 3 : cela ne joue pas
E_motiv_2	E12E_2	E11H_2	E11SP_2	Demandes des salariés ou de leurs représentants	1 : motivation primordiale / 2 : secondaire / 3 : cela ne joue pas
E_motiv_3	E12E_3	E11H_3	E11SP_3	Fidélisation du personnel	1 : motivation primordiale / 2 : secondaire / 3 : cela ne joue pas
E_motiv_4	E12E_4	E11H_4	E11SP_4	Cotisations sociales majorées en cas d'accident ou maladie	1 : motivation primordiale / 2 : secondaire / 3 : cela ne joue pas
E_motiv_5	E12E_5	E11H_5	E11SP_5	Désorganisation, absentéisme	1 : motivation primordiale / 2 : secondaire / 3 : cela ne joue pas
E_motiv_6	E12E_6	E11H_6	E11SP_6	Exigences de clients	1 : motivation primordiale / 2 : secondaire / 3 : cela ne joue pas
E_motiv_7	E12E_7	E11H_7	E11SP_7	Réputation de l'entreprise	1 : motivation primordiale / 2 : secondaire / 3 : cela ne joue pas
E_motiv_8	E12E_8	E11H_8	E11SP_8	Exigences d'autorités supérieures (siège social, tutelle, groupe...)	1 : motivation primordiale / 2 : secondaire / 3 : cela ne joue pas
E_motiv_9	E12E_9	E11H_9	E11SP_9	Autres	1 : motivation primordiale / 2 : secondaire / 3 : cela ne joue pas
E_motiv_autre	E12E_E	E11H_	E11SP_	Précisez	En clair
				Au cours des 12 derniers mois votre établissement a-t-il bénéficié de conseils sur la santé et la sécurité de la part des organismes ou institutions suivants ?	
E_conseil_OPSS	E13E_1	E12H_1	E12SP_1	Organisme de prévention de la sécurité sociale (INRS*, CARSAT (ex-CRAM)*)	1 : Oui / 2 : Non
E_conseil_SST	E13E_2	E12H_2	E12SP_2	Services de santé au travail/médecine du travail	1 : Oui / 2 : Non
E_conseil_IT	E13E_3	E12H_3	E12SP_3	Inspection du travail, inspection des installations classées	1 : Oui / 2 : Non
E_conseil_Anact	E13E_4	E12H_5	E12SP_5	ANACT/ARACT	1 : Oui / 2 : Non
E_conseil_ext	E13E_5	E12H_7	E12SP_6	Spécialistes externes en matière de santé et sécurité (OPRI*, consultants, ...)	1 : Oui / 2 : Non
E_DUER	E14E	E13aH	E13ASP	Un document unique d'évaluation des risques a-t-il été élaboré ou actualisé pour votre établissement au cours des 12 derniers mois ?	1 : Oui / 2 : Non
E_coord_DUER	E14bE	E13bH	E13BSP	Qui a coordonné la rédaction de ce document ?	1 : Vous ou qq'un de votre établissement / entreprise / 2 : Un préventeur Institutionnel / 3 : Un consultant privé/ 4 : Un conseiller de votre fédération professionnelle, chambre des métiers, groupement d'employeur. / 5 : Autre
E_coord_DUER_autre	E14bE_	E13bHr	E13BSP_	Autre, précisez	En clair
E_DUER_rps	E14cE	E13cH	E13CSP	L'évaluation des risques psychosociaux a-t-elle été intégrée à ce document ?	1 : Oui / 2 : Non
E_DUER_personnel	E15E	E13dH	E13DSP	Avez-vous porté ce document à la connaissance de l'ensemble du personnel ?	1 : Oui / 2 : Non

Note de lecture : ce tableau présente les différentes variables (première colonne) ou questions (cinquième colonne) de l'enquête, communes aux trois secteurs. A chacune d'entre elles, correspond une question/variable du questionnaire auprès des établissements de la fonction publique (colonne rose), de celui auprès des établissements du secteur hospitalier (colonne verte) et de celui auprès des établissements du secteur marchand (colonne bleue). La dernière colonne présente les modalités de réponse pour chacune de ces questions. Les données en gras sont celles qui ont servi à réaliser les tableaux de ce Synthèses Stat'.

Nom de la variable	Nom de la question (questionnaire FP)	Nom de la question (questionnaire SH)	Nom de la question (questionnaire SM)	Intitulé de la question	Modalités
				Par rapport aux risques professionnels dans votre établissement, avez-vous, au cours des 12 derniers mois...	
E_action_1	E16E_1	E14H_1	E14SP_1	poursuivi les actions antérieures de prévention ?	1 : Oui / 0 : Non
E_action_2	E16E_2	E14H_2	E14SP_2	élaboré un nouveau plan de prévention ?	1 : Oui / 0 : Non
E_action_3	E16E_3	E14H_3	E14SP_3	modifié l'organisation du travail ?	1 : Oui / 0 : Non
E_action_4	E16E_4	E14H_4	E14SP_4	modifié les locaux de travail, les équipements de travail ou les produits utilisés ?	1 : Oui / 0 : Non
E_action_5	E16E_5	E14H_5	E14SP_5	mis à disposition de nouveaux équipements de protection individuelle ?	1 : Oui / 0 : Non
E_action_6	E16E_6	E14H_6	E14SP_6	développé la formation à la sécurité du personnel ?	1 : Oui / 0 : Non
E_action_7	E16E_7	E14H_7	E14SP_7	autre ?	1 : Oui / 0 : Non
E_action_autre	E16E_r	E14H_r	E14SP_	précisez...	En clair
PARTIE F - Les risques psychosociaux et leur gestion dans l'établissement					
				Selon vous, combien de salariés de votre établissement sont exposés à ...	
F1_1	F1E_1	F1H_1	F1SP_1	la nécessité de travailler dans l'urgence ?	1 : + de 50% des salariés / 2 : 10 à 50% / 3 : très peu / 4 aucun / 5 : NSP
F1_2	F1E_2	F1H_2	F1SP_2	le sentiment de ne pas pouvoir faire un travail de qualité ?	1 : + de 50 % des salariés / 2 : 10 à 50 % / 3 : très peu / 4 aucun / 5 : NSP
F1_3	F1E_3	F1H_3	F1SP_3	des tensions entre collègues ?	1 : + de 50% des salariés / 2 : 10 à 50% / 3 : très peu / 4 aucun / 5 : NSP
F1_4	F1E_4	F1H_4	F1SP_4	des tensions avec la hiérarchie ?	1 : + de 50% des salariés / 2 : 10 à 50% / 3 : très peu / 4 aucun / 5 : NSP
F1_5	F1E_5	F1H_5	F1SP_5	des tensions avec le public, la clientèle ?	1 : + de 50 % des salariés / 2 : 10 à 50 % / 3 : très peu / 4 aucun / 5 : NSP
F1_6	F1E_6	F1H_6	F1SP_6	la crainte de se retrouver au chômage ?	1 : + de 50 % des salariés / 2 : 10 à 50 % / 3 : très peu / 4 aucun / 5 : NSP
F1_7	F1E_7	F1H_7	F1SP_7	des horaires de travail imprévisibles ?	1 : + de 50 % des salariés / 2 : 10 à 50 % / 3 : très peu / 4 aucun / 5 : NSP
F1_8	F1E_8	F1H_8	F1SP_8	une charge de travail trop importante ?	1 : + de 50% des salariés / 2 : 10 à 50% / 3 : très peu / 4 aucun / 5 : NSP
				Concernant le stress ou le mal-être au travail, au cours des 3 dernières années, votre établissement a-t-il mis en place une ou plusieurs des procédures suivantes ?	
F2a_1	F2E_1	F2aH_1	F2ASP_1	Signalement de salariés en situation de risque	1 : Oui / 2 : Non
F2a_2	F2E_2	F2aH_2	F2ASP_2	Assistance aux salariés, de manière confidentielle	1 : Oui / 2 : Non
F2a_3	F2E_3	F2aH_3	F2ASP_3	Signalement de salariés ayant des conduites addictives	1 : Oui / 2 : Non
F2a_4	F2E_4	F2aH_4	F2ASP_4	Audit, expertise d'un cabinet spécialisé	1 : Oui / 2 : Non
F2a_5	F2E_5	F2aH_5	F2ASP_5	Formation spécifique des managers	1 : Oui / 2 : Non
F2a_6	F2E_6	F2aH_6	F2ASP_6	Formation spécifique des salariés	1 : Oui / 2 : Non
F2a_7	F2E_7	F2aH_7	F2ASP_7	Aménagement des horaires	1 : Oui / 2 : Non
F2a_8	F2E_8	F2aH_8	F2ASP_8	Modification de l'organisation du travail	1 : Oui / 2 : Non
F2a_9	F2E_9	F2aH_9	F2ASP_9	Procédures de résolution des conflits	1 : Oui / 2 : Non
F2a_10	F2E_10	F2aH_10	F2ASP_10	Autres	1 : Oui / 2 : Non
F2a_autre	F2E_10r	F2aH_r	F2ASP_	Autres, précisez...	En clair

Note de lecture : ce tableau présente les différentes variables (première colonne) ou questions (cinquième colonne) de l'enquête, communes aux trois secteurs. A chacune d'entre elles, correspond une question/variable du questionnaire auprès des établissements de la fonction publique (colonne rose), de celui auprès des établissements du secteur hospitalier (colonne verte) et de celui auprès des établissements du secteur marchand (colonne bleue). La dernière colonne présente les modalités de réponse pour chacune de ces questions. Les données en gras sont celles qui ont servi à réaliser les tableaux de ce Synthèses Stat'.

Nom de la variable	Nom de la question (questionnaire FP)	Nom de la question (questionnaire SH)	Nom de la question (questionnaire SM)	Intitulé de la question	Modalités
				Par qui cette ou ces formations ont-elles été dispensées ?	
F_Form_OPSS	F2bE_1	F2bH_1	F2BSP_1	Un organisme de prévention de la sécurité sociale (INRS*, CARSAT (ex-CRAM)*)	1 : Oui / 2 : Non
F_Form_SST	F2bE_3	F2bH_2	F2BSP_3	Les services de santé au travail/la médecine du travail	1 : Oui / 2 : Non
F_Form_IT	F2bE_4	F2bH_3	F2BSP_4	L'inspection du travail	1 : Oui / 2 : Non
F_Form_Anact	F2bE_5	F2bH_5	F2BSP_6	L'ANACT/ARACT	1 : Oui / 2 : Non
F_Form_ext	F2bE_6	F2bH_7	F2BSP_7	Un spécialiste externe en matière de santé et sécurité (consultants,...)	1 : Oui / 2 : Non
PARTIE G - Représentation des salariés					
				Cet établissement est-il couvert par...	
G_DP	G1E_1	G1H_2	G1SP_2	des délégués du personnel ?	1 : Oui / 2 : Non
G_DS	G1E_2	G1H_3	G1SP_3	un ou des délégués syndicaux (ou représentant de section syndicale) ?	1 : Oui / 2 : Non
G_CHSCT	G2E	G1bH	G1BSP	Cet établissement est-il couvert par un CHSCT (Comité Hygiène Sécurité Conditions de Travail) ?	1 : Oui / 2 : Non (3 : NSP pour SH)
G2	G2bE	G2H	G2SP	Si oui => Combien de fois s'est-il réuni au cours des 12 derniers mois ?	1 : Aucune/ 2 : 1 fois/ 3 : 2 fois/ 4 : 3 fois/ 5 : 4 fois / 6 : + de 4 fois / 7 : NSP
G3	G3E	G3H	G3SP	La direction adresse-t-elle au CHSCT un tableau ou une note écrite de suivi de la prévention ?	1 : Oui, régulièrement / 2 : Oui, occasionnellement / 3 : Non / 4 : NSP
G4	G4E	G4H	G4SP	Au cours des 12 derniers mois, y-a-t-il eu une négociation, dans l'établissement ou dans l'entreprise, concernant la question des conditions de travail ?	1: Oui / 2: Non / 3 : NSP
G5	G5E	G5H	G5SP	Comment qualifieriez-vous le climat social dans l'établissement ?	1 : Très calme / 2 : Plutôt calme / 3 : Plutôt tendu / 4 : Très tendu / 5 : Autre
G5_autre	G5E_5r	G5H_5r	G5SP_5o	Autre, précisez	En clair
				Au cours des 12 derniers mois, des salariés de votre établissement ont-ils fait grève ...	
G6_1	G6E_1	G6H_1	G6SP_1	en raison de conflits internes à l'établissement ?	1 : Oui / 2 : Non
G6_2	G6E_2	G6H_2	G6SP_2	en raison d'un mot d'ordre extérieur à l'établissement	1 : Oui / 2 : Non
G7a	G7aE	G7aH	G7ASP	Au cours des 12 derniers mois, des propositions sur les conditions de travail ou la sécurité ont-elles été exprimées par les représentants du personnel en CHSCT ou en réunion de délégués du personnel ?	1 : Oui / 2 : Non / 3 : Sans objet (pas de repRP) / 4 : NSP
G7b	G7bE	G7bH	G7BSP	Si oui, ont-elles été adoptées et mises en oeuvre ?	1 : Oui, la plupart / 2 : Oui, certaines / 3 : Non, aucune / 4 : NSP
				L'année dernière, quel a été approximativement le nombre moyen en équivalent temps plein ...	
G8_interim	G8E_1	G8H_1	G8SP_1	de salariés intérimaires ?	
G8_str	G8E_2	G8H_3	G8SP_2	de salariés d'entreprises sous-traitantes travaillant dans votre établissement (sous-traitance sur site) ?	
G9	G9E	G9H	G9SP	Sur les 12 derniers mois, l'effectif total de l'établissement ...	1 : diminué / 2 : augmenté / 3 : le même

Note de lecture : ce tableau présente les différentes variables (première colonne) ou questions (cinquième colonne) de l'enquête, communes aux trois secteurs. A chacune d'entre elles, correspond une question/variable du questionnaire auprès des établissements de la fonction publique (colonne rose), de celui auprès des établissements du secteur hospitalier (colonne verte) et de celui auprès des établissements du secteur marchand (colonne bleue). La dernière colonne présente les modalités de réponse pour chacune de ces questions. Les données en gras sont celles qui ont servi à réaliser les tableaux de ce Synthèses Stat'.

Les personnes ayant répondu au questionnaire					
G10				fonction au sein de l'établissement	
G11_a				ancienneté dans l'établissement	nombre d'années
G11_m				ancienneté dans l'établissement	nombre de mois
G12				Sexe	1 : H / 2 : F
G13				Age	1 : moins de 30 ans / 2 : 30 à 49 ans / 3 : 50 ans ou plus
G14				Si une ou plusieurs autres personnes ont contribué à répondre : Personne 1 : quelle est sa fonction ?	En clair
G15				Cette personne travaille ...	1: dans ce même établissement / 2 : non, mais dans l'entreprise / 3 : est extérieure à l'entreprise (pour le questionnaire FP : 1 : dans même établissement / 2 : non)
G16				Si une ou plusieurs autres personnes ont contribué à répondre : Personne 2 : quelle est sa fonction ?	En clair
G17				Cette personne travaille ...	1 : dans ce même établissement / 2 : non, mais dans l'entreprise / 3 : est extérieure à l'entreprise (pour le questionnaire FP : 1 : dans le même établissement / 2 : non)
G17				Veillez indiquer le temps que vous a pris la réponse à ce questionnaire	
G18_h				Heures	Nombre entre 0 et 99
G17_m				Minutes	Nombre entre 0 et 99
Variables de gestion et variables recalculées					
SIRET_C				Siret (éventuellement modifié par l'employeur)	Sur 14 caractères
ACT17				Variable calculée à partir de l'Apet déclarée, de Apet dans Sirene et de ACTIVFIN (QAO)	
ACT38				Idem	
ACT88				Idem	
CJ				Catégorie juridique (Variable SIRENE)	Sur 2 caractères
ech2				Variable origine de l'échantillon (Sirene/ QAO)	QQ : employeur d'un salarié qui a répondu au volet AO/ QS : employeur tiré dans Sirene et dont au moins un salarié a répondu à QAO / SS : employeur tiré uniquement dans Sirene
effectif				Variable redressée : à partir de B0 déclarée, on corrige d'abord par l'effectif dans Sirene, puis par la réponse du salarié à QAO	Nombre entre 0,00 et 99999
RECUEIL				Mode de réponse	Papier / CAWI (internet)
typeqe				Type questionnaire répondu	1 : Secteur hospitalier / 2 : État et coll. terr / 3 : Secteur marchand et associatif
Les pondérations					
poids_nbsala	Fichier «établissements»			Poids calé (donne l'effectif salarié de l'établissement)	
poids_nbetab				Poids établissement (donne le nombre d'établissements)	
pond_couple	Fichier couplé salariés/employeurs			Poids salarié pour les variables du questionnaire principal	
pond_couple_qaa				Poids salarié pour les variables du QAA	

Note de lecture : ce tableau présente les différentes variables (première colonne) ou questions (cinquième colonne) de l'enquête, communes aux trois secteurs. A chacune d'entre elles, correspond une question/variable du questionnaire auprès des établissements de la fonction publique (colonne rose), de celui auprès des établissements du secteur hospitalier (colonne verte) et de celui auprès des établissements du secteur marchand (colonne bleue). La dernière colonne présente les modalités de réponse pour chacune de ces questions. Les données en gras sont celles qui ont servi à réaliser les tableaux de ce Synthèses Stat'.

NOTICE EXPLICATIVE

(Termes repérés par un* dans les questionnaires CT-2013)

Etablissement	Unité productrice située en un lieu géographiquement distinct et dans laquelle une ou plusieurs personnes travaillent pour le compte de la même entreprise. Certains établissements peuvent comprendre deux ou plusieurs « SITES ». Ces sites ne sont pas de établissements distincts et ont le même n° de SIRET que l'établissement auquel ils sont rattachés. Les salariés travaillant sur ces sites sont comptés dans l'effectif de « L'ETABLISSEMENT ».
----------------------	---

A - Caractéristiques générales de l'établissement

Réseau d'enseignes/ Franchise	Ensemble d'entreprises (y compris magasins) portant une même enseigne (franchise, groupement d'achats...), mais n'appartenant pas au même propriétaire. Ce type d'organisation implique, par exemple, la mise en commun de concepts de vente, de savoir-faire particuliers, et/ou de moyens communs (outils logistiques, politiques commerciales, formation...).
Groupe	Entité composée de plusieurs entreprises juridiquement distinctes et ayant le même propriétaire. Chaque entreprise dans le groupe peut desservir différents marchés (région ou produits différents).
Sous-traitance	C'est l'opération par laquelle une entreprise (nommée donneuse d'ordres) confie à une autre entreprise (preneuse d'ordres) le soin d'exécuter pour elle et selon un certain cahier des charges préétabli, une partie des actes de production ou de services dont elle conserve la responsabilité économique finale.
Relations importantes pour votre activité	Il s'agit des relations avec des particuliers, entreprises, organismes public, etc. qui représentent une part importante de l'activité de l'établissement. Ne pas tenir compte des relations épisodiques (exemple : quelques relations avec des entreprises pour des achats, dans une direction qui en réalise peu)
Plus gros client	Ce client peut être une entreprise ou une administration. Il s'agit d'un client direct, qui peut être un donneur d'ordre, un distributeur, un grossiste, une autre entreprise du groupe, etc. « Plus gros client » signifie : client qui a constitué la plus grande part de votre chiffre d'affaires.
Plus gros fournisseur	Il s'agit du fournisseur qui a constitué la plus grande part de vos achats.
Contrat de partenariat	Le contrat de partenariat a été créé par la loi du 2 juillet 2003 et l'ordonnance du 17 juin 2004, dans l'objectif d'ouvrir une 3ème voie entre le marché et la délégation. Le recours au contrat de partenariat est conditionné à la réalisation d'une évaluation préalable, déterminant la possibilité et l'opportunité de recourir à un tel montage.
Autres contrats de long terme	Il s'agit en général de contrats sectoriels comme les Marchés d'Entreprises de Travaux Publics (METP), la Vente en l'Etat Futur d'Achèvement (VEFA), les Baux Emphytéotiques Administratifs (BEA), les Autorisations d'Occupation Temporaire (AOT)...
Reporting	Livraison périodique d'indicateurs de l'activité (sous forme de chiffres, tableaux, graphiques, etc.) par une entité de l'établissement (service, site) à la hiérarchie, aux services fonctionnels (dont le service financier) ou au siège du groupe. Le reporting peut être automatique ou manuel.

B - Gestion de la main d'œuvre

Forfait-jour	Il s'agit des salariés qui relèvent d'une convention de forfait exprimée en jours de travail à effectuer dans l'année, établie entre l'employeur et le salarié. La convention peut s'appliquer depuis 2005 aux salariés non-cadres dont la durée de travail ne peut être prédéterminée et qui disposent d'une réelle autonomie dans l'organisation de leur emploi du temps.
Personnel soignant	Les personnels soignants sont composés des infirmiers (spécialisés, en soins généraux et cadres), des personnels rééducateurs (cadres compris), des aides-soignants (y compris aides médico-psychologiques et auxiliaires de puériculture), des agents de service hospitaliers (ASH) et des psychologues.
Cadres	Pour le secteur public : il s'agit des agents de catégories A et assimilés. Secteur hospitalier : compter en plus des agents de catégories A et assimilés, les cadres administratifs et le personnel médical.

C - Organisation du travail/Dispositifs organisationnels

Portage salarial	On parle de portage salarial lorsque l'entreprise de portage salarie une personne (portée) pour le compte d'une entreprise (cliente). La personne portée travaille pour l'entreprise cliente, laquelle rémunère l'ensemble de la prestation de portage.
Modulation/Annualisation	Possibilité de faire varier la durée de travail et de compter les heures supplémentaires sur tout ou partie de l'année.
Heures supplémentaires/complémentaires	Supplémentaires : pour les salariés à temps plein au-delà de la durée légale (35 heures par semaine/1607 heures par an). Complémentaires : pour des salariés à temps partiel, au-delà de la durée de leur contrat de travail.
Sous-traitance	(voir partie A)

ISO 9001, EAQF	Ensemble de procédures à suivre pour atteindre un objectif de qualité. Elles peuvent concerner la production, mais aussi d'autres domaines de l'entreprise comme la formation ou la recherche. Les normes ISO 9001 version 2000 incluent également des exigences managériales, de modélisation des processus de l'entreprise, etc.
ISO 14001	Cette norme concerne spécifiquement les problématiques environnementales de l'entreprise.
Analyse de la valeur, analyse fonctionnelle	Ces méthodes ont pour objectif d'analyser les conséquences des choix de conception sur les procédés ou les produits, en termes de valeur du produit ou de la prestation pour le client, de sécurité, de maintenance, etc.
Equipes ou groupes de travail autonomes	Employés collectivement responsables d'un ensemble d'activités et qui ont une relative autonomie dans leur organisation interne. Ces groupes ont un fonctionnement collectif qui s'inscrit dans la durée.
Flux tendu, juste à temps	Dans une organisation en flux tendu, l'entreprise lance la production à la demande du client et livre le produit ou la prestation dans des délais très courts. Ce système impose une tension sur tous les flux et processus de l'entreprise. Il peut conduire, dans le cas de fabrication de biens, à une réduction du niveau des stocks ; dans les services, à une gestion optimisée des effectifs.
Traçabilité	Les outils de traçabilité des produits permettent de suivre en temps réel ou à intervalles réguliers la localisation et « l'historique » d'un produit en s'appuyant sur différentes technologies d'identification des produits tels que codes-barres, puces et étiquettes électroniques (en particulier la RFID, identification par radio-fréquence) et des outils informatiques. La traçabilité des processus concerne l'enregistrement systématique et l'analyse de données sur les machines ou les processus.
RFID	De l'anglais Radio Frequency Identification. C'est une méthode pour mémoriser et récupérer des données à distance en utilisant des marqueurs appelés « radio-étiquettes ».
Gestion de la chaîne logistique globale	Procédures et applications chargées de l'anticipation et le pilotage des flux physiques de l'entreprise, de la demande du client, aux approvisionnements provenant des fournisseurs, à l'aide d'outils de planification et d'aide à la décision. Ces outils peuvent concerner l'intérieur de l'entreprise ou inclure l'extérieur (clients et / ou fournisseurs). Il peut s'agir d'applications « maisons », de progiciels ou de modules de PGI.

D - Informatique - utilisation des TIC

Progiciel de Gestion Intégrée (PGI) ou Enterprise Resources Planning (ERP)	Progiciel qui permet de gérer les processus d'une entreprise et de partager les informations entre les métiers par le biais d'une base de données unique. Les PGI sont divisés en modules qui correspondent à des fonctions de l'entreprise. (Exemples de PGI : SAP, People-soft, Oracle).
Workflow	Gestion électronique des processus : technologie logicielle pour l'amélioration de l'efficacité des processus internes de l'entreprise.
Reporting	(voir partie A)

E - Gestion générale de la santé et de la sécurité dans l'établissement

Surveillance médicale renforcée	Le médecin du travail exerce une surveillance médicale renforcée à l'égard de certains salariés en raison de leur situation personnelle ou de leur affectation à certains travaux exigeants et qui comportent des risques déterminés. Une surveillance médicale renforcée consiste à renouveler la visite médicale périodique au plus tard au bout de 12 mois, sans préjudice d'une durée inférieure prévue par une réglementation spéciale.
INRS	l'Institut National de Recherche et de Sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles
OPRI	Office de protection contre les rayonnements ionisants.
CARSAT/CRAM	Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail/Caisse Régionale d'Assurance Maladie.
OPPBT	Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics
CCI	Chambre de Commerce et d'Industrie
CHS/CHSCT	CHS (Comité Hygiène Sécurité), CHSCT (Comité Hygiène Sécurité et Conditions de Travail)
ANACT/ ARACT	Agence Nationale/Régionale pour l'Amélioration des Conditions du Travail

G - Représentants des salariés

Cadres	(voir partie B)
Equivalent temps plein	Exemple : 1 pour un salarié à temps plein toute l'année, 0,5 pour un salarié à temps plein sur six mois, 0,25 pour un salarié à mi-temps sur six mois.

- Une garantie de qualité pour la collecte et l'exploitation des données économiques et sociales.
- Une restitution d'informations vers les entreprises partenaires.
- La Dares et l'Insee s'engagent au service de la collectivité et des entreprises.

Numéro identifiant :

Cette enquête a pour objectif de décrire l'organisation du travail et les conditions de travail dans votre établissement, notamment les risques physiques et psychiques auxquels sont exposés les salariés ainsi que les pratiques de prévention de ces risques.

ATTENTION : ce questionnaire concerne votre ETABLISSEMENT* (service ou direction). Les personnes les plus qualifiées pour répondre sont le responsable du personnel et/ou la direction générale.

La notice explicative jointe peut vous aider dans votre réponse, vous y trouverez la définition des mots suivis d'une*.

Merci de compléter ou rectifier si nécessaire les informations ci-dessous :

Établissement : _____

Numéro Siret : _____

Si le Siret est incorrect, rectifiez => | | | | | | | | | | | | | | | | | |

Activité en clair _____

Code APET _____ **Si le code APET est incorrect, rectifiez =>** | | | | | |

Statut juridique : Ministère Administration (autre que Ministère) Collectivité territoriale
 Autre, précisez : _____

A - Caractéristiques générales de l'établissement

A1E Votre établissement (service ou direction) a-t-il dans ses attributions les missions suivantes :

Attention : les missions de type support sont traitées plus loin dans le bloc suivant de questions. Si c'est la fonction principale de votre direction, il est normal que vous répondiez "non" à la plupart ou à toutes les questions de ce bloc.

	Oui	Non
1. Production de décrets, lois, règlements, circulaires ou arrêtés	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2. Suivi de la mise en œuvre de politiques publiques	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3. Contrôle, vérification	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4. Conseil, expertise, soutien aux entreprises, collectivités locales ou associations	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5. Guichet, accueil du public (et autre « front-office »)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
6. Traitement, gestion de dossiers (de particuliers, d'entreprises, ou de collectivités ...)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
7. Service rendu (éducation, justice, santé, sécurité ...)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
8. Etudes, recherche, prévision	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
9. Pilotage d'unités ou réseaux déconcentrés	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

A2E Et votre établissement (service ou direction) a-t-il dans ses attributions les fonctions supports suivantes ?

	Oui	Non
1. Informatique, système d'information	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2. Gestion du personnel, formation	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3. Comptabilité, finances, budget	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4. Juridique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5. Achat, approvisionnement, logistique, immobilier	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

**A3E Les relations suivantes sont-elles IMPORTANTES* pour votre activité ?
Les relations de votre établissement (service ou direction) avec ...**

	Oui	Non
1. des particuliers	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2. des entreprises privées ou publiques	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3. des organismes publics (agences, établissements publics ...), ou paritaires (UNEDIC, Pôle Emploi, CNAF...), des hôpitaux	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4. des collectivités territoriales	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5. d'autres administrations	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
6. des organismes européens ou internationaux	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
7. des experts et professionnels (techniques, juridiques, scientifiques, médicaux ... externes à l'administration)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
8. des associations, chambres de métiers, syndicats, élus, etc.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Vu l'avis favorable du Conseil national de l'information statistique, cette enquête, reconnue **d'intérêt général et de qualité statistique, est obligatoire**, en application de la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 modifiée sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques. Visa n°2012X057TV du Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social, valable pour la période de collecte 2012 - 2013. Aux termes de l'article 6 de la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 modifiée sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques, les renseignements transmis en réponse au présent questionnaire ne sauraient en aucun cas être utilisés à des fins de contrôle fiscal ou de répression économique. L'article 7 de la loi précitée stipule d'autre part que tout défaut de réponse ou une réponse sciemment inexacte peut entraîner l'application d'une amende administrative.
- Questionnaire confidentiel destiné à la DARES.

A4E Votre établissement (service ou direction) a-t-il une ou plusieurs activités à un échelon ...

	Oui	Non
1. international, européen ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2. national ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3. régional (ou zones de taille équivalente) ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4. départemental (ou zones de taille équivalente) ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5. local ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

A5E AU COURS DES 3 DERNIÈRES ANNÉES, certaines activités de votre établissement (service ou direction) ont-elles été transférées ou sous-traitées ...

	Oui	Non
1. à des collectivités territoriales ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2. à d'autres administrations de l'Etat (y compris au sein du même ministère) ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3. à des organismes publics (agences, établissements publics ...)?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4. au secteur privé ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5. au secteur associatif ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

A6E AU COURS DES 3 DERNIÈRES ANNÉES, certaines activités de votre établissement (service ou direction) ont-elles été supprimées (sans transfert), ont-elles disparu ? Oui Non**A7E AU COURS DES 3 DERNIÈRES ANNÉES, votre établissement (service ou direction) a-t-il été fusionné, pour au moins une partie de ses activités, avec un autre service ?** Oui Non**A8E Votre établissement (service/direction) est-il en partenariat avec d'autres administrations ?** Oui Non**A9E Votre établissement (service/direction) est-il en partenariat avec des prestataires, sous la forme suivante :**

	Oui	Non
1. Délégation de service public ou contrat de concession ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2. Contrat de partenariat* ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3. Autres contrats de long terme* ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

A10E L'activité de votre établissement (service ou direction) est-elle suivie à l'aide d'un ou plusieurs indicateurs de performance, établis à un rythme au moins annuel ? Oui Non

► **Si votre direction est en contact direct avec des usagers (particuliers ou entreprises), veuillez répondre aux questions suivantes (A11E, A12E et A13E). Sinon, allez directement à la question B1E.**

A11E AU COURS DES 3 DERNIÈRES ANNÉES, dans quelle mesure les situations suivantes ont-elles marqué les relations de votre établissement (service ou direction) avec les usagers ?

	Pas du tout	Un peu	Fortement	Très fortement
1. Précarisation, fragilisation ou marginalisation des usagers (ou d'une partie d'entre eux)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2. Complexité accrue des dossiers traités (en dehors des effets de la précarisation ou fragilisation des usagers)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3. Affaire(s) portée(s) en justice ¹	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4. Affaire(s) médiatisée(s), rendue(s) publique(s)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5. Intervention(s) d'associations d'usagers, de groupes de pression	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
6. Augmentation de la demande	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

¹ Exclure l'activité cœur du métier. Ne prendre en compte que les affaires dont votre administration est l'une des parties.

A12E AUJOURD'HUI, votre établissement (service ou direction) utilise-t-il pour ses relations avec les usagers, les dispositifs suivants ?

	Oui	Non/Sans objet
1. Un centre de contact ou d'appel destiné au public	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2. L'accueil du public ou la réponse à la demande, conjointement avec d'autres administrations (guichet unique, maison de l'emploi ...)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3. Des horaires d'ouverture au public élargis ou adaptés (exemples : le samedi après midi, des nocturnes)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4. Des différenciations de tarifs selon les publics ou les horaires	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5. La recherche des ayant-droits d'une prestation (afin de limiter le « non recours »)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

A13E Votre établissement (service ou direction) utilise-t-il, concernant la qualité du service rendu aux usagers, les dispositifs suivants ?

	Oui	Non
1. La certification ou labellisation de la qualité des services rendus (NF, etc.)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2. L'établissement ou le suivi d'une charte de qualité (charte Marianne, FQP, etc.)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3. L'engagement contractuel à traiter un dossier dans un délai limité	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4. Des enquêtes de satisfaction des usagers	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5. Des contrôles ou audits de la qualité du service	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

B - Gestion de la main d'œuvre

B0E Combien votre établissement (service ou direction) emploie-t-il de personnes ?
(Effectif rémunéré le mois précédant l'enquête)

□□□□□

B1E Cet établissement (service ou direction) fonctionne-t-il ...

	Jamais	Parfois	Régulièrement	==>Si régulièrement : part approximative du personnel concerné
1. le samedi ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	□□□□%
2. le dimanche ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	□□□□%

B2E Certaines catégories de personnel (à l'exception du personnel de gardiennage et de maintenance du lieu) sont-elles soumises, en dehors des horaires habituels, à ...

	Oui	Non
1. des permanences sur le site pour répondre aux usagers ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2. des permanences sur le site pour surveiller un processus de production, une activité du service/direction ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3. des astreintes en dehors du lieu habituel de travail ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

B3E Dans votre établissement (service ou direction) y a-t-il un service de ressources humaines ou de gestion du personnel ?

<input type="checkbox"/> Oui, dans le service/la direction	<input type="checkbox"/> Oui, au sein d'une autre direction	<input type="checkbox"/> Non
--	---	------------------------------

B4aE Dans votre établissement (service ou direction) les agents ont-ils un entretien annuel d'évaluation ?

<input type="checkbox"/> Oui, tous les agents	<input type="checkbox"/> Oui, certains agents (cadres*...)	<input type="checkbox"/> Non ➔ passez à la question à B5E
---	--	---

➔ **Si oui :** **B4bE** Ces entretiens comportent-ils un objectif individuel ?

<input type="checkbox"/> Oui, pour tous les agents	<input type="checkbox"/> Oui, pour certains agents	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Ne sait pas
--	--	------------------------------	--------------------------------------

B4cE Ces entretiens comportent-ils un objectif au niveau de l'équipe ?

<input type="checkbox"/> Oui, pour tous les agents	<input type="checkbox"/> Oui, pour certains agents	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Ne sait pas
--	--	------------------------------	--------------------------------------

B5E Au cours des trois dernières années, des agents de votre établissement (service ou direction) ont-ils perçu ...

	Oui	Non
1. une prime liée à la performance : cadres A* ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2. une prime liée à la performance : autres catégories ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3. une prime liée à l'effort, la manière de servir : cadres A* ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4. une prime liée à l'effort, la manière de servir : autres catégories ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5. une prime liée au développement des compétences ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
6. une prime d'intéressement collective ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

B6aE Au cours des 12 derniers mois, avez-vous connu des difficultés à recruter sur certains postes vacants ?

Oui Non Sans objet (pas de postes vacants)

➔ **Si oui :** **B6bE** Pour quelles raisons ?

	Oui	Non
1. Il y a pénurie de personnes qualifiées pour le type de poste	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2. Le salaire que vous proposiez n'était pas attractif	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3. Les conditions de travail étaient jugées difficiles	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4. Pour d'autres raisons, précisez :		

C - Organisation du travail / Dispositifs organisationnels

C1E L'activité de cet établissement (service ou direction) connaît-elle des fluctuations ?

	Oui	Non
Annuelles	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Saisonniers	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Hebdomadaires	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

➤ Établissements de moins de 20 agents : passez à C3E

C2E Qui, dans votre établissement (service ou direction) ... (plusieurs réponses possibles)

	La hiérarchie	Les agents eux-mêmes	Des intervenants extérieurs	Autres	Non concerné
1. définit les procédures et les modes opératoires ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2. détermine les horaires ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3. détermine la durée et les types d'aménagement du temps de travail ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4. répartit le travail au sein des équipes ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5. effectue la maintenance des machines et des outils ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
6. forme les salariés ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
7. contrôle les résultats du travail ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

C3E Dans son activité courante, votre établissement (service ou direction) utilise-t-il les dispositifs organisationnels suivants, et depuis combien de temps ?

	Oui, depuis 3 ans ou plus	Oui, depuis moins de 3 ans	Non
1. La certification ou l'accréditation portant sur le système qualité, les compétences techniques ou la sécurité (ex : ISO9001*, EAQF, ...)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2. Des normes ou des référentiels formalisés sur le management de la santé et de la sécurité au travail (Ex : BS 8800, OHSAS 18001, ILO/OHS 2001, ...)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3. La certification portant sur l'environnement ou label éthique (ex : ISO 14001*, AB- agriculture biologique, commerce équitable, etc.)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4. Les méthodes formalisées de résolution de problèmes, analyse de la valeur, analyse fonctionnelle*	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5. Les équipes ou groupes de travail autonomes*	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
6. Le flux tendu*, juste à temps	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
7. Les outils de traçabilité* (des produits, des processus, RFID*)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
8. Un outil / logiciel d'optimisation de la chaîne logistique*	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
9. Rotation des postes de travail, polyvalence systématisée	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

C4E Au cours des trois dernières années, la direction à laquelle appartient votre établissement (service ou direction) a-t-elle connu ...

	Oui	Non
1. une restructuration ayant induit un changement d'organigramme ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2. un déménagement ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3. d'autres changements ? Précisez		

D - Informatique - utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC)

D1E Quel est le pourcentage d'agents qui utilisent pour leur travail ...

	non utilisé	moins de 10%	10% à 50%	50% et +	ne sait pas
1. un ordinateur non connecté à un réseau	<input type="checkbox"/>				
2. un ordinateur en réseau	<input type="checkbox"/>				
3. un accès Internet	<input type="checkbox"/>				
4. un progiciel de gestion intégré (PGI* ou ERP en anglais), un workflow *	<input type="checkbox"/>				

D2aE L'établissement (service ou direction) fournit-il à certains agents des outils de travail à distance (smartphone, clé 3G, connexion à distance) ?

Oui Non Ne sait pas

➤ Si oui : D2bE Combien approximativement d'agents sont-ils concernés ?

en effectif absolu **ou** en pourcentage %

D3aE Certains agents pratiquent-ils le télétravail, c'est-à-dire effectuent leurs tâches à distance, pendant leurs horaires habituels de travail, en se connectant au système informatique du service ?

Oui Non

➤ **Si oui:** **D3bE** Quelle est approximativement la part d'agents concernés par le télétravail ?

en effectif absolu **ou** en pourcentage %

E - Gestion générale de la santé et de la sécurité dans l'établissement

E1E Certains des agents de l'établissement (service ou direction) ont-ils été exposés au cours des 12 derniers mois ... (qu'ils utilisent ou non des protections)

	+ de 50%	10 à 50%	très peu d'agents	aucun agent	ne sait pas
1. à la manutention manuelle de charges lourdes	<input type="checkbox"/>				
2. à des postures pénibles	<input type="checkbox"/>				
3. à des agents chimiques dangereux (y compris poussières, fumées...)	<input type="checkbox"/>				
4. à des températures extrêmes	<input type="checkbox"/>				
5. à des bruits supérieurs à 85 dB, des vibrations mécaniques	<input type="checkbox"/>				
6. au travail de nuit (entre 21h et 6h)	<input type="checkbox"/>				
7. au travail en équipes alternantes	<input type="checkbox"/>				
8. au travail à la chaîne, à un travail répétitif	<input type="checkbox"/>				
9. à au moins une de ces expositions	<input type="checkbox"/>				

E2E Au cours des douze derniers mois avez-vous délivré à certains agents une fiche ou une attestation d'exposition à un produit chimique dangereux ?

Oui Non Ne sait pas

E3aE Les agents de votre établissement (service ou direction) ont-ils accès à des équipements de protection individuelle (EPI) ? (par exemple : gants, lunettes, casques, chaussures de sécurité...)

Oui Non Ne sait pas

➤ **Si oui:** **E3bE** A votre connaissance, les agents utilisent-ils ces protections individuelles quand ce serait nécessaire ?

Toujours Souvent Parfois Jamais Ne sait pas

E4aE Dans votre établissement (service ou direction), existe-t-il des protections collectives ?

(par exemple : barrières de sécurité, aspiration de fumées, carter sur une machine, capot insonorisant...)

Oui Non Sans objet (Non concerné) Ne sait pas

➤ **Si oui:** **E4bE** A votre connaissance, les agents utilisent-ils ces protections collectives quand ce serait nécessaire ?

Toujours Souvent Parfois Jamais Ne sait pas

E5aE Au cours des 12 derniers mois votre établissement (service ou direction) a-t-il remplacé un équipement de travail dangereux ou une matière première dangereuse par un équipement ou une matière moins dangereuse ?

Oui Non Ne sait pas

➤ **Si oui:** **E5bE** Précisez :

E6aE Au cours des 12 derniers mois, y a-t-il eu un ou plusieurs accidents du travail ayant occasionné un arrêt de travail (y compris accidents routiers mais hors accidents de trajet domicile-travail) ?

Oui Non

➤ **Si oui:** **E6bE** Combien d'accidents ?

Ne sait pas

E6cE Concernant l'accident du travail le plus grave (en nombre de jours d'arrêt), intervenu au cours des 12 derniers mois, avez-vous procédé à une analyse formalisée des causes de l'accident ? (plusieurs réponses possibles)

<input type="checkbox"/> Avec l'agent et/ou des collègues de son équipe	<input type="checkbox"/> Avec le personnel d'encadrement	<input type="checkbox"/> Non, pas d'analyse des causes	<input type="checkbox"/> Ne sait pas
<input type="checkbox"/> Avec le CHSCT* ou un délégué du personnel	<input type="checkbox"/> Avec un organisme de prévention		

E6dE Quelle(s) mesure(s) avez-vous prise(s) pour que ce type d'accident de travail ne se reproduise pas ?

en clair:

E7E Au cours des 12 derniers mois, l'un de vos agents a-t-il bénéficié d'une reconnaissance de maladie professionnelle par la sécurité sociale ?

Oui Non

➤ **Si oui :** **E8E** A la suite de cela, avez-vous pris des mesures nouvelles pour limiter le risque de maladie ?

Oui Non
 Ne sait pas

➤ **si oui, lesquelles ? E8bE**

E9E En matière de médecine du travail ou de prévention, votre établissement (service ou direction) bénéficie-t-il ...

	Oui	Non
1. d'un service autonome de médecine du travail ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2. d'un service de prévention interne ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3. autre ? Précisez :		

E10E Dans votre établissement (service ou direction), combien d'agents sont-ils soumis à une surveillance médicale renforcée* ?

E11E Au cours des 12 derniers mois, un ou des agents ont-t-ils interrompu ou refusé une tâche pour préserver leur santé ou leur sécurité (droit de retrait) ?

Oui, à plusieurs reprises Oui, une fois Non Ne sait pas

E12E Quelles sont les motivations qui incitent votre établissement (service ou direction) à développer la prévention des risques professionnels ?

	C'est une motivation primordiale	C'est une motivation secondaire	Cela ne joue pas
1. Respect des obligations légales	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2. Demandes des agents ou de leurs représentants	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3. Fidélisation du personnel	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4. Coûts des accidents et maladies	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5. Désorganisation, absentéisme	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
6. Exigences des usagers	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
7. Réputation de l'administration	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
8. Exigences d'autorités supérieures	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
9. Autres, précisez :	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

E13E Au cours des 12 derniers mois votre établissement (service ou direction) a-t-il bénéficié de conseils sur la santé et la sécurité de la part des organismes ou institutions suivants ?

	Oui	Non
1. Organisme de prévention de la sécurité sociale (INRS*, CARSAT (ex-CRAM)*)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2. Services de santé au travail/médecine de prévention	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3. Inspection du travail, inspection des installations classées	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4. ANACT/ARACT*	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5. Spécialistes externes en matière de santé et sécurité (OPRI*, consultants, ...)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

E14E Un document d'évaluation des risques a-t-il été élaboré ou actualisé pour votre établissement (service ou direction) au cours des 12 derniers mois ?

Oui Non

➤ **Si oui :** **E14bE** Qui a coordonné la rédaction de ce document ? (une seule réponse possible)

Vous et/ou quelqu'un de votre établissement (service ou direction)

Un préventeur institutionnel (médecin du travail-médecine de prévention, OPPBTP*, CARSAT (ex- CRAM)*)

Un consultant privé

Autre, précisez :

E14cE L'évaluation des risques psychosociaux a-t-elle été intégrée à ce document ?

Oui Non

E15E Avez-vous porté ce document à la connaissance de l'ensemble du personnel ?

Oui Non

E16E Par rapport aux risques professionnels dans votre établissement (service ou direction), avez-vous, au cours des 12 derniers mois ... (plusieurs réponses possibles)

<input type="checkbox"/> 1. poursuivi les actions antérieures de prévention
<input type="checkbox"/> 2. élaboré un nouveau plan de prévention
<input type="checkbox"/> 3. modifié l'organisation du travail
<input type="checkbox"/> 4. modifié les locaux de travail, les équipements de travail ou les produits utilisés
<input type="checkbox"/> 5. mis à disposition de nouveaux équipements de protection individuelle
<input type="checkbox"/> 6. développé la formation à la sécurité du personnel
<input type="checkbox"/> 7. autre, précisez :
.....

F - Les risques psychosociaux et leur gestion dans l'établissement

F1E Selon vous, combien d'agents de votre établissement (service ou direction) sont exposés à ...

	+ de 50% des agents	10 à 50% des agents	très peu d'agents	aucun agent	ne sait pas
1. la nécessité de travailler dans l'urgence	<input type="checkbox"/>				
2. le sentiment de ne pas pouvoir faire un travail de qualité	<input type="checkbox"/>				
3. des tensions entre collègues	<input type="checkbox"/>				
4. des tensions avec la hiérarchie	<input type="checkbox"/>				
5. des tensions avec le public, les usagers	<input type="checkbox"/>				
6. la crainte de se retrouver au chômage	<input type="checkbox"/>				
7. des horaires de travail imprévisibles	<input type="checkbox"/>				
8. une charge de travail trop importante	<input type="checkbox"/>				

F2E Concernant le stress ou le mal-être au travail, au cours des 3 dernières années, votre établissement a-t-il mis en place une ou plusieurs des procédures suivantes ?

	Oui	Non
1. Signalement d'agents en situation de risque	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2. Assistance aux agents, de manière confidentielle	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3. Signalement d'agents ayant des conduites addictives	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4. Audit, expertise d'un cabinet spécialisé	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5. Formation spécifique du personnel encadrant	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
6. Formation spécifique des agents	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
7. Aménagement des horaires	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
8. Modification de l'organisation du travail	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
9. Procédures de résolution des conflits	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
10. Autres, précisez :		
.....		

➤ S'il y a eu une ou plusieurs formations du personnel encadrant et/ou des agents :

F2bE Par qui cette ou ces formations ont-elles été dispensées ? (une ou plusieurs réponses)

	Oui	Non
1. Un organisme de prévention de la sécurité sociale (INRS*, CARSAT (ex-CRAM)*)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2. L'OPPBT*	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3. Les services de santé au travail, la médecine de prévention	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4. L'inspection du travail	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5. L'ANACT/ARACT*	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
6. Un spécialiste externe en matière de santé et sécurité (consultants,...)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

G - Représentation des agents

G1E Cet établissement (service ou direction) est-il couvert par ...

	Oui	Non
1. des délégués du personnel ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2. un ou des délégués syndicaux (ou représentant de section syndicale) ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3. des élus en CAP ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

G2E Cet établissement (service ou direction) est-il couvert par un CHS (Comité Hygiène Sécurité)/CHSCT (Comité Hygiène Sécurité Conditions de Travail) ?

Oui Non

► Si oui: G2bE Combien de fois s'est-il réuni au cours des 12 derniers mois ?

<input type="checkbox"/> Aucune	<input type="checkbox"/> 1 fois	<input type="checkbox"/> 2 fois	<input type="checkbox"/> 3 fois	<input type="checkbox"/> 4 fois	<input type="checkbox"/> Plus de 4 fois	<input type="checkbox"/> Ne sait pas
---------------------------------	---------------------------------	---------------------------------	---------------------------------	---------------------------------	---	--------------------------------------

G3E La direction adresse-t-elle au CHS/CHSCT un tableau ou une note écrite de suivi de la prévention ?

<input type="checkbox"/> Oui, régulièrement	<input type="checkbox"/> Oui, occasionnellement	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Ne sait pas
---	---	------------------------------	--------------------------------------

G4E Au cours des 12 derniers mois, y-a-t-il eu une négociation, dans l'établissement (service ou direction), concernant la question des conditions de travail ?

Oui Non Ne sait pas

G5E Comment qualifieriez-vous le climat social dans l'établissement (service ou direction) ?

<input type="checkbox"/> Très calme	<input type="checkbox"/> Plutôt calme	<input type="checkbox"/> Plutôt tendu	<input type="checkbox"/> Très tendu	<input type="checkbox"/> Autre, précisez :
-------------------------------------	---------------------------------------	---------------------------------------	-------------------------------------	--

G6E Au cours des 12 derniers mois, des agents de votre établissement ont-ils fait grève ...

	Oui	Non
1. en raison de conflits internes à l'établissement ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2. en raison d'un mot d'ordre extérieur à l'établissement ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

G7aE Au cours des 12 derniers mois, des propositions sur les conditions de travail ou la sécurité ont-elle été exprimées par les représentants du personnel (ACMO) en CHSCT ou en réunion de délégués du personnel ?

<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Sans objet (pas de représentation du personnel)	<input type="checkbox"/> Ne sait pas
------------------------------	------------------------------	--	--------------------------------------

► Si oui: G7bE Ont-elles été adoptées et mises en œuvre ?

<input type="checkbox"/> Oui, la plupart des propositions	<input type="checkbox"/> Oui, certaines propositions	<input type="checkbox"/> Non, aucune proposition	<input type="checkbox"/> Ne sait pas
---	--	--	--------------------------------------

G8E L'année dernière, quel a été approximativement le nombre moyen en équivalent temps plein * ...

1. de salariés intérimaires ?	_ _ _ , _ _
2. de salariés d'entreprises sous-traitantes travaillant dans votre établissement (sous-traitance sur site) ?	_ _ _ , _ _

G9E Sur les 12 derniers mois, l'effectif total de votre établissement (service ou direction) ...

<input type="checkbox"/> a diminué	<input type="checkbox"/> a augmenté	<input type="checkbox"/> est resté à peu près le même
------------------------------------	-------------------------------------	---

MERCİ D'AVOİR RÉPONDU À CE QUESTIONNAİRE.

Pour la personne ayant rempli la majeure partie du questionnaire :

- fonction au sein de l'établissement (service ou direction)
- ancienneté dans l'établissement (service ou direction) |_|_| années |_|_| mois
- Sexe H F
- Age moins de 30 ans 30 à 49 ans 50 ans ou plus

Si une ou plusieurs autres personnes ont contribué à répondre :

- Personne 1 : quelle est sa fonction ?
- Cette personne travaille dans ce même établissement (service ou direction) ? Oui Non
- Personne 2 : quelle est sa fonction ?
- Cette personne travaille dans ce même établissement (service ou direction) ? Oui Non

G18E Veuillez indiquer le temps que vous a pris la réponse à ce questionnaire. (y compris la recherche des données)

|_|_| heures |_|_| minutes.

Merci de retourner ce document à IPSOS dans l'enveloppe T jointe.

- Une garantie de qualité pour la collecte et l'exploitation des données économiques et sociales.
- Une restitution d'informations vers les entreprises partenaires.
- La Dares et l'Insee s'engagent au service de la collectivité et des entreprises.

Numéro identifiant :

Cette enquête a pour objectif de décrire l'organisation du travail et les conditions de travail dans votre établissement, notamment les risques physiques et psychiques auxquels sont exposés les salariés ainsi que les pratiques de prévention de ces risques.

ATTENTION : ce questionnaire concerne votre ETABLISSEMENT* (service ou direction). Les personnes les plus qualifiées pour répondre sont le responsable du personnel et/ou la direction générale.

La notice explicative jointe peut vous aider dans votre réponse, vous y trouverez la définition des mots suivis d'une*.

Merci de compléter ou rectifier si nécessaire les informations ci-dessous :

Établissement :

Numéro Siret :

Si le Siret est incorrect, rectifiez =>

Activité en clair

Code APET **Si le code APET est incorrect, rectifiez =>**

Statut juridique : Entreprise Association Autre, précisez :

Convention collective majoritaire

Si incorrect, rectifiez =>

Si pas de convention collective, cochez

Vu l'avis favorable du Conseil national de l'information statistique, cette enquête, reconnue d'intérêt général et de qualité statistique, est obligatoire, en application de la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 modifiée sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques. Visa n°2012X057TV du Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social, valable pour la période de collecte 2012 - 2013. Aux termes de l'article 6 de la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 modifiée sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques, les renseignements transmis en réponse au présent questionnaire ne sauraient en aucun cas être utilisés à des fins de contrôle fiscal ou de répression économique. L'article 7 de la loi précitée stipule d'autre part que tout défaut de réponse ou une réponse sciemment inexacte peut entraîner l'application d'une amende administrative.

- Questionnaire confidentiel destiné à la DARES.

La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, garantit aux personnes physiques concernées un droit d'accès et de rectification pour les données les concernant. Ce droit peut être exercé auprès d'IPSO.

A - Caractéristiques générales de l'établissement

A1SP Depuis combien d'années cet établissement est-il en activité à cette adresse ?

moins de 2 ans 2 à 4 ans 5 à 9 ans 10 à 19 ans 20 à 49 ans 50 ans ou plus

A2SP Votre établissement ... (plusieurs réponses possibles)

	Oui	Non
1. exerce en franchise*, appartient à un réseau d'enseignes*	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2. est lié à un groupement (GIE, association d'entreprises, centrale d'achat, concession, ...)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3. appartient à un groupe* français	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4. appartient à un groupe* international	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5. est totalement indépendant	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
6. vous ne savez pas	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

A3SP Dans son activité principale, diriez-vous que le marché ou le public de votre établissement est plutôt ...
(une seule réponse)

régional ou local ? national ? européen ? international ? Ne sait pas

A4aSP Votre établissement travaille-t-il en sous-traitance* pour un ou plusieurs clients donneurs d'ordres ?

Oui Non

> Si oui : A4bSP Quelle est la part du chiffre d'affaires effectuée en sous-traitance* ?

90% ou plus 50 % à 89 % 25 % à 49 % 10 % à 24 % Moins de 10 % Ne sait pas

A5SP Les trois principaux clients de votre établissement représentent-ils plus de 30 % de votre chiffre d'affaires ?

Oui Non Sans objet (pas de client) Ne sait pas

A6SP Votre établissement fournit-il ses produits ou services directement à des particuliers ?

Oui Non

A7aSP Votre établissement fournit-il ses produits ou services à d'autres établissements ou entreprises ?

Oui Non

> Si oui : A7bSP Le plus gros client* de votre établissement appartient-il au même groupe ou réseau que votre établissement ?

Oui Non Sans objet (n'appartient pas à un groupe)

A8SP Les trois principaux fournisseurs de votre établissement représentent-ils plus de 30 % des montants de vos achats (hors frais fixes) ?

Oui Non
 Ne sait pas

A9SP Le plus gros fournisseur* de votre établissement appartient-il au même groupe ou au même réseau que votre établissement ?

<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Sans objet (n'appartient pas à un groupe)
------------------------------	------------------------------	--

A10aSP Votre établissement a-t-il eu lui-même recours à la sous-traitance l'année dernière pour votre activité principale (cœur de métier) ?

 Oui Non

► **Si recours à la sous-traitance (A10aSP = « Oui »)**

A10bSP Quelle est approximativement la part des dépenses de sous-traitance relativement à votre chiffre d'affaires ?

<input type="checkbox"/> Plus de 20 %	<input type="checkbox"/> Entre 2 % et 9 %	<input type="checkbox"/> Sans objet (pas de sous-traitance pour le cœur de métier)
<input type="checkbox"/> Entre 10 % et 19 %	<input type="checkbox"/> Moins de 2 %	<input type="checkbox"/> Ne sait pas

B - Gestion de la main d'œuvre

B0SP Combien votre établissement emploie-t-il de personnes ?
(effectif rémunéré le mois précédant l'enquête)

--	--	--	--	--	--

B1SP Cet établissement fonctionne-t-il...

	Jamais	Parfois	Régulièrement	==>Si régulièrement : part approximative du personnel concerné
1. le samedi ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	%
2. le dimanche ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	%

B2SP Certaines catégories de personnel (à l'exception du personnel de gardiennage et de maintenance) sont-elles soumises, en dehors des horaires habituels, à ...

	Oui	Non
1. des permanences sur le site pour répondre à la clientèle, aux usagers ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2. des permanences sur le site pour surveiller un processus de production, une activité de l'établissement ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3. des astreintes en dehors du lieu habituel de travail ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

B3aSP Au cours des douze derniers mois, cet établissement a-t-il connu un plan de réduction des effectifs ou des licenciements collectifs ?

 Oui Non

► **Si oui :** **B3bSP** Ces licenciements collectifs ou ce plan de réduction d'effectifs ont-ils donné lieu à un accompagnement spécifique des salariés concernés, financé par l'établissement (formation, aide à la recherche d'emploi, etc.) ?

<input type="checkbox"/> Oui, mis en œuvre uniquement par le service du personnel (DRH...)
<input type="checkbox"/> Oui, avec un appui extérieur à l'entreprise (cellule de reclassement,...)
<input type="checkbox"/> Non

B3cSP Combien de postes ont-ils été supprimés ?

--	--	--	--	--	--

B4SP Dans votre établissement ou votre entreprise y a-t-il un service des ressources humaines ou de gestion du personnel ?

<input type="checkbox"/> Oui, dans l'établissement
<input type="checkbox"/> Oui, au siège social (si entreprise multi-établissement)
<input type="checkbox"/> Non

B5aSP Dans votre établissement les salariés ont-ils un entretien annuel d'évaluation ?

<input type="checkbox"/> Oui, tous les salariés	<input type="checkbox"/> Oui, certains salariés (cadres...)	<input type="checkbox"/> Non ► passez à la question à B6SP
---	---	--

► **Si oui :** **B5bSP** Ces entretiens comportent-ils un objectif individuel ?

<input type="checkbox"/> Oui, pour tous les salariés	<input type="checkbox"/> Oui, pour certains salariés	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Ne sait pas
--	--	------------------------------	--------------------------------------

B5cSP Ces entretiens comportent-ils un objectif au niveau de l'équipe ?

<input type="checkbox"/> Oui, pour tous les salariés	<input type="checkbox"/> Oui, pour certains salariés	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Ne sait pas
--	--	------------------------------	--------------------------------------

B6SP Les salariés de votre établissement sont-ils couverts par ...

1. un accord d'intéressement/participation ?	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Non, mais en cours
2. un plan d'épargne d'entreprise ?	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Non, mais en cours

B7aSP Certains de vos salariés travaillent-ils en forfait-jour* ? Oui Non**► Si oui :** **B7bSP Quel est approximativement le nombre de salariés concernés** (y compris étudiants en forfait heures annualisées) ?

en effectif absolu **ou bien** en pourcentage %

B8SP L'année dernière, quelle a été approximativement l'importance des dépenses globales de formation par rapport à la masse salariale de l'établissement ?

<input type="checkbox"/> Moins de 1,5%	<input type="checkbox"/> De 1,5 à 2%	<input type="checkbox"/> De 2,1 à 3%	<input type="checkbox"/> Ne sait pas
<input type="checkbox"/> De 3,1 à 4%	<input type="checkbox"/> De 4,1 à 6%	<input type="checkbox"/> Plus de 6%	

B9aSP Au cours des 12 derniers mois, avez-vous connu des difficultés à recruter sur certains postes vacants ? Oui Non
 Sans objet (pas de postes vacants)**► Si oui :** **B9bSP Pour quelles raisons ?**

	Oui	Non
1. Il y a pénurie de personnes qualifiées pour le type de poste	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2. Le salaire que vous proposiez n'était pas attractif	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3. Les conditions de travail étaient jugées difficiles	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4. Pour d'autres raisons, précisez :		

C - Organisation du travail/Dispositifs organisationnels**C1SP L'activité de cet établissement connaît-elle des fluctuations ?**

	Oui	Non
1. Annuelles	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2. Saisonnières	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3. Hebdomadaires	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

C2SP Au cours des douze derniers mois, avez-vous eu à faire face à des variations importantes de votre activité ?

<input type="checkbox"/> Oui, uniquement une variation à la hausse	<input type="checkbox"/> Oui, des variations à la hausse et à la baisse
<input type="checkbox"/> Oui, uniquement une variation à la baisse	<input type="checkbox"/> Non

C3SP Au cours des douze derniers mois, avez-vous eu recours aux outils d'ajustement du volume de travail suivants (plusieurs réponses possibles) :**C3aSP • Outils permettant de diminuer la durée du travail**

	Oui	Non
1. Réduction du volume d'heures supplémentaires et/ou complémentaires*	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2. Périodes basses de modulation/annualisation*	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3. Obligation pour les salariés de prendre des jours de congés, de RTT ou des jours sur un compte épargne-temps (CET)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4. Chômage partiel	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

• Outils impliquant une diminution des effectifs

	Oui	Non
5. Non remplacement des départs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
6. Licenciements	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
7. Non-renouvellement ou baisse des embauches en CDD	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
8. Diminution du recours à l'intérim	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
9. Diminution du nombre d'équipes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
10. Diminution de la sous-traitance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

C3bSP • Outils permettant d'augmenter la durée du travail

	Oui	Non
1. Recours accru aux heures supplémentaires et/ou complémentaires*	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2. Périodes hautes de modulation/annualisation*	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3. Jours de congés ou de RTT refusés aux salariés, obligation d'alimenter leur compte épargne-temps (CET)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

• **Outils impliquant une augmentation des effectifs**

	Oui	Non
4. Augmentation du nombre de salariés en CDI	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5. Augmentation du nombre de CDD (dont « extras », vacataires, etc.)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
6. Recours accru à l'intérim	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
7. Mise en place d'équipes ponctuelles ou supplémentaires (de nuit) ou de suppléance (VSD)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
8. Recours accru à la sous-traitance*	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
9. Recours accru au portage salarial*	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Filtre : Etablissements de moins de 20 salariés, passer à C5SP

C4SP Qui, dans votre établissement ... (plusieurs réponses possibles)

	La hiérarchie	Les salariés eux-mêmes	Des intervenants extérieurs	Des clients	Autres	Non concerné
1. définit les procédures et les modes opératoires ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2. détermine les horaires ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3. détermine la durée et les types d'aménagement du temps de travail ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4. répartit le travail au sein des équipes ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5. effectue la maintenance des machines et des outils ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
6. forme les salariés ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
7. contrôle les résultats du travail ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

C5SP Dans son activité courante, votre établissement utilise-t-il les dispositifs organisationnels suivants, et depuis combien de temps ?

	Oui, depuis 3 ans ou plus	Oui, depuis - de 3 ans	Non
1. La certification ou l'accréditation portant sur le système qualité, les compétences techniques ou la sécurité (ex : ISO9001*, EAQF*,)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2. Des normes ou des référentiels formalisés sur le management de la santé et de la sécurité au travail (Ex : BS 8800, OHSAS 18001, ILO/OHS 2001)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3. La certification portant sur l'environnement ou label éthique (ex : ISO 14001*, AB-agriculture biologique, commerce équitable, etc.)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4. Les méthodes formalisées de résolution de problèmes, analyse de la valeur, analyse fonctionnelle*	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5. Les équipes ou groupes de travail autonomes*	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
6. Le flux tendu*, juste à temps	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
7. Les outils de traçabilité* (des produits, des processus, RFID*)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
8. Un outil/logiciel d'optimisation de la chaîne logistique*	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
9. Rotation des postes de travail, polyvalence systématisée	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

C6SP Au cours des trois dernières années, l'entreprise à laquelle appartient votre établissement a-t-elle connu ...

	Oui	Non
1. une fusion ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2. une restructuration ayant induit un changement d'organigramme ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3. un changement d'actionnaire majoritaire ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4. un déménagement ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5. d'autres changements ? Précisez :		

D - Informatique - utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC)

D1SP Quel est le pourcentage de salariés qui utilisent pour leur travail ...

	non utilisé	moins de 10%	10% à 50%	50% et +	ne sait pas
1. un ordinateur non connecté à un réseau	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2. un écran dédié à certaines fonctions seulement (terminal de banque, de caisse...)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3. un ordinateur en réseau	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4. un accès Internet	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5. un progiciel de gestion intégré (PGI* ou ERP en anglais), un workflow*	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

D2aSP L'établissement fournit-il à certains salariés des outils de travail à distance (smartphone, clé 3G, connexion à distance) ?

Oui Non Ne sait pas

► **Si oui : D2bSP Combien approximativement de salariés sont-ils concernés ?**

en effectif absolu **ou** en pourcentage %

D3aSP Certains salariés pratiquent-ils le télétravail, c'est-à-dire effectuent leurs tâches à distance, pendant leurs horaires habituels de travail, en se connectant au système informatique de l'établissement ?

Oui Non

► **Si oui :** **D3bSP** Quelle est approximativement le nombre de salariés concernés par le télétravail ?

en effectif absolu **ou** en pourcentage %

D4SP Utilisez-vous un dispositif informatique de suivi de l'activité des salariés ? (géolocalisation, reporting*, enregistrement de l'activité - ne pas prendre en compte les dispositifs uniquement dédiés au suivi des horaires)

Oui Non

E - Gestion générale de la santé et de la sécurité dans l'établissement

E1SP Certains des salariés de l'établissement ont-ils été exposés au cours des 12 derniers mois (qu'ils utilisent ou non des protections) ...

	+ de 50% des salariés	10 à 50% des salariés	très peu de salariés	aucun salarié	ne sait pas
1. à la manutention manuelle de charges lourdes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2. à des postures pénibles	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3. à des agents chimiques dangereux (y compris poussières, fumées...)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4. à des températures extrêmes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5. à des bruits supérieurs à 85 dB, des vibrations mécaniques	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
6. au travail de nuit (entre 21h et 6h)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
7. au travail en équipes alternantes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
8. au travail à la chaîne, à un travail répétitif	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
9. à au moins une de ces expositions	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

E2SP Au cours des douze derniers mois avez-vous délivré à certains salariés une fiche ou une attestation d'exposition à un produit chimique dangereux ?

Oui Non Ne sait pas

E3aSP Les salariés de votre établissement ont-ils accès à des équipements de protection individuelle (EPI) ? (par exemple : gants, lunettes, casques, chaussures de sécurité...)

Oui Non Ne sait pas

► **Si oui :** **E3bSP** A votre connaissance, les salariés utilisent-ils ces protections individuelles quand ce serait nécessaire ?

Toujours Souvent Parfois Jamais Ne sait pas

E4aSP Dans votre établissement, existe-t-il des protections collectives ?

(par exemple : barrières de sécurité, aspiration de fumées, carter sur une machine, capot insonorisant...)

Oui Non Sans objet (Non concerné) Ne sait pas

► **Si oui :** **E4bSP** A votre connaissance, les salariés utilisent-ils ces protections collectives quand ce serait nécessaire ?

Toujours Souvent Parfois Jamais Ne sait pas

E5aSP Au cours des 12 derniers mois votre établissement a-t-il remplacé un équipement de travail dangereux ou une matière première dangereuse par un équipement ou une matière moins dangereuse ?

Oui Non Ne sait pas

► **Si oui :** **E5bSP** Précisez :

E6aSP Au cours des 12 derniers mois, y a-t-il eu un ou plusieurs accidents du travail ayant occasionné un arrêt de travail ? (y compris accidents routiers mais hors accidents de trajet domicile-travail)

Oui Non

► **Si oui :** **E6bSP** Combien d'accidents ?

Ne sait pas

E6cSP Concernant l'accident du travail le plus grave (en nombre de jours d'arrêt), intervenu au cours des 12 derniers mois, avez-vous procédé à une analyse formalisée des causes de l'accident ? (plusieurs réponses possibles)

Avec le salarié et/ou des collègues de son équipe Avec le personnel d'encadrement Non, pas d'analyse des causes Ne sait pas
 Avec le CHSCT* ou un délégué du personnel Avec un organisme de prévention

E6dSP Quelle(s) mesure(s) avez-vous prise(s) pour que ce type d'accident de travail ne se reproduise pas ?

en clair :

E7SP Au cours des 12 derniers mois, l'un de vos salariés a-t-il bénéficié d'une reconnaissance de maladie professionnelle par la sécurité sociale ?

Oui Non

► **Si oui :** **E7bSP** A la suite de cela avez-vous pris des mesures nouvelles pour limiter le risque de maladie ?

Oui Non
 Ne sait pas

► **Si oui, lesquelles ?** **E7cSP**

E8SP En matière de médecine du travail, votre établissement bénéficie-t-il ...

	Oui	Non
1. d'un service autonome de médecine du travail ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2. d'un service inter-entreprise de médecine du travail ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3. autre ? Précisez :		

E9SP Dans votre établissement, combien de salariés sont-ils soumis à une surveillance médicale renforcée* ?

□ □ □ □ □

E10SP Au cours des 12 derniers mois, un ou des salariés ont-ils interrompu ou refusé une tâche pour préserver leur santé ou leur sécurité (droit de retrait) ?

<input type="checkbox"/> Oui, à plusieurs reprises	<input type="checkbox"/> Oui, une fois	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Ne sait pas
--	--	------------------------------	--------------------------------------

E11SP Quelles sont les motivations qui incitent votre établissement à développer la prévention des risques professionnels ?

	C'est une motivation primordiale	C'est une motivation secondaire	Cela ne joue pas
1. Respect des obligations légales	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2. Demandes des salariés ou de leurs représentants	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3. Fidélisation du personnel	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4. Cotisations sociales majorées en cas d'accident ou maladie	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5. Désorganisation, absentéisme	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
6. Exigences de clients	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
7. Réputation de l'entreprise	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
8. Exigences d'autorités supérieures (siège social, tutelle, groupe...)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
9. Autres, précisez :	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

E12SP Au cours des 12 derniers mois votre établissement a-t-il bénéficié de conseils sur la santé et la sécurité de la part des organismes ou institutions suivants ?

	Oui	Non
1. Organisme de prévention de la sécurité sociale (INRS*, CARSAT (ex-CRAM)*)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2. Services de santé au travail/médecine du travail	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3. Inspection du travail, inspection des installations classées	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4. Organisation patronale, OPPBTP*, chambre des métiers, CCI*	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5. ANACT/ARACT*	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
6. Spécialistes externes en matière de santé et sécurité (OPRI*, consultants, ...)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

E13aSP Un document unique d'évaluation des risques a-t-il été élaboré ou actualisé pour votre établissement au cours des 12 derniers mois ?

Oui Non

► **Si oui :** **E13bSP** Qui a coordonné la rédaction de ce document ? (une seule réponse possible)

<input type="checkbox"/> Vous ou quelqu'un de votre établissement/entreprise
<input type="checkbox"/> Un préventeur institutionnel (médecin du travail-service de santé au travail, OPPBTP*, CARSAT (ex-CRAM)*)
<input type="checkbox"/> Un consultant privé
<input type="checkbox"/> Un conseiller de votre fédération professionnelle, de la chambre des métiers, d'un groupement d'employeur, ...
<input type="checkbox"/> Autre, précisez :

E13cSP L'évaluation des risques psychosociaux a-t-elle été intégrée à ce document ?

Oui Non

E13dSP Avez-vous porté ce document à la connaissance de l'ensemble du personnel ?

Oui Non

E14SP Par rapport aux risques professionnels dans votre établissement, avez-vous, au cours des 12 derniers mois ...
(plusieurs réponses possibles)

<input type="checkbox"/> 1. poursuivi les actions antérieures de prévention
<input type="checkbox"/> 2. élaboré un nouveau plan de prévention
<input type="checkbox"/> 3. modifié l'organisation du travail
<input type="checkbox"/> 4. modifié les locaux de travail, les équipements de travail ou les produits utilisés
<input type="checkbox"/> 5. mis à disposition de nouveaux équipements de protection individuelle
<input type="checkbox"/> 6. développé la formation à la sécurité du personnel
<input type="checkbox"/> 7. autre, précisez :
.....

F - Les risques psychosociaux et leur gestion dans l'établissement

F1SP Selon vous, combien de salariés de votre établissement sont exposés à ...

	+ de 50% des salariés	10 à 50% des salariés	très peu de salariés	aucun salarié	ne sait pas
1. la nécessité de travailler dans l'urgence	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2. le sentiment de ne pas pouvoir faire un travail de qualité	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3. des tensions entre collègues	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4. des tensions avec la hiérarchie	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5. des tensions avec le public, la clientèle	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
6. la crainte de se retrouver au chômage	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
7. des horaires de travail imprévisibles	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
8. une charge de travail trop importante	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

F2aSP Concernant le stress ou le mal-être au travail, au cours des 3 dernières années, votre établissement a-t-il mis en place une ou plusieurs des procédures suivantes ?

	Oui	Non
1. Signalement de salariés en situation de risque	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2. Assistance aux salariés, de manière confidentielle	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3. Signalement de salariés ayant des conduites addictives	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4. Audit, expertise d'un cabinet spécialisé	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5. Formation spécifique des managers	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
6. Formation spécifique des salariés	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
7. Aménagement des horaires	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
8. Modification de l'organisation du travail	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
9. Procédures de résolution des conflits	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
10. Autres, précisez :		
.....		

➤ **S'il y a eu une ou plusieurs formations du personnel encadrant et/ou des salariés :**

F2bSP Par qui cette ou ces formations ont-elles été dispensées ? (une ou plusieurs réponses)

	Oui	Non
1. Un organisme de prévention de la sécurité sociale (INRS*, CARSAT (ex-CRAM)*)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2. L'OPPBT*	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3. Les services de santé au travail/la médecine du travail	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4. L'inspection du travail	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5. Les organisations patronales, chambre des métiers, CCI*	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
6. L'ANACT/ARACT*	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
7. Un spécialiste externe en matière de santé et sécurité (consultants,...)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

G - Représentation des salariés

G1SP Cet établissement est-il couvert par...

	Oui	Non
1. un comité d'entreprise ou d'établissement (ou une délégation unique du personnel) ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2. des délégués du personnel ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3. un ou des délégués syndicaux (ou représentant de section syndicale) ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

G1bSP Cet établissement est-il couvert par un CHSCT (Comité Hygiène Sécurité Conditions de Travail) ? Oui Non

► **Si oui:** **G2SP Combien de fois s'est-il réuni au cours des 12 derniers mois ?**

<input type="checkbox"/> Aucune	<input type="checkbox"/> 1 fois	<input type="checkbox"/> 2 fois	<input type="checkbox"/> 3 fois	<input type="checkbox"/> 4 fois	<input type="checkbox"/> Plus de 4 fois	<input type="checkbox"/> Ne sait pas
---------------------------------	---------------------------------	---------------------------------	---------------------------------	---------------------------------	---	--------------------------------------

G3SP La direction adresse-t-elle au CHSCT un tableau ou une note écrite de suivi de la prévention ?

<input type="checkbox"/> Oui, régulièrement	<input type="checkbox"/> Oui, occasionnellement	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Ne sait pas
---	---	------------------------------	--------------------------------------

G4SP Au cours des 12 derniers mois, y-a-t-il eu une négociation, dans l'établissement ou dans l'entreprise, concernant la question des conditions de travail ? Oui Non Ne sait pas

G5SP Comment qualifieriez-vous le climat social dans l'établissement ?

<input type="checkbox"/> Très calme	<input type="checkbox"/> Plutôt calme	<input type="checkbox"/> Plutôt tendu	<input type="checkbox"/> Très tendu	<input type="checkbox"/> Autre, précisez :
-------------------------------------	---------------------------------------	---------------------------------------	-------------------------------------	--

G6SP Au cours des 12 derniers mois, des salariés de votre établissement ont-ils fait grève ...

	Oui	Non
1. en raison de conflits internes à l'établissement ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2. en raison d'un mot d'ordre extérieur à l'établissement ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

G7aSP Au cours des 12 derniers mois, des propositions sur les conditions de travail ou la sécurité ont-elles été exprimées par les représentants du personnel en CHSCT ou en réunion de délégués du personnel ?

<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Sans objet (pas de représentation du personnel)	<input type="checkbox"/> Ne sait pas
------------------------------	------------------------------	--	--------------------------------------

► **Si oui:** **G7bSP Ont-elles été adoptées et mises en œuvre ?**

<input type="checkbox"/> Oui, la plupart des propositions	<input type="checkbox"/> Oui, certaines propositions	<input type="checkbox"/> Non, aucune proposition	<input type="checkbox"/> Ne sait pas
---	--	--	--------------------------------------

G8SP L'année dernière, quel a été approximativement le nombre moyen en équivalent temps plein * ...

1. de salariés intérimaires ?	_ _ _ , _ _
2. de salariés d'entreprises sous-traitantes travaillant dans votre établissement (sous-traitance sur site) ?	_ _ _ , _ _

G9SP Sur les 12 derniers mois, l'effectif total de l'établissement ...

<input type="checkbox"/> a diminué	<input type="checkbox"/> a augmenté	<input type="checkbox"/> est resté à peu près le même
------------------------------------	-------------------------------------	---

MERCİ D'AVOİR RÉPONDU À CE QUESTIONNAİRE.

Pour la personne ayant rempli la majeure partie du questionnaire :

- fonction au sein de l'établissement
- ancienneté dans l'établissement |_|_| années |_|_| mois
- Sexe H F
- Age moins de 30 ans 30 à 49 ans 50 ans ou plus

Si une ou plusieurs autres personnes ont contribué à répondre :

- Personne 1 : quelle est sa fonction ?
- Cette personne travaille dans ce même établissement non, mais dans l'entreprise est extérieure à l'entreprise.
- Personne 2 : quelle est sa fonction ?
- Cette personne travaille dans ce même établissement non, mais dans l'entreprise est extérieure à l'entreprise.

G18SP Veuillez indiquer le temps que vous a pris la réponse à ce questionnaire. |_|_| heures |_|_| minutes.
(y compris la recherche des données)

Merci de retourner ce document à IPSOS dans l'enveloppe T jointe.

- Une garantie de qualité pour la collecte et l'exploitation des données économiques et sociales.
- Une restitution d'informations vers les entreprises partenaires.
- La Dares et l'Insee s'engagent au service de la collectivité et des entreprises.

Numéro identifiant :

Cette enquête a pour objectif de décrire l'organisation du travail et les conditions de travail dans votre établissement, notamment les risques physiques et psychiques auxquels sont exposés les salariés ainsi que les pratiques de prévention de ces risques.

ATTENTION : ce questionnaire concerne votre ETABLISSEMENT* (service ou direction). Les personnes les plus qualifiées pour répondre sont le responsable du personnel et/ou la direction générale.

La notice explicative jointe peut vous aider dans votre réponse, vous y trouverez la définition des mots suivis d'une*.

Merci de compléter ou rectifier si nécessaire les informations ci-dessous :

Établissement :

Numéro Siret :

Si le Siret est incorrect, rectifiez =>

Activité en clair

Code APET **Si le code APET est incorrect, rectifiez =>**

Statut juridique : Entreprise Association Autre, précisez :

Convention collective majoritaire

Si incorrect, rectifiez =>

Si pas de convention collective, cochez

Vu l'avis favorable du Conseil national de l'information statistique, cette enquête, reconnue d'intérêt général et de qualité statistique, est obligatoire, en application de la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 modifiée sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques. Visa n°2012X057TV du Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social, valable pour la période de collecte 2012 - 2013. Aux termes de l'article 6 de la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 modifiée sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques, les renseignements transmis en réponse au présent questionnaire ne sauraient en aucun cas être utilisés à des fins de contrôle fiscal ou de répression économique. L'article 7 de la loi précitée stipule d'autre part que tout défaut de réponse ou une réponse sciemment inexacte peut entraîner l'application d'une amende administrative.

- Questionnaire confidentiel destiné à la DARES.

La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, garantit aux personnes physiques concernées un droit d'accès et de rectification pour les données les concernant. Ce droit peut être exercé auprès d'IPSO.

A - Caractéristiques générales de l'établissement

A1SP Depuis combien d'années cet établissement est-il en activité à cette adresse ?

moins de 2 ans 2 à 4 ans 5 à 9 ans 10 à 19 ans 20 à 49 ans 50 ans ou plus

A2SP Votre établissement ... (plusieurs réponses possibles)

	Oui	Non
1. exerce en franchise*, appartient à un réseau d'enseignes*	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2. est lié à un groupement (GIE, association d'entreprises, centrale d'achat, concession, ...)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3. appartient à un groupe* français	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4. appartient à un groupe* international	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5. est totalement indépendant	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
6. vous ne savez pas	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

A3SP Dans son activité principale, diriez-vous que le marché ou le public de votre établissement est plutôt ...
(une seule réponse)

régional ou local ? national ? européen ? international ? Ne sait pas

A4aSP Votre établissement travaille-t-il en sous-traitance* pour un ou plusieurs clients donneurs d'ordres ?

Oui Non

> Si oui : A4bSP Quelle est la part du chiffre d'affaires effectuée en sous-traitance* ?

90% ou plus 50 % à 89 % 25 % à 49 % 10 % à 24 % Moins de 10 % Ne sait pas

A5SP Les trois principaux clients de votre établissement représentent-ils plus de 30 % de votre chiffre d'affaires ?

Oui Non Sans objet (pas de client) Ne sait pas

A6SP Votre établissement fournit-il ses produits ou services directement à des particuliers ?

Oui Non

A7aSP Votre établissement fournit-il ses produits ou services à d'autres établissements ou entreprises ?

Oui Non

> Si oui : A7bSP Le plus gros client* de votre établissement appartient-il au même groupe ou réseau que votre établissement ?

Oui Non Sans objet (n'appartient pas à un groupe)

A8SP Les trois principaux fournisseurs de votre établissement représentent-ils plus de 30 % des montants de vos achats (hors frais fixes) ?

Oui Non Ne sait pas

A9SP Le plus gros fournisseur* de votre établissement appartient-il au même groupe ou au même réseau que votre établissement ?

<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Sans objet (n'appartient pas à un groupe)
------------------------------	------------------------------	--

A10aSP Votre établissement a-t-il eu lui-même recours à la sous-traitance l'année dernière pour votre activité principale (cœur de métier) ?

 Oui Non

► **Si recours à la sous-traitance (A10aSP = « Oui »)**

A10bSP Quelle est approximativement la part des dépenses de sous-traitance relativement à votre chiffre d'affaires ?

<input type="checkbox"/> Plus de 20 %	<input type="checkbox"/> Entre 2 % et 9 %	<input type="checkbox"/> Sans objet (pas de sous-traitance pour le cœur de métier)
<input type="checkbox"/> Entre 10 % et 19 %	<input type="checkbox"/> Moins de 2 %	<input type="checkbox"/> Ne sait pas

B - Gestion de la main d'œuvre

B0SP Combien votre établissement emploie-t-il de personnes ?
(effectif rémunéré le mois précédant l'enquête)

--	--	--	--	--	--

B1SP Cet établissement fonctionne-t-il...

	Jamais	Parfois	Régulièrement	==>Si régulièrement : part approximative du personnel concerné
1. le samedi ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	%
2. le dimanche ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	%

B2SP Certaines catégories de personnel (à l'exception du personnel de gardiennage et de maintenance) sont-elles soumises, en dehors des horaires habituels, à ...

	Oui	Non
1. des permanences sur le site pour répondre à la clientèle, aux usagers ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2. des permanences sur le site pour surveiller un processus de production, une activité de l'établissement ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3. des astreintes en dehors du lieu habituel de travail ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

B3aSP Au cours des douze derniers mois, cet établissement a-t-il connu un plan de réduction des effectifs ou des licenciements collectifs ?

 Oui Non

► **Si oui :** **B3bSP** Ces licenciements collectifs ou ce plan de réduction d'effectifs ont-ils donné lieu à un accompagnement spécifique des salariés concernés, financé par l'établissement (formation, aide à la recherche d'emploi, etc.) ?

<input type="checkbox"/> Oui, mis en œuvre uniquement par le service du personnel (DRH...)
<input type="checkbox"/> Oui, avec un appui extérieur à l'entreprise (cellule de reclassement,...)
<input type="checkbox"/> Non

B3cSP Combien de postes ont-ils été supprimés ?

--	--	--	--	--	--

B4SP Dans votre établissement ou votre entreprise y a-t-il un service des ressources humaines ou de gestion du personnel ?

<input type="checkbox"/> Oui, dans l'établissement
<input type="checkbox"/> Oui, au siège social (si entreprise multi-établissement)
<input type="checkbox"/> Non

B5aSP Dans votre établissement les salariés ont-ils un entretien annuel d'évaluation ?

<input type="checkbox"/> Oui, tous les salariés	<input type="checkbox"/> Oui, certains salariés (cadres...)	<input type="checkbox"/> Non ► passez à la question à B6SP
---	---	--

► **Si oui :** **B5bSP** Ces entretiens comportent-ils un objectif individuel ?

<input type="checkbox"/> Oui, pour tous les salariés	<input type="checkbox"/> Oui, pour certains salariés	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Ne sait pas
--	--	------------------------------	--------------------------------------

B5cSP Ces entretiens comportent-ils un objectif au niveau de l'équipe ?

<input type="checkbox"/> Oui, pour tous les salariés	<input type="checkbox"/> Oui, pour certains salariés	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Ne sait pas
--	--	------------------------------	--------------------------------------

B6SP Les salariés de votre établissement sont-ils couverts par ...

1. un accord d'intéressement/participation ?	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Non, mais en cours
2. un plan d'épargne d'entreprise ?	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Non, mais en cours

B7aSP Certains de vos salariés travaillent-ils en forfait-jour* ? Oui Non**► Si oui :** **B7bSP Quel est approximativement le nombre de salariés concernés** (y compris étudiants en forfait heures annualisées) ?

en effectif absolu **ou bien** en pourcentage %

B8SP L'année dernière, quelle a été approximativement l'importance des dépenses globales de formation par rapport à la masse salariale de l'établissement ?

<input type="checkbox"/> Moins de 1,5%	<input type="checkbox"/> De 1,5 à 2%	<input type="checkbox"/> De 2,1 à 3%	<input type="checkbox"/> Ne sait pas
<input type="checkbox"/> De 3,1 à 4%	<input type="checkbox"/> De 4,1 à 6%	<input type="checkbox"/> Plus de 6%	

B9aSP Au cours des 12 derniers mois, avez-vous connu des difficultés à recruter sur certains postes vacants ? Oui Non
 Sans objet (pas de postes vacants)**► Si oui :** **B9bSP Pour quelles raisons ?**

	Oui	Non
1. Il y a pénurie de personnes qualifiées pour le type de poste	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2. Le salaire que vous proposiez n'était pas attractif	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3. Les conditions de travail étaient jugées difficiles	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4. Pour d'autres raisons, précisez :		

C - Organisation du travail/Dispositifs organisationnels**C1SP L'activité de cet établissement connaît-elle des fluctuations ?**

	Oui	Non
1. Annuelles	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2. Saisonnières	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3. Hebdomadaires	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

C2SP Au cours des douze derniers mois, avez-vous eu à faire face à des variations importantes de votre activité ?

<input type="checkbox"/> Oui, uniquement une variation à la hausse	<input type="checkbox"/> Oui, des variations à la hausse et à la baisse
<input type="checkbox"/> Oui, uniquement une variation à la baisse	<input type="checkbox"/> Non

C3SP Au cours des douze derniers mois, avez-vous eu recours aux outils d'ajustement du volume de travail suivants (plusieurs réponses possibles) :**C3aSP • Outils permettant de diminuer la durée du travail**

	Oui	Non
1. Réduction du volume d'heures supplémentaires et/ou complémentaires*	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2. Périodes basses de modulation/annualisation*	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3. Obligation pour les salariés de prendre des jours de congés, de RTT ou des jours sur un compte épargne-temps (CET)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4. Chômage partiel	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

• Outils impliquant une diminution des effectifs

	Oui	Non
5. Non remplacement des départs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
6. Licenciements	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
7. Non-renouvellement ou baisse des embauches en CDD	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
8. Diminution du recours à l'intérim	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
9. Diminution du nombre d'équipes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
10. Diminution de la sous-traitance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

C3bSP • Outils permettant d'augmenter la durée du travail

	Oui	Non
1. Recours accru aux heures supplémentaires et/ou complémentaires*	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2. Périodes hautes de modulation/annualisation*	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3. Jours de congés ou de RTT refusés aux salariés, obligation d'alimenter leur compte épargne-temps (CET)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

• **Outils impliquant une augmentation des effectifs**

	Oui	Non
4. Augmentation du nombre de salariés en CDI	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5. Augmentation du nombre de CDD (dont « extras », vacataires, etc.)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
6. Recours accru à l'intérim	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
7. Mise en place d'équipes ponctuelles ou supplémentaires (de nuit) ou de suppléance (VSD)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
8. Recours accru à la sous-traitance*	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
9. Recours accru au portage salarial*	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Filtre : Etablissements de moins de 20 salariés, passer à C5SP

C4SP Qui, dans votre établissement ... (plusieurs réponses possibles)

	La hiérarchie	Les salariés eux-mêmes	Des intervenants extérieurs	Des clients	Autres	Non concerné
1. définit les procédures et les modes opératoires ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2. détermine les horaires ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3. détermine la durée et les types d'aménagement du temps de travail ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4. répartit le travail au sein des équipes ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5. effectue la maintenance des machines et des outils ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
6. forme les salariés ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
7. contrôle les résultats du travail ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

C5SP Dans son activité courante, votre établissement utilise-t-il les dispositifs organisationnels suivants, et depuis combien de temps ?

	Oui, depuis 3 ans ou plus	Oui, depuis - de 3 ans	Non
1. La certification ou l'accréditation portant sur le système qualité, les compétences techniques ou la sécurité (ex : ISO9001*, EAQF*,)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2. Des normes ou des référentiels formalisés sur le management de la santé et de la sécurité au travail (Ex : BS 8800, OHSAS 18001, ILO/OHS 2001)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3. La certification portant sur l'environnement ou label éthique (ex : ISO 14001*, AB-agriculture biologique, commerce équitable, etc.)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4. Les méthodes formalisées de résolution de problèmes, analyse de la valeur, analyse fonctionnelle*	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5. Les équipes ou groupes de travail autonomes*	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
6. Le flux tendu*, juste à temps	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
7. Les outils de traçabilité* (des produits, des processus, RFID*)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
8. Un outil/logiciel d'optimisation de la chaîne logistique*	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
9. Rotation des postes de travail, polyvalence systématisée	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

C6SP Au cours des trois dernières années, l'entreprise à laquelle appartient votre établissement a-t-elle connu ...

	Oui	Non
1. une fusion ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2. une restructuration ayant induit un changement d'organigramme ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3. un changement d'actionnaire majoritaire ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4. un déménagement ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5. d'autres changements ? Précisez :		

D - Informatique - utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC)

D1SP Quel est le pourcentage de salariés qui utilisent pour leur travail ...

	non utilisé	moins de 10%	10% à 50%	50% et +	ne sait pas
1. un ordinateur non connecté à un réseau	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2. un écran dédié à certaines fonctions seulement (terminal de banque, de caisse...)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3. un ordinateur en réseau	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4. un accès Internet	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5. un progiciel de gestion intégré (PGI* ou ERP en anglais), un workflow*	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

D2aSP L'établissement fournit-il à certains salariés des outils de travail à distance (smartphone, clé 3G, connexion à distance) ?

Oui Non Ne sait pas

► **Si oui : D2bSP Combien approximativement de salariés sont-ils concernés ?**

en effectif absolu **ou** en pourcentage %

D3aSP Certains salariés pratiquent-ils le télétravail, c'est-à-dire effectuent leurs tâches à distance, pendant leurs horaires habituels de travail, en se connectant au système informatique de l'établissement ?

Oui Non

► **Si oui :** **D3bSP** Quelle est approximativement le nombre de salariés concernés par le télétravail ?

en effectif absolu **ou** en pourcentage %

D4SP Utilisez-vous un dispositif informatique de suivi de l'activité des salariés ? (géolocalisation, reporting*, enregistrement de l'activité - ne pas prendre en compte les dispositifs uniquement dédiés au suivi des horaires)

Oui Non

E - Gestion générale de la santé et de la sécurité dans l'établissement

E1SP Certains des salariés de l'établissement ont-ils été exposés au cours des 12 derniers mois (qu'ils utilisent ou non des protections) ...

	+ de 50% des salariés	10 à 50% des salariés	très peu de salariés	aucun salarié	ne sait pas
1. à la manutention manuelle de charges lourdes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2. à des postures pénibles	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3. à des agents chimiques dangereux (y compris poussières, fumées...)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4. à des températures extrêmes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5. à des bruits supérieurs à 85 dB, des vibrations mécaniques	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
6. au travail de nuit (entre 21h et 6h)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
7. au travail en équipes alternantes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
8. au travail à la chaîne, à un travail répétitif	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
9. à au moins une de ces expositions	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

E2SP Au cours des douze derniers mois avez-vous délivré à certains salariés une fiche ou une attestation d'exposition à un produit chimique dangereux ?

Oui Non Ne sait pas

E3aSP Les salariés de votre établissement ont-ils accès à des équipements de protection individuelle (EPI) ? (par exemple : gants, lunettes, casques, chaussures de sécurité...)

Oui Non Ne sait pas

► **Si oui :** **E3bSP** A votre connaissance, les salariés utilisent-ils ces protections individuelles quand ce serait nécessaire ?

Toujours Souvent Parfois Jamais Ne sait pas

E4aSP Dans votre établissement, existe-t-il des protections collectives ?

(par exemple : barrières de sécurité, aspiration de fumées, carter sur une machine, capot insonorisant...)

Oui Non Sans objet (Non concerné) Ne sait pas

► **Si oui :** **E4bSP** A votre connaissance, les salariés utilisent-ils ces protections collectives quand ce serait nécessaire ?

Toujours Souvent Parfois Jamais Ne sait pas

E5aSP Au cours des 12 derniers mois votre établissement a-t-il remplacé un équipement de travail dangereux ou une matière première dangereuse par un équipement ou une matière moins dangereuse ?

Oui Non Ne sait pas

► **Si oui :** **E5bSP** Précisez :

E6aSP Au cours des 12 derniers mois, y a-t-il eu un ou plusieurs accidents du travail ayant occasionné un arrêt de travail ? (y compris accidents routiers mais hors accidents de trajet domicile-travail)

Oui Non

► **Si oui :** **E6bSP** Combien d'accidents ?

Ne sait pas

E6cSP Concernant l'accident du travail le plus grave (en nombre de jours d'arrêt), intervenu au cours des 12 derniers mois, avez-vous procédé à une analyse formalisée des causes de l'accident ? (plusieurs réponses possibles)

Avec le salarié et/ou des collègues de son équipe Avec le personnel d'encadrement Non, pas d'analyse des causes Ne sait pas
 Avec le CHSCT* ou un délégué du personnel Avec un organisme de prévention

E6dSP Quelle(s) mesure(s) avez-vous prise(s) pour que ce type d'accident de travail ne se reproduise pas ?

en clair :

E7SP Au cours des 12 derniers mois, l'un de vos salariés a-t-il bénéficié d'une reconnaissance de maladie professionnelle par la sécurité sociale ?

Oui Non

► **Si oui :** **E7bSP** A la suite de cela avez-vous pris des mesures nouvelles pour limiter le risque de maladie ?

Oui Non
 Ne sait pas

► **Si oui, lesquelles ?** **E7cSP**

E8SP En matière de médecine du travail, votre établissement bénéficie-t-il ...

	Oui	Non
1. d'un service autonome de médecine du travail ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2. d'un service inter-entreprise de médecine du travail ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3. autre ? Précisez :		

E9SP Dans votre établissement, combien de salariés sont-ils soumis à une surveillance médicale renforcée* ?

□ □ □ □ □

E10SP Au cours des 12 derniers mois, un ou des salariés ont-ils interrompu ou refusé une tâche pour préserver leur santé ou leur sécurité (droit de retrait) ?

<input type="checkbox"/> Oui, à plusieurs reprises	<input type="checkbox"/> Oui, une fois	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Ne sait pas
--	--	------------------------------	--------------------------------------

E11SP Quelles sont les motivations qui incitent votre établissement à développer la prévention des risques professionnels ?

	C'est une motivation primordiale	C'est une motivation secondaire	Cela ne joue pas
1. Respect des obligations légales	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2. Demandes des salariés ou de leurs représentants	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3. Fidélisation du personnel	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4. Cotisations sociales majorées en cas d'accident ou maladie	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5. Désorganisation, absentéisme	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
6. Exigences de clients	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
7. Réputation de l'entreprise	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
8. Exigences d'autorités supérieures (siège social, tutelle, groupe...)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
9. Autres, précisez :	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

E12SP Au cours des 12 derniers mois votre établissement a-t-il bénéficié de conseils sur la santé et la sécurité de la part des organismes ou institutions suivants ?

	Oui	Non
1. Organisme de prévention de la sécurité sociale (INRS*, CARSAT (ex-CRAM)*)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2. Services de santé au travail/médecine du travail	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3. Inspection du travail, inspection des installations classées	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4. Organisation patronale, OPPBTP*, chambre des métiers, CCI*	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5. ANACT/ARACT*	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
6. Spécialistes externes en matière de santé et sécurité (OPRI*, consultants, ...)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

E13aSP Un document unique d'évaluation des risques a-t-il été élaboré ou actualisé pour votre établissement au cours des 12 derniers mois ?

Oui Non

► **Si oui :** **E13bSP** Qui a coordonné la rédaction de ce document ? (une seule réponse possible)

<input type="checkbox"/> Vous ou quelqu'un de votre établissement/entreprise
<input type="checkbox"/> Un préventeur institutionnel (médecin du travail-service de santé au travail, OPPBTP*, CARSAT (ex-CRAM)*)
<input type="checkbox"/> Un consultant privé
<input type="checkbox"/> Un conseiller de votre fédération professionnelle, de la chambre des métiers, d'un groupement d'employeur, ...
<input type="checkbox"/> Autre, précisez :

E13cSP L'évaluation des risques psychosociaux a-t-elle été intégrée à ce document ?

Oui Non

E13dSP Avez-vous porté ce document à la connaissance de l'ensemble du personnel ?

Oui Non

E14SP Par rapport aux risques professionnels dans votre établissement, avez-vous, au cours des 12 derniers mois ...
(plusieurs réponses possibles)

<input type="checkbox"/> 1. poursuivi les actions antérieures de prévention
<input type="checkbox"/> 2. élaboré un nouveau plan de prévention
<input type="checkbox"/> 3. modifié l'organisation du travail
<input type="checkbox"/> 4. modifié les locaux de travail, les équipements de travail ou les produits utilisés
<input type="checkbox"/> 5. mis à disposition de nouveaux équipements de protection individuelle
<input type="checkbox"/> 6. développé la formation à la sécurité du personnel
<input type="checkbox"/> 7. autre, précisez :
.....

F - Les risques psychosociaux et leur gestion dans l'établissement

F1SP Selon vous, combien de salariés de votre établissement sont exposés à ...

	+ de 50% des salariés	10 à 50% des salariés	très peu de salariés	aucun salarié	ne sait pas
1. la nécessité de travailler dans l'urgence	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2. le sentiment de ne pas pouvoir faire un travail de qualité	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3. des tensions entre collègues	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4. des tensions avec la hiérarchie	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5. des tensions avec le public, la clientèle	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
6. la crainte de se retrouver au chômage	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
7. des horaires de travail imprévisibles	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
8. une charge de travail trop importante	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

F2aSP Concernant le stress ou le mal-être au travail, au cours des 3 dernières années, votre établissement a-t-il mis en place une ou plusieurs des procédures suivantes ?

	Oui	Non
1. Signalement de salariés en situation de risque	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2. Assistance aux salariés, de manière confidentielle	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3. Signalement de salariés ayant des conduites addictives	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4. Audit, expertise d'un cabinet spécialisé	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5. Formation spécifique des managers	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
6. Formation spécifique des salariés	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
7. Aménagement des horaires	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
8. Modification de l'organisation du travail	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
9. Procédures de résolution des conflits	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
10. Autres, précisez :		
.....		

➤ **S'il y a eu une ou plusieurs formations du personnel encadrant et/ou des salariés :**

F2bSP Par qui cette ou ces formations ont-elles été dispensées ? (une ou plusieurs réponses)

	Oui	Non
1. Un organisme de prévention de la sécurité sociale (INRS*, CARSAT (ex-CRAM)*)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2. L'OPPBT*	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3. Les services de santé au travail/la médecine du travail	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4. L'inspection du travail	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5. Les organisations patronales, chambre des métiers, CCI*	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
6. L'ANACT/ARACT*	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
7. Un spécialiste externe en matière de santé et sécurité (consultants,...)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

G - Représentation des salariés

G1SP Cet établissement est-il couvert par...

	Oui	Non
1. un comité d'entreprise ou d'établissement (ou une délégation unique du personnel) ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2. des délégués du personnel ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3. un ou des délégués syndicaux (ou représentant de section syndicale) ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

G1bSP Cet établissement est-il couvert par un CHSCT (Comité Hygiène Sécurité Conditions de Travail) ? Oui Non

► **Si oui:** **G2SP Combien de fois s'est-il réuni au cours des 12 derniers mois ?**

<input type="checkbox"/> Aucune	<input type="checkbox"/> 1 fois	<input type="checkbox"/> 2 fois	<input type="checkbox"/> 3 fois	<input type="checkbox"/> 4 fois	<input type="checkbox"/> Plus de 4 fois	<input type="checkbox"/> Ne sait pas
---------------------------------	---------------------------------	---------------------------------	---------------------------------	---------------------------------	---	--------------------------------------

G3SP La direction adresse-t-elle au CHSCT un tableau ou une note écrite de suivi de la prévention ?

<input type="checkbox"/> Oui, régulièrement	<input type="checkbox"/> Oui, occasionnellement	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Ne sait pas
---	---	------------------------------	--------------------------------------

G4SP Au cours des 12 derniers mois, y-a-t-il eu une négociation, dans l'établissement ou dans l'entreprise, concernant la question des conditions de travail ? Oui Non Ne sait pas

G5SP Comment qualifieriez-vous le climat social dans l'établissement ?

<input type="checkbox"/> Très calme	<input type="checkbox"/> Plutôt calme	<input type="checkbox"/> Plutôt tendu	<input type="checkbox"/> Très tendu	<input type="checkbox"/> Autre, précisez :
-------------------------------------	---------------------------------------	---------------------------------------	-------------------------------------	--

G6SP Au cours des 12 derniers mois, des salariés de votre établissement ont-ils fait grève ...

	Oui	Non
1. en raison de conflits internes à l'établissement ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2. en raison d'un mot d'ordre extérieur à l'établissement ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

G7aSP Au cours des 12 derniers mois, des propositions sur les conditions de travail ou la sécurité ont-elles été exprimées par les représentants du personnel en CHSCT ou en réunion de délégués du personnel ?

<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Sans objet (pas de représentation du personnel)	<input type="checkbox"/> Ne sait pas
------------------------------	------------------------------	--	--------------------------------------

► **Si oui:** **G7bSP Ont-elles été adoptées et mises en œuvre ?**

<input type="checkbox"/> Oui, la plupart des propositions	<input type="checkbox"/> Oui, certaines propositions	<input type="checkbox"/> Non, aucune proposition	<input type="checkbox"/> Ne sait pas
---	--	--	--------------------------------------

G8SP L'année dernière, quel a été approximativement le nombre moyen en équivalent temps plein * ...

1. de salariés intérimaires ?	_ _ _ , _ _
2. de salariés d'entreprises sous-traitantes travaillant dans votre établissement (sous-traitance sur site) ?	_ _ _ , _ _

G9SP Sur les 12 derniers mois, l'effectif total de l'établissement ...

<input type="checkbox"/> a diminué	<input type="checkbox"/> a augmenté	<input type="checkbox"/> est resté à peu près le même
------------------------------------	-------------------------------------	---

MERCİ D'AVOİR RÉPONDU À CE QUESTIONNAİRE.

Pour la personne ayant rempli la majeure partie du questionnaire :

- fonction au sein de l'établissement
- ancienneté dans l'établissement |_|_| années |_|_| mois
- Sexe H F
- Age moins de 30 ans 30 à 49 ans 50 ans ou plus

Si une ou plusieurs autres personnes ont contribué à répondre :

- Personne 1 : quelle est sa fonction ?
- Cette personne travaille dans ce même établissement non, mais dans l'entreprise est extérieure à l'entreprise.
- Personne 2 : quelle est sa fonction ?
- Cette personne travaille dans ce même établissement non, mais dans l'entreprise est extérieure à l'entreprise.

G18SP Veuillez indiquer le temps que vous a pris la réponse à ce questionnaire. |_|_| heures |_|_| minutes.
(y compris la recherche des données)

Merci de retourner ce document à IPSOS dans l'enveloppe T jointe.